

Montréal, 9 juillet 1993

À tous les membres

**OBJET: ÉTUDE DU PROJET DE RÈGLEMENT AFFÉRENT À LA LOI 61
DÉPOSÉ LE 23 JUIN 1993.**

Madame, Monsieur,


Suite au dépôt du projet de règlement afférent à la Loi sur la qualité de l'environnement, le 23 juin dernier, une période d'étude de ce dit projet s'amorce. Nous avons moins de deux mois pour réagir et présenter nos commentaires au ministre de l'Environnement du Québec d'ici le 21 août prochain.

Un comité d'étude a été mis sur pied, présidé par Me Yvan Biron et composé entre autres des personnes-ressources ayant participé à la journée d'analyses et d'échanges sur la Loi 61 tenue le 17 mars dernier. Ce comité a pour mandat de rédiger un projet de recommandations qui sera soumis au conseil d'administration qui prendra position sur les suites à donner à ce dossier, lors de sa réunion mensuelle qui se tiendra dans la deuxième semaine d'août. Ainsi, il sera possible de déposer éventuellement un document en fonction de la date prescrite, soit le 21 août.

Si vous êtes intéressé(e) à présenter votre point de vue sur ce projet de règlement, nous vous suggérons d'envoyer par télécopieur et adressés à mon nom, vos commentaires écrits d'ici la fin de juillet, afin que le comité d'étude puisse en prendre connaissance et étoffer ainsi leur analyse.

Au nom du président de l'Association, monsieur Luc Ouimet, je vous remercie à l'avance de votre collaboration. Il faut se rappeler qu'il est dans l'intérêt de tous, notamment de tous les membres de l'A.Q.E.I., d'être présents et de faire connaître nos commentaires sur un projet de règlement aussi important que la Loi 61 elle-même.

Mes salutations cordiales,



Françoise Mondor
Coordonnatrice



Pièce jointe: Projet de règlement déposé le 23 juin 1993.

Projet de règlement

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2)

Évaluation environnementale

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et à l'article 124 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), que le « Règlement sur l'évaluation environnementale » dont le texte apparaît ci-dessous pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de la présente publication.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, au ministre de l'Environnement, 3900, rue Marly, 6^e étage, Sainte-Foy (Québec), G1X 4E4.

Le ministre de l'Environnement,
PIERRE PARADIS

Règlement sur l'évaluation environnementale

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 31.9.21, par. 1° à 8°; 1992, c. 56,
a. 12)

CHAPITRE I CHAMP D'APPLICATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION I CHAMP D'APPLICATION

1. Font partie intégrante d'un projet, les travaux, ouvrages et constructions nécessaires à la réalisation et à la mise en exploitation du projet.

2. Ne font pas partie intégrante d'un projet, les travaux de réfection et les travaux de réparation d'une construction ou d'un ouvrage faits au-delà de la ligne naturelle des hautes eaux de même que le remplacement ou la modification d'équipements techniques afférents à une construction ou à un ouvrage, sauf s'ils font partie d'un projet d'agrandissement ou de prolongement visé aux paragraphes 3° et 9° de l'article 12 et aux paragraphes 4° et 6° de l'article 13.

La ligne naturelle des hautes eaux se situe à l'un ou l'autre des endroits indiqués sous la rubrique « DÉFINITIONS » contenue dans la *Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables* édictée par le décret 1980-87 du 22 décembre 1987.

3. Tout projet constitué de plusieurs éléments visés aux articles 12 et 13 constitue un seul projet destiné à faire l'objet d'une seule procédure d'évaluation environnementale et d'une seule demande de certificat d'autorisation; tout tel projet appartient alors à la catégorie des projets à enjeux ou impacts majeurs si un des éléments constitutifs du projet appartient à cette catégorie.

4. Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire du Québec à l'exception des territoires visés aux articles 133 et 168 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

5. Le présent règlement s'applique notamment aux immeubles compris dans une aire retenue pour fins de contrôle et dans une zone agricole établie suivant la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1).

6. Le présent règlement ne s'applique pas à la reconstruction ou à l'élargissement d'une route ou d'une autre infrastructure routière visé au paragraphe 4° de l'article 12 et au paragraphe 9° de l'article 13, lorsque l'emprise de cette route ou de cette autre infrastructure appartenait à l'initiateur du projet le 30 décembre 1980.

SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7. Sauf pour l'application du paragraphe 8° de l'article 12 et du paragraphe 15° de l'article 13, est considéré comme étant une augmentation de la capacité de production d'un établissement, l'accroissement cumulé de 35 % ou plus de sa capacité de production nominale. Cette capacité correspond au taux de production théorique établi en fonction des équipements de production d'un établissement. Elle est fixée le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*) ou, le cas échéant, à la date de la dernière autorisation de toute augmentation de la capacité de production d'un établissement ou à la date d'autorisation d'un projet portant sur la construction d'un établissement à l'égard duquel une capacité de production nominale est déterminée par le présent règlement.

Une augmentation de la puissance d'une centrale hydroélectrique, d'une centrale de cogénération ou de production d'énergie électrique ne peut être assimilée à une augmentation de la capacité de production.

8. Est considéré comme étant une augmentation de la capacité de traitement d'un établissement, l'accroissement cumulé de 35 % ou plus de sa capacité de traitement nominale. Cette capacité correspond au taux de traitement théorique établi en fonction des équipements de traitement d'un établissement. Elle est fixée le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*) ou, le cas échéant, à la date de la dernière autorisation de toute augmentation de la capacité de traitement d'un établissement ou à la date d'autorisation d'un projet portant sur la construction d'un établissement à l'égard duquel une capacité de traitement nominale est déterminée par le présent règlement.

9. La longueur d'un échangeur correspond à la distance sur une autoroute entre les points d'entrée et de sortie les plus éloignés de part et d'autre de l'échangeur, lesquels correspondent aux limites des travaux.

10. Le calcul de la longueur cumulative ou de la superficie cumulative s'effectue par la sommation des opérations de dragage, de creusement, de remblayage et de remplissage effectuées par un même initiateur pour un ou plusieurs projets ayant le même objectif.

11. Pour l'application du présent règlement:

1^o est un cours d'eau:

a) le fleuve Saint-Laurent, le golfe du Saint-Laurent et la baie des Chaleurs;

b) une rivière qui est tributaire d'un cours d'eau visé au sous-paragraphe a, du lac Saint-Jean ou de la baie James;

c) une rivière qui est tributaire d'un cours d'eau visé au sous-paragraphe b ou de la rivière Saint-Jean dont l'embouchure se situe dans la baie de Fundy à St-John au Nouveau-Brunswick ou qui est tributaire du lac Champlain;

Un tel cours d'eau comprend aussi tout élargissement naturel ou artificiel de son lit formant un lac. De plus, le lac des Deux-Montagnes est réputé être un élargissement de la rivière des Outaouais qui est elle-même tributaire directe du fleuve Saint-Laurent;

2^o est un lac: un lac ou un réservoir identifié comme tel dans le Répertoire toponymique du Québec publié par les Publications du Québec; y est assimilé tout bassin, anse, baie, crique, lagune, marais ou marécage faisant partie intégrante de ce lac ou de ce réservoir même s'il est identifié d'une façon distincte au Répertoire;

3^o est une rivière: une rivière ou un fleuve identifié comme tel dans le Répertoire toponymique du Québec et qui draine un bassin versant supérieur ou égal à 25 kilomètres carrés.

CHAPITRE II DÉTERMINATION DES CATÉGORIES DE PROJETS

12. Sont des projets qui appartiennent à la catégorie des projets à enjeux ou impacts majeurs, les projets suivants:

1^o la construction, la reconstruction, le rehaussement ou la démolition d'un barrage, d'une digue ou d'un

seuil-placé à la décharge d'un lac qui a une superficie supérieure à 600 000 mètres carrés à la cote de retenue maximale du barrage, de la digue ou du seuil ou qui vise à porter la superficie d'un lac à plus de 600 000 mètres carrés à la cote de retenue maximale du barrage, de la digue ou du seuil;

la construction, la reconstruction, le rehaussement ou la démolition d'un barrage, d'une digue ou d'un seuil destiné à créer un lac d'une superficie supérieure à 150 000 mètres carrés à la cote de retenue maximale du barrage, de la digue ou du seuil;

2^o le dragage, le creusement, le remblayage ou le remplissage à être effectué à l'intérieur de la ligne naturelle des hautes eaux d'un lac ou d'un cours d'eau sur une longueur cumulative de 1 000 mètres ou plus ou sur une superficie cumulative de 20 000 mètres carrés ou plus;

sont cependant exclus les travaux de drainage sur une terre agricole établie suivant la Loi sur la protection du territoire agricole;

3^o la construction ou l'agrandissement d'un port; la construction ou le prolongement d'un quai; sont cependant exclus la construction d'un port, l'agrandissement d'un port, la construction d'un quai et le prolongement d'un quai qui permettent d'accueillir uniquement des bateaux de plaisance ou des bateaux de pêche de moins de 12 mètres;

on entend par « agrandissement d'un port », l'augmentation de la capacité de transbordement ou d'entreposage entraînant une augmentation de la superficie de l'aire de transbordement ou d'entreposage;

4^o la construction ou l'élargissement, sur une longueur de 5 kilomètres ou plus, d'une route, y compris un échangeur ou une bretelle, prévue pour 4 voies de circulation ou plus;

la construction ou l'élargissement, sur une longueur de 5 kilomètres ou plus, d'une route, y compris un échangeur ou une bretelle, dont l'emprise possède une largeur moyenne supérieure ou égale à 35 mètres;

5^o la construction, sur une longueur de 2 kilomètres ou plus, d'une ligne de transport d'énergie électrique de tension supérieure ou égale à 315 kV;

la construction d'un poste de manœuvre ou de transformation d'énergie électrique de tension supérieure ou égale à 315 kV;

6^o la construction d'une centrale hydroélectrique d'une puissance installée supérieure ou égale à 100 MW;

tout projet visant à porter la puissance installée d'une centrale hydroélectrique à 100 MW ou plus;

tout projet visant à augmenter de 100 MW ou plus la puissance installée d'une centrale hydroélectrique;

7° la construction d'une centrale de cogénération ou de production d'énergie électrique par combustion d'une puissance supérieure ou égale à 50 MW; tout projet visant à porter la puissance d'une centrale de cogénération ou de production d'énergie électrique par combustion à 50 MW ou plus; tout projet visant à augmenter de 50 MW ou plus la puissance d'une centrale de cogénération ou de production d'énergie électrique par combustion; on entend par « cogénération », la production d'énergie électrique et d'énergie thermique, chacune étant utilisée à une fin distincte;

8° la construction d'un établissement de fission ou de fusion nucléaire; la construction d'une usine de fabrication, de traitement ou de retraitement de combustible nucléaire; tout projet visant l'augmentation de la capacité de production nominale d'un tel établissement ou d'une telle usine; tout projet de réouverture d'un tel établissement ou d'une telle usine après une période de fermeture continue d'au moins 24 mois ou de mise hors service;

9° la construction ou l'agrandissement d'un lieu d'entreposage de combustible nucléaire irradié;

10° la construction d'une raffinerie de pétrole ou d'une usine de fractionnement de gaz de pétrole liquide; la construction d'une usine pétrochimique; la construction d'une usine de transformation ou de synthèse de gaz à potentiel énergétique ou de produits dérivés du pétrole; la construction d'une usine de transformation ou de synthèse de produits tirés du charbon;

11° la construction d'une fabrique au sens du Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers édicté par le décret 1353-92 du 16 septembre 1992;

12° la construction d'une usine de production de papier peint;

13° la construction d'une usine d'équarrissage au sens du Règlement sur la qualité de l'atmosphère (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 20);

14° la construction d'une usine de fabrication de métaux à partir de minerais ou de concentrés de minerais;

15° la construction d'une cimenterie ou d'une usine de fabrication de chaux;

16° la construction d'une usine de fabrication de produits chimiques dont la capacité de production

nominale annuelle est supérieure ou égale à 5 000 tonnes métriques;

17° la construction d'une usine de production d'eau lourde;

18° la construction ou la reconstruction d'une installation de traitement par incinération, par combustion, par pyrolyse, par méthanisation ou par hydrolyse cellulosique, destinée à recevoir, en tout ou en partie, des déchets solides au sens du Règlement sur les déchets solides (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 14);

19° la construction d'une installation de traitement par incinération, par combustion ou par pyrolyse destinée à recevoir, en tout ou en partie, des déchets dangereux au sens du Règlement sur les déchets dangereux édicté par le décret 1000-85 du 29 mai 1985, des déchets biomédicaux visés au Règlement sur les déchets biomédicaux édicté par le décret 583-92 du 15 avril 1992 ou des boues provenant du traitement des eaux autres que celles provenant d'une activité de dragage;

sont cependant exclues la construction d'une installation de traitement par incinération ou par combustion à des fins énergétiques d'huiles usées au sens du Règlement sur les déchets dangereux, la construction d'une installation de traitement par incinération ou par combustion de déchets dangereux générés sur le lieu de l'incinération ou de la combustion et la construction d'une installation de traitement par incinération ou par combustion de boues provenant du traitement des effluents d'une fabrique de pâte et papier générées sur un tel lieu;

20° l'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire au sens du Règlement sur les déchets solides ou d'un dépôt de matériaux secs au sens de ce règlement;

21° le traitement par neutralisation, par stabilisation, par fixation ou par solidification de déchets dangereux au sens du Règlement sur les déchets dangereux, y compris le dépôt ou l'enfouissement subséquent de ces déchets;

22° l'établissement d'un lieu servant, en tout ou en partie, au dépôt définitif ou à l'élimination par enfouissement de déchets dangereux au sens du Règlement sur les déchets dangereux ou de sols contaminés;

23° l'établissement d'un lieu servant, en tout ou en partie, au traitement par incinération, par combustion ou par pyrolyse de sols contaminés générés en dehors de ce lieu ou servant, en tout ou en partie, au traitement par biodégradation, par stabilisation, par neutralisation ou par fixation de tels sols contaminés;

24° tout projet visant à modifier, en tout ou en partie, la destination d'un lieu utilisé pour l'élimination ou le dépôt définitif de déchets dangereux au sens du Règlement sur les déchets dangereux ou de sols contaminés.

13. Sont des projets qui appartiennent à la catégorie des projets qui peuvent être déterminés comme étant des projets à enjeux ou impacts majeurs ou comme étant des projets à enjeux ou impacts mineurs, les projets suivants:

1° la construction, la reconstruction, le rehaussement ou la démolition d'un barrage, d'une digue ou d'un seuil placé à la décharge d'un lac qui a une superficie de 200 000 mètres carrés ou plus mais sans excéder 600 000 mètres carrés à la cote de retenue maximale du barrage, de la digue ou du seuil ou qui vise à porter la superficie d'un lac à 200 000 mètres carrés ou plus mais sans excéder 600 000 mètres carrés à la cote de retenue maximale du barrage, de la digue ou du seuil; la construction, la reconstruction, le rehaussement ou la démolition d'un barrage, d'une digue ou d'un seuil destiné à créer un lac d'une superficie de 50 000 mètres carrés ou plus mais sans excéder 150 000 mètres carrés à la cote de retenue maximale du barrage, de la digue ou du seuil;

2° le dragage, le creusage, le remblayage ou le remplissage à être effectué à l'intérieur de la ligne naturelle des hautes eaux d'un lac ou d'un cours d'eau sur une longueur cumulative égale à 300 mètres ou plus mais inférieure à 1 000 mètres, ou sur une superficie cumulative égale à 5 000 mètres carrés ou plus mais inférieure à 20 000 mètres carrés; sont cependant exclus les travaux de drainage sur une terre agricole établie suivant la Loi sur la protection du territoire agricole;

3° le détournement, en tout ou en partie, d'un cours d'eau ou d'un lac; tout projet visant à prélever de l'eau dans un cours d'eau ou dans un lac aux fins de permettre le transport de l'eau dans un autre bassin versant, dans une autre province ou dans un autre pays; sont cependant exclus tout projet de prélèvement d'eau servant de lest dans un navire ou visant le transport de l'eau par camion, tout projet concernant les activités visées à l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement et le détournement d'un cours d'eau ou d'un lac aux fins d'alimenter une centrale hydroélectrique d'une puissance installée inférieure à 10 MW;

4° la construction, la reconstruction ou l'agrandissement d'un port qui permet d'accueillir plus de

100 bateaux de plaisance ou plus de 100 bateaux de pêche de moins de 12 mètres; la construction, la reconstruction ou le prolongement d'un quai destiné à avoir une telle capacité d'accueil;

5° la reconstruction d'un port ou d'un quai visé au paragraphe 3° de l'article 12, lorsqu'un tel projet nécessite la réalisation de travaux à l'intérieur de la ligne naturelle des hautes eaux;

6° la construction ou l'agrandissement d'un chantier maritime;

7° l'exploitation d'un gisement de pétrole ou de gaz naturel, à l'intérieur de la ligne naturelle des hautes eaux;

8° la construction ou l'élargissement, sur une longueur supérieure ou égale à 1 kilomètre mais inférieure à 5 kilomètres, d'une route, y compris un échangeur ou une bretelle, prévue pour 4 voies de circulation ou plus;

la construction ou l'élargissement, sur une longueur supérieure ou égale à 1 kilomètre mais inférieure à 5 kilomètres, d'une route, y compris un échangeur ou une bretelle, dont l'emprise possède une largeur moyenne supérieure ou égale à 35 mètres;

9° la construction d'une gare de triage ou d'un terminus ferroviaire; la construction, sur une longueur de 2 kilomètres ou plus, d'une voie de chemin de fer;

10° la construction d'un aéroport impliquant la construction d'une piste d'atterrissage d'une longueur de 1 000 mètres ou plus; tout projet visant à augmenter la longueur d'une piste d'un aéroport faisant en sorte de modifier son code de référence établi conformément au Règlement de l'Air (C.R.C., c. 2); est cependant exclu tout projet d'aménagement d'un aéroport sur un lac gelé ou d'une hydrobase;

11° la construction d'un oléoduc d'une longueur supérieure ou égale à 2 kilomètres; sont cependant exclues la construction d'un tel oléoduc s'il est installé dans une emprise existante servant aux mêmes fins et la construction de conduites de transport de produits pétroliers placées sous une rue;

12° la construction d'un gazoduc d'une longueur supérieure ou égale à 2 kilomètres; sont cependant exclues la construction d'un tel gazoduc qui est installé dans une emprise existante servant aux mêmes fins et la construction de conduites de distribution de gaz visées au paragraphe 1 de l'article 2 du Règlement relatif à l'administration de la Loi sur la

qualité de l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 1);

13° la construction d'une centrale hydroélectrique d'une puissance installée supérieure à 10 MW mais inférieure à 100 MW;

tout projet visant à porter la puissance installée d'une centrale hydroélectrique à plus de 10 MW mais à moins de 100 MW lorsque sa puissance installée est de 10 MW ou moins;

tout projet visant à augmenter de 10 MW ou plus la puissance installée d'une centrale hydroélectrique lorsque sa puissance installée est inférieure à 100 MW;

14° la construction d'une centrale de cogénération ou de production d'énergie électrique par combustion d'une puissance supérieure à 10 MW mais inférieure à 50 MW;

tout projet visant à porter la puissance d'une centrale de cogénération ou de production d'énergie électrique par combustion à plus de 10 MW mais à moins de 50 MW lorsque sa puissance est de 10 MW ou moins;

tout projet visant à augmenter de 10 MW ou plus la puissance d'une centrale de cogénération ou de production d'énergie électrique par combustion lorsque sa puissance est inférieure à 50 MW;

on entend par « cogénération », la production d'énergie électrique et d'énergie thermique, chacune étant utilisée à une fin distincte;

15° la construction d'une centrale de production d'énergie électrique de source éolienne ou solaire d'une puissance supérieure ou égale à 10 MW;

tout projet visant à porter la puissance d'une centrale de production d'énergie électrique de source éolienne ou solaire à plus de 10 MW;

tout projet visant l'augmentation de la puissance d'une centrale de production d'énergie électrique de source éolienne ou solaire de plus de 10 MW;

16° tout projet visant l'augmentation de la capacité de traitement du nombre de barils de pétrole brut traités annuellement par une raffinerie de pétrole;

tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de fractionnement de gaz de pétrole liquide, d'une usine pétrochimique, d'une usine de transformation ou de synthèse de gaz à potentiel énergétique ou de produits dérivés du pétrole ou d'une usine de transformation ou de synthèse de produits tirés du charbon;

17° tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une fabrique au sens du Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers;

18° tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine produisant du papier peint;

19° la construction d'une usine fabriquant un produit de papier, autre que du papier peint, sans production de pâte;

20° la construction d'une usine de désencrage;

21° tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine d'équarrissage au sens du Règlement sur la qualité de l'atmosphère;

22° tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de fabrication de métaux à partir de minerais ou de concentrés de minerais;

23° la construction d'une usine de fabrication de métaux à partir de métaux usés;

24° la construction d'une usine de traitement de minerais à l'exception de l'extraction de minerais;

25° la construction d'une usine de fabrication d'un produit métallique de transformation secondaire dont la capacité de production nominale annuelle est de 20 000 tonnes métriques ou plus;

tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de fabrication d'un produit métallique de transformation secondaire qui porte sa capacité de production nominale annuelle à 20 000 tonnes métriques ou plus;

tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de fabrication d'un produit métallique de transformation secondaire qui a déjà une capacité de production nominale annuelle de 20 000 tonnes métriques ou plus;

26° tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une cimenterie ou d'une usine de fabrication de chaux;

27° la construction d'une usine de production de panneaux agglomérés à partir de matières ligneuses dont la capacité de production nominale annuelle est de 25 000 mètres cubes ou plus;

la construction d'une usine de production de bois traité dont la capacité de production nominale annuelle est de 25 000 mètres cubes ou plus;

tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de production de panneaux agglomérés à partir de matières ligneuses ou d'une usine de production de bois traité qui porte sa capacité de production nominale annuelle à 25 000 mètres cubes ou plus;

tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de production de panneaux

agglomérés à partir de matières ligneuses ou d'une usine de production de bois traité qui a déjà une capacité de production nominale annuelle de 25 000 mètres cubes ou plus;

28° la construction d'une usine de production de panneaux contreplaqués dont la capacité de production nominale annuelle est de 50 000 mètres cubes ou plus; tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de production de panneaux contreplaqués qui porte sa capacité de production nominale annuelle à 50 000 mètres cubes ou plus; tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de production de panneaux contreplaqués qui a déjà une capacité de production nominale annuelle de 50 000 mètres cubes ou plus;

29° la construction d'une usine de production de fibres synthétiques dont la capacité de production nominale annuelle est de 15 000 tonnes métriques ou plus;

tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de production de fibres synthétiques qui porte sa capacité de production nominale annuelle à 15 000 tonnes métriques ou plus; tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de production de fibres synthétiques qui a déjà une capacité de production nominale annuelle de 15 000 tonnes métriques ou plus;

30° la construction d'une usine de teinture de fibres synthétiques ou naturelles dont la capacité de production nominale annuelle est de 15 000 tonnes métriques ou plus;

tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de teinture de fibres synthétiques ou naturelles qui porte sa capacité de production nominale annuelle à 15 000 tonnes métriques ou plus; tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de teinture de fibres synthétiques ou naturelles qui a déjà une capacité de production nominale annuelle de 15 000 tonnes métriques ou plus;

31° tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de fabrication de produits chimiques qui porte sa capacité de production nominale annuelle à 5 000 tonnes métriques ou plus; tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de fabrication de produits chimiques qui a déjà une capacité de production nominale annuelle de 5 000 tonnes métriques ou plus;

32° tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de production d'eau lourde;

33° la construction d'une usine de fabrication de verre, de verre plat ou de produits d'argile dont la capacité de production nominale annuelle est de 50 000 tonnes métriques ou plus;

tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de fabrication de verre, de verre plat ou de produits d'argile qui porte sa capacité de production nominale annuelle à 50 000 tonnes métriques ou plus;

tout projet visant l'augmentation de la capacité de production d'une usine de fabrication de verre, de verre plat ou de produits d'argile qui a déjà une capacité de production nominale annuelle de 50 000 tonnes métriques ou plus;

34° la construction d'une usine de fabrication de produits pharmaceutiques, y compris des produits biologiques, dont la capacité de production nominale annuelle est supérieure ou égale à 50 tonnes métriques;

35° la construction d'une usine de tannage dont la capacité de production nominale annuelle est supérieure ou égale à 250 000 mètres carrés;

36° la construction d'une usine de fabrication de véhicules de transport ou d'aéronefs, y compris la fabrication de pièces de tels véhicules, dont la capacité de production nominale annuelle est supérieure ou égale à 5 000 tonnes métriques;

37° la mise en exploitation d'un établissement de production animale avec élevage à l'extérieur dont le nombre d'animaux est équivalent à au moins 600 unités animales dans le cas d'une production à fumier liquide ou à au moins 1 000 unités animales dans le cas d'une production à fumier solide au sens du Règlement sur la prévention de la pollution des eaux par les établissements de production animale (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 18) ou dans le cas d'une production à fumier semi-solide;

la construction de bâtiments d'un établissement de production animale dont le nombre d'animaux est équivalent à au moins 600 unités animales dans le cas d'une production à fumier liquide ou à au moins 1 000 unités animales dans le cas d'une production à fumier solide au sens du Règlement sur la prévention de la pollution des eaux par les établissements de production animale ou dans le cas d'une production à fumier semi-solide;

tout projet visant à ajouter, à un établissement de production animale, le nombre d'animaux équivalent à au moins 600 unités animales dans le cas d'une production à fumier liquide ou à au moins 1 000 unités animales dans le cas d'une production à fumier solide au sens du Règlement sur la prévention de la pollution

des eaux par les établissements de production animale ou dans le cas d'une production à fumier semi-solide; tout projet visant à porter le nombre d'animaux d'un établissement de production animale au nombre d'animaux équivalent à au moins 600 unités animales dans le cas d'une production à fumier liquide ou à au moins 1 000 unités animales dans le cas d'une production à fumier solide au sens du Règlement sur la prévention de la pollution des eaux par les établissements de production animale ou dans le cas d'une production à fumier semi-solide;

38° l'ouverture et l'exploitation subséquente d'une mine visée à la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13.1); sont cependant exclus les travaux assujettis au Règlement sur le pétrole, le gaz naturel, la saumure et les réservoirs souterrains, édicté par le décret 1539-88 du 12 octobre 1988 et qui ne sont pas autrement visés par le présent règlement;

39° tout projet, sur une superficie de 100 hectares ou plus, de pulvérisations aériennes de pesticides à des fins non agricoles; est cependant exclu tout projet de pulvérisations expérimentales d'insecticides en milieu forestier faites sur une superficie égale ou inférieure à 1000 hectares au moyen d'avions multi-moteurs dans les cas d'expérimentation en conditions semi-opérationnelles de nouvelles formulations de produits déjà homologués ou de nouvelles technologies;

40° tout projet d'utilisation, sur une superficie de 10 hectares ou plus, de phytocides en milieu forestier par voie terrestre, sauf pour l'entretien sur une telle superficie des lignes de transport d'énergie électrique;

41° tout projet visant l'augmentation de la capacité de traitement d'une installation de traitement par incinération, par combustion, par pyrolyse, par méthanisation ou par hydrolyse cellulosique, destinée à recevoir, en tout ou en partie, des déchets solides au sens du Règlement sur les déchets solides; tout projet d'agrandissement d'un lieu où est située une telle installation;

42° tout projet visant l'augmentation de la capacité de traitement d'une installation de traitement par incinération, par combustion ou par pyrolyse destinées à recevoir, en tout ou en partie, des déchets dangereux au sens du Règlement sur les déchets dangereux, des déchets biomédicaux visés au Règlement sur les déchets biomédicaux ou des boues provenant du traitement des eaux autres que celles provenant d'une activité de dragage; tout projet d'agrandissement d'un lieu où est située une telle installation;

sont cependant exclus tout projet visant l'augmentation de la capacité de traitement d'une installation de traitement par incinération ou par combustion à des fins énergétiques d'huiles usées au sens du Règlement sur les déchets dangereux, tout projet visant l'augmentation de la capacité de traitement d'une installation de traitement par incinération ou par combustion de déchets dangereux générés sur le lieu de l'incinération ou de la combustion et tout projet visant l'augmentation de la capacité de traitement d'une installation de traitement par incinération ou par combustion de boues provenant du traitement des effluents d'une fabrique de pâte et papier générés sur un tel lieu;

43° la construction d'une installation de traitement par incinération ou par combustion destinée à recevoir, en tout ou en partie, des déchets dangereux, au sens du Règlement sur les déchets dangereux, générés sur le lieu de l'incinération ou de la combustion;

44° la construction ou la mise en service de réservoirs d'une capacité d'entreposage totale supérieure ou égale à 10 000 mètres cubes destinés à recevoir une substance liquide ou gazeuse autre que de l'eau, un produit alimentaire ou des déchets liquides provenant d'un établissement de production animale;

45° l'agrandissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire au sens du Règlement sur les déchets solides ou d'un dépôt de matériaux secs au sens de ce règlement;

46° l'établissement ou l'utilisation d'un puits, d'une cavité naturelle ou artificielle ou d'un dépôt définitif destiné à recevoir, en tout ou en partie, des déchets solides au sens du Règlement sur les déchets solides, des déchets dangereux au sens du Règlement sur les déchets dangereux, des déchets biomédicaux visés au Règlement sur les déchets biomédicaux, des pneus hors d'usage ou des résidus miniers, à l'exception des résidus miniers qui résultent de l'extraction sur le même site;

est cependant exclu l'établissement ou l'utilisation d'un puits, d'une cavité naturelle ou artificielle ou d'un dépôt définitif destiné à recevoir des boues de forage résultant des travaux assujettis au Règlement sur le pétrole, le gaz naturel, la saumure et les réservoirs souterrains;

on entend par « résidus miniers », les substances minérales rejetées, les boues, les eaux sauf l'effluent final, provenant des opérations d'extraction de traitement du minerai et les scories provenant des opérations de pyrométallurgie;

47° tout projet visant l'agrandissement d'un lieu servant, en tout ou en partie, au dépôt définitif ou à

l'élimination par enfouissement de déchets dangereux au sens du Règlement sur les déchets dangereux ou de sols contaminés;

48° la construction ou l'agrandissement d'équipements ou d'infrastructures permettant la pratique du golf ou du ski alpin lorsque la superficie occupée par ces équipements ou infrastructures est supérieure ou égale à 50 hectares à l'extérieur de la zone comprise dans un périmètre d'urbanisation inscrit dans un schéma d'aménagement ou dans un règlement de contrôle intérimaire d'une municipalité régionale de comté ou d'une communauté urbaine adopté en application de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1);

49° la construction ou l'agrandissement, sur une longueur égale ou supérieure à 1 kilomètre, d'un métro, d'un monorail ou de tout autre système de transport en commun qui a sa propre emprise.

CHAPITRE III PROCÉDURE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE APPLICABLE AUX PROGRAMMES

14. Dans les 30 jours qui suivent la date de la réception d'un programme assujéti à la procédure d'évaluation environnementale et accompagné d'une analyse environnementale, le ministre de l'Environnement requiert le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement de rendre ces documents accessibles et de consulter la population.

Le programme et l'analyse environnementale doivent être transmis au ministre par l'initiateur du programme en 50 copies, dont 2 sur support informatique, s'il s'agit d'un programme du gouvernement, de l'un de ses ministères ou organismes ou en 30 copies, dont 2 sur support informatique, s'il s'agit d'un programme d'une municipalité. Ils doivent de plus être accompagnés d'un résumé vulgarisé faisant état des éléments essentiels et des conclusions de ces documents; ce résumé est publié séparément en même nombre que les documents.

15. L'analyse environnementale porte sur les éléments suivants:

- 1° la justification du programme proposé;
- 2° l'analyse des solutions possibles;
- 3° les avantages et les inconvénients des solutions possibles;

4° l'analyse des impacts et des risques environnementaux anticipés de même que l'analyse des mesures pour les atténuer;

5° les projets découlant du programme, s'il y a lieu, de même que leurs modalités de réalisation;

6° le calendrier de réalisation du programme et les phases ultérieures, le cas échéant;

7° les études requises pour diminuer les impacts ou les risques environnementaux associés au programme, s'il y a lieu;

8° la consultation effectuée sur le programme, le cas échéant;

9° les relations avec d'autres programmes, le cas échéant.

16. Le Bureau a 60 jours à compter du moment où il a reçu la demande du ministre pour consulter la population sur ces documents.

Un avis mentionnant les lieux, dates et heures où la population pourra consulter le programme du gouvernement ou de l'un de ses ministères ou organismes et l'analyse environnementale et l'invitant à assister à une séance d'information est, par les soins du Bureau, publié dans un quotidien de Montréal et de Québec et dans un journal diffusé sur le territoire des municipalités de toute autre région visée par le programme. Cependant, s'il s'agit d'un programme d'une municipalité, un tel avis n'est publié que dans un quotidien ou un hebdomadaire diffusé dans la région visée par le programme.

Le Bureau tient la séance d'information avec la participation de l'initiateur du programme.

17. Le programme et l'analyse environnementale sont mis à la disposition de la population dans les locaux du Bureau de Québec et de Montréal ainsi que sur le territoire d'une des municipalités de toute autre région visée par le programme du gouvernement, de l'un de ses ministères ou organismes, ou dans la municipalité visée par le programme de celle-ci.

18. Au cours de cette période de consultation, le Bureau assure la publication d'un avis annonçant la tenue d'une audience publique sur le programme. Cet avis doit respecter les normes prévues au deuxième alinéa de l'article 16.

19. Le Bureau a huit mois à compter de la date de la publication de l'avis prévu à l'article 18 pour tenir l'audience publique et faire rapport au ministre.

20. Dans les 60 jours qui suivent la date de la réception du rapport du Bureau, le ministre le transmet à l'initiateur du programme avec l'analyse qu'il en a faite en application de l'un des articles 31.4 ou 31.5 de la loi.

CHAPITRE IV
PROCÉDURE D'ÉVALUATION
ENVIRONNEMENTALE APPLICABLE AUX
PROJETS

SECTION I
PROCÉDURE D'IDENTIFICATION DES ENJEUX
ET IMPACTS APPLICABLE AUX PROJETS

21. Dans les 45 jours qui suivent la date de la réception d'un avis décrivant le projet, le ministre:

1° vérifie si l'avis répond aux exigences prévues à l'article 37;

2° joint à l'avis le document visé à l'article 31.9.1 de la loi;

3° requiert le Bureau de rendre l'avis et le document accessibles et de consulter la population, sauf dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 31.9.1 de la loi.

22. Le Bureau a 60 jours à compter du moment où il a reçu la demande du ministre pour consulter la population sur ces documents et faire rapport au ministre de ses constatations.

Un avis mentionnant les lieux, dates et heures où la population pourra consulter l'avis décrivant le projet et le document qui y a été joint et l'invitant à assister à une séance d'information est, par les soins du Bureau, publié dans un quotidien ou un hebdomadaire diffusé dans toute région où le projet est susceptible d'être réalisé. Copie de cet avis est transmise à toute municipalité dans les limites de laquelle le projet est susceptible d'être réalisé.

Le Bureau tient la séance d'information avec la participation de l'initiateur du projet et des représentants du ministère de l'Environnement et il recueille les observations et suggestions de la population.

Les documents sont mis à la disposition de la population dans les locaux du Bureau de Québec et de Montréal ainsi que sur le territoire d'une des municipalités de toute région où le projet est susceptible d'être réalisé.

23. Dans les 45 jours qui suivent la date de la réception du rapport du Bureau, le ministre détermine,

en application de l'article 31.9.2 de la loi, si le projet en est un à enjeux ou impacts majeurs ou à enjeux ou impacts mineurs.

24. L'initiateur dispose d'un délai de six mois à compter de la date de la demande du ministre formulée en vertu de l'article 31.9.3 de la loi pour lui fournir les renseignements que celui-ci lui demande. Tout délai prescrit pour les diverses étapes de la procédure cesse alors de courir mais recommence à courir à compter de la date de la réception des renseignements par le ministre.

SECTION II
PROCÉDURE D'ÉVALUATION DES IMPACTS
APPLICABLE AUX PROJETS À ENJEUX OU
IMPACTS MAJEURS

25. Dans les 75 jours qui suivent la date de la réception du rapport du Bureau lorsque le projet en est un visé à l'article 12 ou dans les 30 jours qui suivent la date de l'approbation par le gouvernement de la décision du ministre prise en application de l'article 31.9.2 de la loi, le ministre indique à l'initiateur du projet, dans une directive, le contenu, la portée et l'étendue de l'étude d'impact sur l'environnement que celui-ci doit réaliser et lui transmettre dans les 3 ans qui suivent la date de la transmission de cette directive.

Le Bureau transmet copie de la directive à toute personne, groupe ou municipalité qui a soumis des observations et suggestions pendant la période de consultation.

26. Le ministre a cinq mois à compter de la date de la réception de l'étude d'impact pour procéder à l'analyse visée à l'article 31.9.5 de la loi.

S'il y a lieu, le ministre fait part à l'initiateur du projet des lacunes, des imprécisions ou des erreurs de l'étude d'impact par rapport aux exigences de la directive et ce, en lui faisant parvenir une seule série de questions ou de commentaires.

27. À l'expiration de ce délai de cinq mois, le ministre requiert le Bureau de rendre le dossier accessible et de consulter la population.

Le dossier comprend les pièces suivantes:

1° l'avis décrivant le projet visé à l'article 31.9 de la loi et le résumé de cet avis;

2° le document visé au premier alinéa de l'article 31.9.1 de la loi ainsi que le rapport du Bureau sur la consultation faite conformément à l'article 22;

3° la directive visée à l'article 31.9.4 de la loi;

4° l'étude d'impact du projet sur l'environnement ainsi que le résumé de cette étude;

5° tous les documents présentés par l'initiateur à l'appui de sa demande de certificat d'autorisation;

6° l'analyse du dossier visée à l'article 31.9.5 de la loi;

7° les avis des autres ministères et organismes du gouvernement consultés lors de l'analyse visée à l'article 31.9.5 de la loi;

8° tout renseignement fourni à la suite d'une demande du ministre formulée en vertu de l'article 31.9.3 de la loi et disponible lors de la période de consultation prévue à l'article 28.

28. Le Bureau a 60 jours à compter du moment où il a reçu la demande du ministre pour consulter la population sur le dossier.

Un avis mentionnant les lieux, dates et heures où la population peut prendre connaissance du dossier est, par les soins du Bureau, publié dans un quotidien ou un hebdomadaire diffusé dans toute région où le projet est susceptible d'être réalisé. Copie de cet avis est transmise à toute municipalité dans les limites de laquelle le projet est susceptible d'être réalisé.

Le dossier est mis à la disposition de la population dans les locaux du Bureau de Québec et de Montréal ainsi que sur le territoire d'une des municipalités de toute région où le projet est susceptible d'être réalisé.

29. Pendant cette période, une personne, un groupe ou une municipalité peut demander au ministre la tenue d'une audience publique.

30. Le délai imparti au Bureau pour tenir une audience publique et faire rapport au ministre est de 4 mois à compter de la date indiquée dans la demande du ministre de tenir une audience publique en vertu de l'article 31.9.7 de la loi.

Un avis mentionnant les lieux, dates et heures de la tenue d'une audience publique est, par les soins du Bureau, publié dans un quotidien ou un hebdomadaire diffusé dans toute région où le projet est susceptible d'être réalisé.

31. Le délai imparti au Bureau pour procéder à une médiation et faire rapport au ministre est de 60 jours à compter de la date indiquée dans la

demande du ministre de procéder à une médiation en vertu de l'article 31.9.7 de la loi.

32. Dans les 90 jours qui suivent la date du dépôt du rapport du Bureau, le ministre procède à l'analyse du dossier et soumet sa recommandation au gouvernement.

SECTION III PROCÉDURE D'ÉVALUATION DES IMPACTS APPLICABLE AUX PROJETS À ENJEUX OU IMPACTS MINEURS

33. Dans les 30 jours qui suivent la date de la décision du ministre prise en application de l'article 31.9.2 de la loi, le ministre indique à l'initiateur du projet, dans une directive, le contenu, la portée et l'étendue de l'étude d'impact sur l'environnement que celui-ci doit réaliser et lui transmettre dans les 3 ans qui suivent la date de la transmission de cette directive.

Le Bureau transmet copie de la directive à toute personne, groupe ou municipalité qui a soumis des observations et suggestions pendant la période de consultation.

34. Sur réception de l'étude d'impact, le ministre requiert le Bureau de rendre le dossier accessible et de consulter la population.

Le dossier comprend les pièces suivantes:

1° l'avis décrivant le projet visé à l'article 31.9 de la loi et le résumé de cet avis;

2° le document visé au premier alinéa de l'article 31.9.1 de la loi ainsi que le rapport du Bureau sur la consultation faite conformément à l'article 22;

3° la directive visée à l'article 31.9.10 de la loi;

4° l'étude d'impact du projet sur l'environnement ainsi que le résumé de cette étude;

5° tous les documents présentés par l'initiateur à l'appui de sa demande de certificat d'autorisation;

6° tout renseignement fourni à la suite d'une demande du ministre faite conformément à l'article 31.9.3 de la loi et disponible lors de la période de consultation prévue à l'article 35.

S'il y a lieu, le ministre fait part à l'initiateur du projet des lacunes, des imprécisions ou des erreurs de l'étude d'impact par rapport aux exigences de la directive et ce, en lui faisant parvenir une seule série de questions ou de commentaires.

35. Le Bureau a 60 jours à compter du moment où il a reçu la demande du ministre pour consulter la population sur le dossier et faire rapport au ministre de ses constatations.

Un avis mentionnant les lieux, dates et heures où la population peut prendre connaissance du dossier est, par les soins du Bureau, publié dans un quotidien ou un hebdomadaire diffusé dans toute région où le projet est susceptible d'être réalisé. Copie de cet avis est transmise à toute municipalité dans les limites de laquelle le projet est susceptible d'être réalisé.

Le dossier est mis à la disposition de la population dans les locaux du Bureau de Québec et de Montréal ainsi que sur le territoire d'une des municipalités de toute région où le projet est susceptible d'être réalisé.

Pendant cette période, le Bureau recueille les observations et suggestions de la population eu égard au projet proposé.

36. Dans les 30 jours qui suivent la date du dépôt du rapport du Bureau, le ministre procède à l'analyse du dossier et rend sa décision suivant l'article 31.9.12 de la loi.

CHAPITRE V CONTENU ET MODALITÉS DE PRÉSENTATION DES DOCUMENTS PRODUITS LORS DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX PROJETS

37. L'avis décrivant le projet visé à l'article 31.9 de la loi doit être accompagné à l'égard de l'initiateur, des renseignements et documents suivants:

1° s'il s'agit d'une personne physique, ses nom et prénom, son adresse postale et son numéro de téléphone;

2° s'il s'agit d'une société ou d'une corporation, sa raison sociale ou sa dénomination, son siège social ainsi que la qualité du signataire de l'avis décrivant le projet ainsi qu'une copie certifiée, émanant du conseil d'administration ou des associés, du document qui autorise la transmission de cet avis;

3° s'il s'agit d'une société, les nom, prénom, domicile et adresse postale des associés ou la dénomination ou raison sociale d'une corporation qui y est associée ainsi que le siège social de cette dernière;

4° s'il s'agit d'une corporation, les nom, prénom, domicile et adresse postale des administrateurs et des officiers;

5° s'il s'agit d'une municipalité, une copie certifiée d'une résolution de la municipalité qui autorise la transmission de cet avis.

Cet avis porte sur les éléments suivants:

1° les caractéristiques générales du projet;

2° les objectifs visés et la justification du projet;

3° les solutions de rechange au projet, s'il en est;

4° les sites envisagés ainsi que les critères de sélection pour ces sites;

5° les droits fonciers ou les droits d'usage nécessaires pour réaliser le projet ou toute autre entente intervenue avec un tiers à cette fin;

6° les enjeux associés à la réalisation du projet;

7° les variantes de réalisation du projet;

8° le milieu susceptible d'être touché par le projet et les principaux impacts qui y sont associés;

9° les modalités et le calendrier de réalisation du projet;

10° le coût de réalisation du projet;

11° les phases ultérieures et les projets connexes, le cas échéant.

Les paragraphes 2°, 3° et 6° du deuxième alinéa ne s'appliquent pas à l'égard d'un projet découlant d'un programme autorisé en vertu de l'article 31.5 de la loi.

L'avis décrivant le projet doit être signé par l'initiateur ou son représentant dûment autorisé. Il doit contenir au plus 60 pages de format 215 mm sur 280 mm. Il doit être transmis au ministre en 50 copies, dont 2 sur support informatique, et être accompagné d'un résumé d'au plus 10 pages lorsqu'il compte 25 pages ou plus; le résumé est également transmis en 50 copies, dont 2 sur support informatique. L'avis décrivant le projet comprend, le cas échéant, des plans, planches ou croquis faits selon des échelles appropriées.

38. Outre les éléments prévus au premier alinéa de l'article 31.9.1 de la loi, le document préparé par le ministre peut porter sur les éléments qu'il prévoit inclure dans sa directive délivrée en vertu de l'un des articles 31.9.4 ou 31.9.10 de la loi.

39. Cette directive porte sur les éléments suivants:

- 1° la description du projet et de son contexte d'insertion;
 - 2° les objectifs visés et la justification du projet;
 - 3° les solutions de rechange au projet et le choix d'une solution, s'il y a lieu;
 - 4° les enjeux de la réalisation du projet;
 - 5° les variantes de réalisation du projet, la présélection de variantes ainsi que la comparaison de ces variantes et le choix de la variante optimale;
 - 6° les composantes de l'environnement susceptibles d'être touchées par le projet, y compris notamment la faune, la flore, les communautés humaines, l'activité économique, le patrimoine culturel, les paysages et l'usage actuel ou potentiel des ressources;
 - 7° les impacts positifs, négatifs, directs et indirects sur l'environnement dont notamment ceux liés à la présence des ouvrages et des constructions, et, le cas échéant, les impacts cumulatifs, différés et irréversibles;
 - 8° les mesures d'atténuation et de compensation des impacts résiduels;
 - 9° l'analyse de risques toxicologiques et des risques d'accidents technologiques, le cas échéant;
 - 10° les mesures d'urgence en cas d'accident, s'il y a lieu;
 - 11° les mesures de surveillance et de suivi;
 - 12° la localisation du projet comprenant le numéro des lots touchés, les droits d'usage sur ces lots et l'identification des lots compris dans la zone agricole au sens de la Loi sur la protection du territoire agricole de même que le respect des objectifs des schémas d'aménagement, des plans d'urbanisme et de zonage ainsi que le respect des habitats fauniques;
 - 13° le calendrier de réalisation du projet;
 - 14° le coût de la réalisation du projet;
 - 15° les phases ultérieures du projet et les projets connexes, s'il y a lieu.
- 40.** L'étude d'impact visée aux articles 31.9.4 et 31.9.10 de la loi doit traiter des points indiqués dans la directive. Elle doit être conçue et préparée selon une méthode scientifique.

Elle doit être transmise au ministre en 50 copies, dont 2 sur support informatique, et être accompagnée d'un résumé vulgarisé d'au plus 30 pages; le résumé est publié séparément en 50 copies, dont 2 sur support informatique. L'étude doit comprendre des cartes, plans, planches ou croquis faits selon des échelles appropriées.

41. L'analyse visée à l'article 31.9.5 de la loi porte sur les éléments suivants:

- 1° la conformité de l'étude d'impact à la directive du ministre;
- 2° la validité des méthodes et des modèles utilisés;
- 3° la validité des analyses des impacts et des mesures d'atténuation et de compensation qui y sont associées;
- 4° la validité des mesures de surveillance et de suivi, s'il y a lieu;
- 5° les résultats de la consultation des ministères et autres organismes, le cas échéant.

42. Le présent règlement remplace le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 9).

43. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

18866

Projet de règlement

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2)

Protection des eaux de la Baie Missisquoi contre les rejets des embarcations de plaisance

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et à l'article 124 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), que le « Règlement sur la protection des eaux de la Baie Missisquoi contre les rejets des embarcations de plaisance » dont le texte apparaît ci-dessous pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de la présente publication.

**POTENTIAL IMPLICATIONS OF THE CANADIAN ENVIRONMENTAL
ASSESSMENT ACT FOR IMPACT ASSESSMENT REGIMES
IN INUIT LAND CLAIM SETTLEMENTS**

For Internal Discussion Purposes Only

**A report prepared by
Jim Edmondson
for Inuit Tapirisat of Canada
March 1993**

INTRODUCTION

Each of the three existing Inuit claim settlements was negotiated, and in the cases of the JBNQA and the IFA, implemented, during a period when federal responsibilities relating to environmental assessment were defined in a series of Cabinet directives. These culminated in the *Environmental Assessment Review Process Guidelines Order*, of 1984. Accordingly, the environmental assessment provisions in each settlement assume the existence of the framework set out most fully in the federal Guidelines Order.

The implementation of the Canadian Environmental Assessment Act will bring about significant modifications in this federal framework. Particularly important, in this respect, will be changes in the extent of federal jurisdiction over assessments in settlement areas, and in the possibilities for co-operation between federal and claims assessment bodies.

Judging from interviews, federal officials at the national and regional levels are still in the early stages of determining just what these changes will be. Regional Inuit organizations are at a similar point in considering the implications of the CEAA for how environmental assessments are and will be conducted in their particular claim settlement area.

The following paper was developed to assist the Inuit Tapirisat of Canada's (TTC's) internal review of the new CEAA, currently being undertaken in conjunction with the regional Inuit organizations. Its focus is on those provisions of the Act which will most likely impact upon the conduct of impact assessments within Inuit claim settlement areas. Questions and concerns are raised, in particular, about a variety of potential overlaps and points of contact between the new federal assessment process and claims-mandated processes.

It should be stressed that this paper was prepared by a non-lawyer, and does not purport to offer a legal opinion. Its non-technical language reflects the fact that it is primarily intended for use by environmental officials in Inuit organizations in reviewing and discussing the practical implications of the CEAA. Some of the issues which it addresses may eventually require additional legal analysis. But for immediate purposes, it is hoped that the paper will provide a useful background resource for officials actually involved in impact assessments within Inuit claims settlement areas.

This paper is for internal use by the staff of the Inuit Tapirisat of Canada and of the regional Inuit organizations. It is not meant for public distribution or discussion.

ANALYSIS OF THE CANADIAN ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

Definitions and Scope of Act

The CEAA's definition of "environmental effect" (s.2(1)) includes any effect that any change caused in the environment by a project may have on such matters as "physical and cultural heritage" and "the current use of lands and resources for traditional purposes by aboriginal persons".

Comments: This definition of "environmental effect" encompasses socio-economic effects of a project only indirectly, insofar as they result from environmental changes caused by developments. It is narrower than the definitions of "impact" guiding assessments in the three Inuit claim settlements. In the claims regimes, socio-economic impacts are treated on a par with ecosystemic impacts, and as equally requiring assessment. What implications will these differing understandings of "effect" have for the work of joint review panels, or substitutions, or collaborative arrangements for reviewing transboundary effects?

More specifically, how are "traditional purposes" understood in relation to this definition of "effect"? Who defines what is "traditional", and what happens if Inuit and Government disagree on this? In the case of aboriginal harvesting, for example, do traditional purposes include "commercial" activities and trade?

The definition of "federal authority" (s. 2(1)) encompasses a number of different departments and agencies, and includes "any body, other than a provincial government" prescribed under regulations by the Governor in Council (s.59(e)).

Comments: Although not explicitly stated, it appears that a land claims body could be designated by regulation as a "federal authority" for the purposes of the Act. Is that the case? If so, what kinds of assessment powers may potentially be exercised by Inuit claims assessment bodies acting as "federal authorities"? Does this add anything that isn't provided for in the substantive provisions of the Act?

The definition of "federal lands" (s. 2(1)) covers lands whose title is vested in the Crown in right of Canada and which the federal Crown has the power to dispose of, including all waters on and airspace above these lands, and includes reserve lands and lands set apart and surrendered. It also covers several other categories of "lands and areas" such as: the internal waters of Canada; the territorial sea of Canada; any fishing zone of Canada; any exclusive economic zone that may be created by Canada; and, the continental shelf off Canada.

Comments: At present, this appears to include virtually all of the lands within the IFA and TFN settlement areas, other than Inuit owned lands. Until ownership is transferred to territorial governments or to the provincial governments which may succeed them, title will remain with Canada and the federal assessment process will continue to have broad application over these lands. The situation is different in the JBNQA settlement area, where title over non-Inuit owned lands is

vested in the provincial Crown and consequently, the provincial assessment process has wider application than the federal one.

The crucial question here is whether this definition of "federal lands" also encompasses Inuit owned lands within the claims settlement areas. Although it is not explicitly stated in the Act, the "Guide to the CEEA" prepared by FEARO says that federal lands include "those described in a land claims agreement." Does this include lands in a settlement area where both surface and sub-surface title is vested in Inuit organizations? How and to what extent could these lands be considered "federal lands"? This matter requires further clarification.

Section 5.(1) lists a number of federal powers and duties, the exercise or performance of which by a federal authority in relation to a project requires an environment assessment of that project before it may proceed. These include: project proponenty; funding assistance; administration and disposition of federal lands; and, issuing appropriate project approvals and authorizations as outlined in regulations under s. 59(f)

Comments: All or most of these s.5(1) federal powers and duties should have some bearing upon projects undertaken on Crown and/or Inuit owned lands in the TFN and IFA settlement areas. Accordingly, the new federal CEEA process will have a potentially broad application in both areas, even if it eventually comes to share jurisdiction with territorial government environmental assessment regimes.

The application of s. 5(1) federal powers and duties may not be as extensive in the JBNQA settlement area, given the wide range of powers and duties exercised and performed by the Quebec government in relation to lands and resources. A definitive answer isn't possible on this, until the trend of recent court rulings becomes clearer. Even so, it seems likely that the federal assessment process will continue to have substantial application in the JBNQA settlement area, especially to projects with transboundary impacts

Co-operation Among Responsible Authorities and "Jurisdictions"

Section 12. (5) designates several categories of "jurisdiction" with which federal responsible authorities may co-operate in conducting environmental assessments. One of these "jurisdictions" is any body established under a land claims agreement with responsibilities for environmental assessment. Where a responsible authority is to conduct a screening or comprehensive study of a project and a "jurisdiction" has a similar responsibility relating to the project, the responsible authority may co-operate with that jurisdiction in carrying out the assessment(s.12(4)).

Comments: The discretionary nature of this co-operation with other "jurisdictions" raises several concerns: (a) If a claims assessment body is mandated to review the same project as a federal authority, does that the authority really have much discretion in deciding whether to co-operate or not? In most cases, what would be the sense of holding parallel screenings? (b) To what extent will claims bodies be able to take part in comprehensive studies,

when this course of action is not mentioned in the impact assessment provisions of any of the three Inuit claims settlements? (c) Whose recommendations will prevail in "co-operative" screenings or comprehensive studies, especially where disagreement occurs? After such joint initiatives, who will make the final decision regarding a project, as well as any further assessment of its potential impacts?

Delegations of Authority from Responsible Authorities

Under s.17.(1), responsible authorities may delegate certain responsibilities relating to an assessment to a land claims-mandated body. These responsibilities might include any part of a project screening or comprehensive study, of the preparation of a report on these activities, and of the design and implementation of a followup program. Authorities cannot delegate their responsibilities to make decisions (under ss.20(1) or 37(1)) on courses of action in response to screening reports, and reports from mediators and panel reviews. And, before making such decisions, the responsible authority must ensure that any duty or function so delegated has been performed in accordance with the CEEA and regulations.

Comment: On the face of it, s.17(1) delegations may potentially increase the powers of land claim assessment bodies, especially in the JBNQA and IFA settlements, where they are given no explicit powers in relation to the design or implementation of followup programs. But definite conclusions aren't possible, until it is known how seriously the federal government takes the possibility of delegations. This may only become clear after several such transfers have occurred.

It would also help to know whether Canada intends to delegate responsibility for designing and implementing "monitoring" programs as part of a "followup" program. Greater control over project monitoring is a concern voiced by Inuit environmental officials in all three claim settlement areas. For the purposes of this paper, "monitoring" is concerned with: the ecosystemic and socio-economic impacts of projects; implementation of mitigation measures for a project; verifying accuracy of predictions in project impact statements; and, providing information base necessary for authorities to enforce terms and conditions of project approvals.

Discretionary Powers of the Minister

According to s.28, where the Minister of the Environment (MOE) believes that a project for which an assessment may be required under s. 5, taking into account mitigation measures, may cause significant adverse environmental effects, or may cause significant public concern, he or she may refer the project for review -- after offering to consult with the land claim assessment body with jurisdiction over the project.

Comments: The implications of this provision are uncertain. It appears to say that the MOE may order a review of a project occurring in an area under the jurisdiction of a claims assessment body, without obtaining the consent or

without even consulting with that body or with an aboriginal organization with authority in the settlement area. Whether the Minister is at liberty to proceed in this manner is far from clear, especially when it is considered that claims assessment bodies exercise their authority by virtue of constitutionally protected land claims agreements. Clarification is needed here.

Mediations and Panel Reviews

Section 29(2) provides that the MOE shall not refer a project (or a part thereof) to a mediator for assessment, unless the "interested" parties are willing to take part in the mediation. An "interested party" is any person or body interested in the outcome of an environmental assessment, for a purpose that is "neither frivolous nor vexatious."

Comments: First, who determines whether a party is "interested", and what happens if an Inuit organization or claims assessment body disagrees with Canada on this designation? Second, if an "interested" Inuit organization doesn't wish to take part in mediation relating to a particular project, does this mean it won't be referred to a mediator? And what if Inuit do seek mediation, but another "interested" party does not? Finally, if mediation is not possible, does the project then automatically go for review by a panel? Will interested Inuit or other aboriginal parties have any say in this?

Sections 30 and 33 set forth several requirements which must be met by any person or persons appointed by the MOE to serve as a mediator or review panel member. Most notably, they must be knowledgeable, unbiased and free from conflict of interest relative to the project.

Comments: Significantly, there is no requirement here for mandatory aboriginal representation where circumstances warrant, either in a mediation or a panel review. The Minister is thus not required to appoint aboriginal people or their representatives as mediators or panel members, even where the project under review will take place in an area with a significant or even a predominant aboriginal population. Is this lack of guaranteed representation an issue for Inuit? If so, how can it best be remedied?

It should be noted, in this regard, that for federal panels operating in the TFN settlement area, the MOE must appoint one-quarter of the panel members from a list provided by a Designated Inuit Organization(s. 12.6.2, TFN Agreement). At a minimum, why couldn't federal regulations be drafted to provide similar guarantees for aboriginal participation in federal assessments occurring in all claims settlement areas?

Joint Reviews

The provisions in sections 40-42 address the possibilities of joint panel reviews and other forms of co-operation between the federal government and other "jurisdictions". One of these "jurisdictions", as defined in s.40(1), is any body

established under a land claims agreement with environmental assessment powers.

These sections are primarily concerned with situations where a panel review of a project is required or permitted under the Act, and a "jurisdiction" is also responsible for assessing the impacts of the same project or any part of it. In these circumstances, the MOE may reach an agreement with that jurisdiction on how to establish and conduct a joint panel review. As well, the Minister shall specifically offer to "consult and co-operate" with a land claims assessment body regarding the assessment of that project's environmental effects. A "joint review" agreement must be published before the panel begins its hearings.

Several conditions are placed on any such joint agreement or arrangement. It must require the project review to consider the factors listed in subsections 16(1) and (2) of the Act, and must reflect various additional requirements such as: the MOE shall appoint or approve the chair or co-chair and at least one other panel member; the Minister shall fix or approve the panel's terms of reference; the panel will have the power to subpoena witnesses, information, documents and other things; the public will have an opportunity to participate; and, the report will be submitted to the Minister and will be made public.

Comments: There seems to be little recognition that claims bodies may also have certain procedural requirements--specified in their claims agreement, legislation or operating procedures--which must be reflected in any agreement on joint action. What happens if these requirements conflict with or are not satisfied by the federal conditions mentioned above? Is the MOE at liberty in such situations to rescind or modify the federal requirements, possibly under the regulations mentioned in s. 59 (1)? Clarification is required here.

Ministerial Substitution of Hearings

Sections 43-45 addresses situations where a panel review of a project is required or permitted under the Act, and the MOE believes that an assessment conducted by a federal authority under another Act or by a land claims body would be an appropriate substitute. The Minister may approve such a substitution, if he or she is satisfied that: the substitute process will consider the factors set out in subsections 16(1) and (2); there will be an opportunity for public participation; upon completion of the review, a report will be sent to the Minister and published; and, any criteria set by the Minister for such substitutions are satisfied.

Comments: The same concerns arise here as were noted in regard to joint panel reviews. In particular, to what extent is the Minister able or prepared to modify or rescind any of the statutorially defined federal conditions for substitutions? Could this be achieved through appropriate regulations?

Transboundary Effects

A number of provisions in the Act, especially in sections 46 to 51, address the issue of federal jurisdiction relating to environmental assessments of projects with transboundary effects.

Section 46 is concerned with situations where no power or duty is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project to be carried out in a province, and the MOE believes it may cause significant adverse environmental effects in another province. In this case, he or she may refer the project to a mediator or review panel for an assessment of its environmental effects in the other province. There will be no such referral where the Minister and the governments of all interested provinces reach agreement on another way to conduct an assessment of these transboundary effects. This agreement must reflect the same kinds of requirements as are imposed upon agreements relating to joint reviews (discussed above), as well as any criteria set by the Minister.

Comments: In the case of the Northern Québec Inuit and the JBNQA, what role will Inuit have in deciding on an alternative arrangement for assessing a project's transboundary effects in another province? Will they be consulted? Equally as important, what about the transboundary effects of projects within a province upon a territory? And, what about the impacts of projects in a territory upon provinces, and upon another territory? How will these types of transboundary effects be assessed? What roles will Inuit organizations or claims assessment bodies play in such assessments? Much clarification is required.

Section 48(1) provides for situations where no power or duty is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project to be carried out in Canada, and the MOE believes it may cause significant adverse environmental effects on several categories of "aboriginal" lands, including "prescribed" lands described in a land claims agreement. In this case, the Minister may refer the project to a mediator or panel review to assess its environmental effects on those lands.

Similarly, section 48(2) provides for situations where no power or duty is to be exercised or performed by a federal authority relating to a project to be carried out on, among other things, "prescribed" lands in a claims agreement, and the MOE believes that it may cause significant adverse environmental effects outside those lands. If this is the case, the Minister may refer the project to a mediator or panel review to assess its environmental effects outside those lands.

Comments: What happens if a claims assessment body or an aboriginal organization disagrees with the Minister's judgement, either that an assessment is or is not required for a project with these particular transboundary effects? What recourses would it have in such cases of disagreement?

Such referrals will not occur under subsections (1) or (2), where the Minister reaches agreement on another way of assessing the project's environmental effects on or outside the lands in question, with the governments of all interested

provinces and, in the case of claims' lands, with the party to the claims agreement representing the aboriginal people or its' successor. In both cases, the MOE shall consider a referral upon request of an interested province, or upon receipt of a petition from one or more persons with an interest in the lands potentially affected by the project.

Comments: The Minister's power to refer projects with transboundary effects for review, where alternative arrangements can't be negotiated, may not be as clearcut as the drafters of the CEEA seem to think. As already noted, claims assessment bodies exercise constitutionally protected rights and duties in regard to the assessment of projects occurring within their settlement areas. Surely this places some limitations upon the MOE's ability to proceed unilaterally in the manner outlined in the CEEA. More thought should be given to the legal implications and possibilities here.

Sections 49 to 53 address circumstances where (apparently) agreement has not been reached on an alternative way to assess a project's transboundary effects, and the MOE has referred it for review to a mediator or panel.

To begin with, any such review must comply with the requirements set out in Sections 29 to 36 and 40 to 42 of the Act. Also, the MOE may by order prohibit the proponent from proceeding with its project until the review is completed, and the Minister is satisfied that it isn't likely to cause significant adverse environmental effects or that these are justified. Where a review concludes that a project may have adverse transboundary effects, the Minister may prohibit the project from proceeding until satisfied either that it won't have these effects (taking into account mitigation measures) or that they are justified.

Before issuing either order, the MOE will consult with provincial governments and other interested "jurisdictions" including land claims bodies and parties to claims agreements. Where such Ministerial orders are about to be or seem likely to be violated, the Attorney General of Canada may seek a court injunction against the project.

Finally, the Minister shall, following any relevant regulations, design or approve any followup program he or she considers appropriate for the project, and arrange for its implementation.

Comments: There seems to be very little room in any of these courses of action for aboriginal participation, let alone aboriginal consent. Could this be rectified by drafting appropriate regulations under the authority of the CEEA?

Federal Regulations and Criteria

Under section 58, the Minister of the Environment is empowered to, among other things, recommend members to land claims assessment bodies on a temporary basis, to facilitate the substitutions permitted under section 43.

Comments: The significance of this Ministerial power is unclear. Are these potential Ministerial recommendations required to comply with provisions in claims agreements respecting the composition and ratios of representation for members on claims assessment bodies? Or, is the assumption that such provisions can be overridden on a temporary basis?

Under section 59, the Governor in Council may make a variety of regulations, the most relevant for the purposes of this paper, being the following:

* respecting procedures, requirements and time limits for the conduct of joint panel reviews under section 40(s.59(a));

Comments: Is there any possibility that some of these regulatory requirements might conflict with the procedural requirements observed by assessment bodies established under claims agreements? How would such conflict be resolved?

* varying or excluding any requirements of the assessment process set out in the Act, in relation to projects carried out within Canada or on federal lands, where a federal authority provides funding assistance or administers these lands(s.59(i)).

Comments: At several points, this paper has suggested that regulations might be drafted to address potential shortcomings and difficulties which it has identified in the text of the CEAA. Is the regulatory power described in s.59(i) the best means of adapting the CEAA assessment process to the circumstances and requirements of the assessment processes operating in Inuit claims settlement areas?

CONCLUSION

This paper has described in some detail those provisions of the new Canadian Environmental Assessment Act(CEAA) which appear to have implications for the impact assessment processes operating in Inuit claims settlement areas. The paper has also put forward a number of questions and concerns relating to these provisions.

It is recognized that not all of these issues may be of equal significance in each of the claims settlements, and that for practical purposes they may only arise in some settlements. This is to be expected in view of the varying circumstances, as well as the differences in the impact assessment processes operating in each settlement area. Nevertheless, it is also understood that Inuit in all three claims settlements share certain fundamental interests and concerns regarding impact assessment, and that these provide a starting point and a basis for discussion, particularly in relation to the implications of the CEAA.

Some of the provisions discussed above, it is felt, have important implications for the future conduct of impact assessments in each of the Inuit claim settlement areas. Of particular significance are the provisions dealing with Joint Reviews(sections 40-42) and with Transboundary Effects(sections 46-51).

Attention should also be given to the provisions regarding Delegations of Authority(s.17) and Ministerial Substitutions(sections 43-45).

In the coming weeks, ITC will be reviewing and discussing these provisions, in close conjunction with the regional Inuit organizations. It is hoped that the issues raised in the preceding paper provide an accessible starting point for use in this important internal work.

10.2



Federal Environmental Assessment Review Office
13th Floor, Fontaine Bldg.
Hull, Quebec
K1A 0H3

Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales

RECEIVED
NOV 12 1987

November 6, 1987

M. Tommy Grey, Chairman
Kativik Environmental Advisory Committee
P.O. Box 9
Kuujuuaq, Quebec
G1X 4E4

Dear Mr. Grey:

Public consultation workshops about the federal environmental assessment and review process (EARP) will be held December 1 in Quebec and December 2 in Montreal.

You should have received a copy of "Reforming Federal Environmental Assessment: A Discussion Paper" outlining possible changes to the process. This will be the starting point for the discussions at the workshops.

At the beginning of each workshop there will be an agreement on an agenda of issues about EARP raised in the Paper and by the workshop participants (a draft is enclosed), followed by a presentation by FEARO staff, and then discussion of the issues.

If you wish to participate, please write or telephone collect to Carol Martin, FEARO, 13th Floor, Fontaine Building, Hull, Quebec, K1A 0H3 at (819 997-2212), letting him know what issues you would like discussed at the session or sessions you wish to attend.

The consultation workshops will be held in Quebec on December 1 from 1:30 p.m. to 5:00 p.m. and 7:00 p.m. to 10:00 p.m. in the Salon St. Louis of the Chateau Frontenac Hotel. The workshops in Montreal will be held on December 2 from 1:30 p.m. to 5:00 p.m. and from 7:00 p.m. to 10:00 p.m. in the Salon Auteuil of the Hotel Meridien.

Yours truly,

Douglas Parkinson

Enclosure

PROVISIONAL AGENDA

REFORMING FEDERAL ENVIRONMENTAL ASSESSMENT

CONSULTATION WORKSHOP

1 December, 1987

1:30pm - 5:00pm

7:00pm - 10:00pm

QUEBEC

CHATEAU FRONTENAC

Salon St. Louis

2 December, 1987

1:30pm - 5:00pm and 7:00pm - 10:00pm

MONTREAL

HOTEL MERIDIEN

Salon Auteuil

1. SETTING THE AGENDA
2. PRESENTATION BY FEARO
3. DISCUSSION OF ISSUES: ALL PARTICIPANTS
Topics and duration of each item to be agreed upon at the meeting

Note to Participants:

The staff of the Federal Environmental Assessment Review Office, which is sponsoring this workshop, are pleased to have this opportunity to discuss issues relating to the federal Environmental Assessment and Review Process with interested participants. We will be seeking your views on the issues raised in the discussion paper, "Reforming Federal Environmental Assessment", and would welcome discussion of any issues and ideas that you feel are important but that haven't been raised in the paper. We hope the consultation workshop will provide a forum to examine specific potential alterations to the federal Environmental Assessment and Review Process.

We would like to organize this workshop, and others across the country, in a manner conducive to frank debate and discussion. If the number of participants and the complexity of issues warrant, the workshop may split into smaller groups to facilitate discussion among participants on specific issues.

40.10.2



Federal Environmental Assessment Review Office

Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales

13^{ème} étage Edifice Fontaine
Hull, Québec
K1A 0H3



le 5 novembre 1987

M. Philippe DiPizzo
Secrétaire exécutif
Comité consultatif de l'environnement
Kativik
C.P. 9
Kuujuaq, Québec
J0M 1C0

Monsieur,

Des ateliers de consultation publique au sujet du Processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement auront lieu à Québec le 1er décembre et à Montréal le 2 décembre prochains.

Vous avez sans doute reçu un exemplaire du document de travail intitulé "Améliorer l'évaluation environnementale fédérale" qui sera le point de départ des discussions lors des ateliers.

Au début de chaque atelier, un ordre du jour sera établi de commun accord au sujet des problèmes du Processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement évoqués dans le document de travail ainsi que par les participants aux ateliers (un projet est joint). Ensuite un exposé fait par le personnel du Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales précèdera la discussion des problèmes.

Si vous désirez participer à ces ateliers, veuillez m'écrire ou me téléphoner à frais virés (819/997-2212), et me faire connaître les sujets que vous aimeriez discuter lors des séances auxquelles vous assisterez.

Les ateliers auront lieu le 1er décembre de 13h30 à 17h00 et de 19h00 à 22h00 au Salon St-Louis de l'hôtel Château Frontenac à Québec, et le 2 décembre de 13h30 à 17h00 et de 19h00 à 22h00 au Salon Auteuil de l'hôtel Méridien à Montréal. L'interprétation simultanée sera disponible au cours des ateliers de Montréal.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Carol Martin

Carol Martin
Directeur, Région centrale



ORDRE DU JOUR PROVISOIRE
AMÉLIORER L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE FÉDÉRALE
ATELIERS DE CONSULTATION

le 1 décembre 1987
13h30 à 17h00 et 19h00 à 22h00
QUEBEC
Château Frontenac
Salon St-Louis

le 2 décembre 1987
13h30 à 17h00 et 19h00 à 22h00
MONTREAL
Hôtel Méridien
Salon Auteuil

- | | |
|---|---------|
| 1. Préparation de l'ordre du jour | 15 min. |
| 2. Résumé du document de travail
par des représentants du BFEEE | 30 min. |
| 3. Discussion des problèmes
par tous les participants:
les sujets et le temps à leur accorder
seront déterminés lors de la réunion | |

Avis aux participants:

Le personnel du Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales (BFEEE), qui organise cet atelier, est heureux d'avoir l'occasion de discuter des problèmes concernant le Processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement avec les participants intéressés. Nous désirons avoir vos avis concernant les problèmes évoqués dans le document de travail: "Améliorer l'évaluation environnementale fédérale" et la discussion de n'importe quel problème ou idée que vous considérez important mais qui n'est pas évoqué dans le document de travail est bienvenue. Nous espérons que l'atelier de consultation servira de tribune pour l'examen de changements précis éventuels au Processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement.

Nous désirons organiser cet atelier, et d'autres dans tout le pays, de telle façon qu'il permette des discussions franches. Si le nombre de participants et la complexité des problèmes le justifient, les ateliers pourront être subdivisés en petits groupes pour faciliter les discussions de problèmes précis par les participants.

L'interprétation simultanée sera disponible au cours des ateliers à Montréal.

40.10.3

ᑲᑎᑱᑲᑦ ᑲᑎᑱᑲᑦ ᑲᑎᑱᑲᑦ ᑲᑎᑱᑲᑦ ᑲᑎᑱᑲᑦ ᑲᑎᑱᑲᑦ ᑲᑎᑱᑲᑦ

comité consultatif de l'environnement KATIVIK

KATIVIK environmental advisory committee

C.P. 9, KUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

20 October 1987

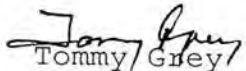
Mr. Carol Martin
Federal Environmental
Assessment Review Office
13th Floor, Fontaine Building
200 Sacré-Coeur Boulevard
Hull, Quebec
K1A 0H3

Dear Sir:

The Kativik Environmental Advisory Committee welcomes the Federal Environmental Assessment Review Office decision to hold public hearings on the improvement of the Environmental Assessment and Review Process.

The Committee therefore hereby wishes to inform you that it intends to peruse the documents included in your information kit and to submit its comments before 31 December 1987.

Sincerely,


Tommy Grey

Chairman
Kativik Environmental
Advisory Committee

40.10.3

ᑲᑎᑕᑲ ᑭᑭᑭᑭᑭᑭ ᑕᑕᑕᑕᑕᑕᑕᑕ ᑕᑕᑕᑕᑕᑕᑕᑕ ᑕᑕᑕᑕᑕᑕᑕᑕ

comité consultatif de l'environnement KATIVIK
KATIVIK environmental advisory committee
C.P. 9, KUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

Le 20 octobre 1987,

Monsieur Carol Martin
Secrétaire exécutif
Commission d'évaluation
environnementale au sujet des
activités de vol militaire au
Québec et au Labrador
Bureau fédéral d'examen des
évaluations environnementales
13e étage, Immeuble Fontaine
200, boul. Sacré-Cœur
HULL (Québec)
K1A 0H3

Monsieur Martin,

Le Comité consultatif de l'environnement Kativik est heureux de l'initiative du Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales d'entamer des consultations publiques au sujet des améliorations à apporter au Processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement.

A cet effet, le Comité désire vous informer de son intention d'étudier attentivement les documents présentés dans la trousse d'information que vous nous avez fait parvenir, et de vous soumettre ses commentaires avant le 31 décembre 1987.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président,

Tommy Grey



13th Floor, Fontaine Bldg.
Hull, Quebec
K1A 0H3

September 25, 1987

For more than a decade the federal environmental assessment and review process (EARP) has been used in planning to predict potential environmental consequences of many proposals falling wholly or partially within federal jurisdiction. While some improvements were effected in 1984, it has become clear that further improvements are now warranted.

Public consultations about possible improvements to the process, leading to recommendations to Cabinet, will begin soon. The Minister of the Environment, the Hon. Tom McMillan, has asked that you be invited to participate in those consultations.

In this information package there is a Discussion Paper which outlines possible changes to the process, a copy of the Order in Council under which the process now operates, a brochure describing the process, and a bibliography of articles about environmental assessment.

You will be aware that a Study Group formed by this Office to review the procedures for EARP panel reviews has been receiving submissions and meeting with interested parties across the country. This review of panel procedures is much narrower than and completely separate from the consultations proposed in this letter, although the report of the Study Group will, of course, be considered when recommendations for reforming the EARP are prepared.

.../2

Before the consultation process begins, it would helpful for us to be aware of those who might be interested in participating either through meetings with FEARO staff, through written comments or indeed, through both. The consultations are expected to take place across the country from mid-October to mid-December. Dates and locations will be set later. The deadline for written comments is December 31.

Broad consultation with people who are interested in environmental assessment is essential if the recommendations to the Cabinet are to reflect the best advice possible. If you are able to participate and there are any particular issues if you wish to discuss, or you wish to have more information, please get in touch with:

Douglas Parkinson
13th Floor, Fontaine Bldg.
Hull, Quebec
K1A 0H3
Telephone: (819) 997-2727

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'R. M. Robinson', with a long horizontal flourish extending to the right.

R. M. Robinson
Executive Chairman



13e étage, immeuble Fontaine
Hull (Québec)
K1A 0H3

Le 25 septembre 1987

Monsieur, Madame,

Le Processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement (PEEE) est un mécanisme de planification qui est utilisé depuis plus de dix ans pour prédire les conséquences environnementales éventuelles de nombreuses propositions dont l'application relève en totalité ou en partie de la compétence du gouvernement fédéral. Bien que certaines améliorations aient été apportées en 1984, il est devenu évident que d'autres améliorations s'imposent aujourd'hui.

Des consultations publiques seront tenues incessamment sur les améliorations possibles à apporter au processus, lesquelles seront éventuellement présentées au Cabinet sous forme de recommandations. Le ministre de l'Environnement, l'honorable Tom McMillan, m'a demandé de vous inviter à prendre part à ces consultations.

La présente trousse d'information renferme un document de travail qui expose des changements possibles à apporter au processus, un exemplaire du décret du conseil régissant actuellement le processus, une brochure descriptive ainsi qu'une bibliographie d'articles portant sur l'évaluation environnementale.

Vous savez sans doute que nous avons mis sur pied un groupe d'étude chargé de revoir les procédures appliquées par les commissions d'examen du PEEE et que ce dernier a déjà reçu des mémoires et rencontré des groupements intéressés un peu partout au pays. Cette révision des procédures d'examen par les commissions est beaucoup plus étroite et complètement distincte des consultations proposées dans la présente, mais le rapport du groupe d'étude sera bien sûr pris en considération au moment d'élaborer les recommandations concernant la réforme du PEEE.

Avant d'entamer le processus de consultation, il nous serait utile de savoir qui aimerait y prendre part, que ce soit par le biais de rencontres avec les permanents du BFEED, par la présentation de mémoires ou encore par les deux moyens à la fois. Les consultations d'un bout à l'autre du pays devraient normalement se dérouler de la mi-octobre à la mi-décembre. Les dates et les endroits seront déterminés plus tard. La date limite pour la présentation des commentaires écrits est le 31 décembre.

Une vaste consultation auprès des gens qui s'intéressent à l'évaluation environnementale est essentielle si nous voulons que les recommandations présentées au Cabinet soient les plus réalistes et les plus judicieuses possibles. Pour indiquer votre participation, pour discuter d'une question en particulier ou encore pour obtenir d'autres renseignements, veuillez communiquer avec :

Carol Martin
Directeur intérimaire
Bureau fédéral d'examen des évaluations
environnementales
13e étage, Immeuble Fontaine
Hull (Québec)
K1A 0H3
Tél: (819) 997-2213

Je vous prie d'agréer, Monsieur, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président exécutif,



R. M. Robinson



Release

This information was released to the wire services on the date indicated. Despite the delay, some releases and speeches are mailed to out-of-town media because the content is not time-dependent or because it will be useful for background files.

FOR IMMEDIATE RELEASE

PR-157

McMILLAN ANNOUNCES REVIEW OF ENVIRONMENTAL ASSESSMENT PROCESS

OTTAWA -- 23 September, 1987 -- Federal Environment Minister Tom McMillan today released a Green Paper calling for reform of the federal government's Environmental Assessment and Review Process (EARP). The discussion paper will be sent to groups, individuals and provincial governments for comment. Consultative meetings will be held across Canada later this year.

Mr. McMillan said the current process has deficiencies that need to be corrected.

"The government will consider all feasible improvements in the scope, application and administration of the existing process," said Mr. McMillan. "We are eager to ensure federal environmental planning and assessment meet the highest standards of openness and efficiency."

.../2



Under the existing process, environmental consequences must be considered in any project implemented or funded by the federal government or carried out on federal lands. Initial assessments are done directly by the project authority. Where there are significant potential impacts, public reviews are held by independent panels.

The discussion paper identifies ways of dealing with specific problem areas, among them duplicate public hearings and inconsistent application of the process across government.

Following consultations, the Minister will submit recommended reforms to Cabinet.

Further information:

D. Parkinson
FEARO
(819) 997-2727

Carol Martin
FEARO
(819) 997-2212

T. Collins
Minister's Office
(819) 997-1441

BIBLIOGRAPHY OF SELECTED EIA PUBLICATIONS

- Beanlands, G.E. and P.N. Duinker. 1983. An Ecological Framework for Environmental Impact Assessment in Canada. Dalhousie University, Institute for Resource and Environmental Studies, Halifax, Nova Scotia and Federal Environmental Assessment Review Office, Ottawa, Ontario. 132 pp.
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. 1986. Bilan et étude comparative de procédures d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux. Gouvernement du Québec, Rapport de Recherche. 278 p.
- Canada Gazette Part II, Vol. 118, No. 14. 1984. Guidelines Respecting the Implementation of the Federal Policy on Environmental Assessment and Review. Queen's Printer for Canada, Ottawa, Ontario. 9 pp.
- Canadian Environmental Assessment Research Council and the U.S. National Research Council. 1986. Proceedings of the Workshop on Cumulative Environmental Effects: A Binational Perspective. Supply and Services Canada, Ottawa, Ontario. 175 pp.
- Couch, W.J. (ed.). 1985. Environmental Assessment in Canada: 1985 Summary of Current Practice. Canadian Council of Resource and Environment Ministers, Ottawa, Ontario. 44 pp.
- Crerar, A. 1986. Anticipate and Prevent. In Policy Options, Vol. 7, No. 9, November 1986. pp 3-7.
- Emond, D.P. 1984. The Legal Framework of Environmental Impact Assessment in Canada and Application of the Legislation. In Environmental Impact Assessment: The Canadian Experience. 1985. (J.B.R. Whitney and V.W. Maclaren, eds.). Institute for Environmental Studies, University of Toronto, Toronto, Ontario. pp. 53-73.
- Everitt, R. and D. Colnett. 1987. Methods for Determining the Scope of Environmental Assessments. ESSA Environmental and Social Systems Analysts Ltd., Vancouver, British Columbia. 52 pp.
- FEARO. 1978. Guide for Environmental Screening. Federal Environmental Assessment Review Office, Ottawa, Ontario. 75 pp.
- FEARO. 1986. Bulletin of Initial Assessment Decisions, Edition 2, September 1, 1986 - December 31, 1986. Federal Environmental Assessment Review Office, Ottawa, Ontario. 16 pp.
- FEARO. 1986. Initial Assessment Guide. Federal Environmental Assessment Review Office, Ottawa, Ontario. 36 pp.
- FEARO. 1987. Register of Panel Projects, No. 24. Federal Environmental Assessment Review Office, Ottawa, Ontario.
- FEARO. 1987. Annual Report 1985-1986. Federal Environmental Assessment Review Office, Ottawa, Ontario. 11 pp.
- FEARO. 1987. List of Publications. Federal Environmental Assessment Review Office, Ottawa, Ontario. 6 pp.
- FEARO. 1987. The Federal Environmental Assessment and Review Process. Federal Environmental Assessment Review Office, Ottawa, Ontario. 10 pp.

Fenge, T. and L.G. Smith. 1986. Reforming the Federal Environmental Assessment and Review Process. In Canadian Public Policy, XII, No. 4, December 1986. pp. 596-605.

Gibson, R. and B. Savan. 1987. Environmental Assessment in Ontario. The Canadian Environmental Law Research Foundation, Toronto. 422 pp.

Hickman, C.N. 1986. The Cost and Effectiveness of Environmental Impact Assessment. Thesis submitted to Faculty of Environmental Studies, Dalhousie University, Halifax, Nova Scotia. 160pp.

Munro, D.A., T.J. Bryant and A. Matte-Baker. 1986. Learning from Experience: A State-of-the-Art Review and Evaluation of Environmental Impact Assessment Audits. Background Paper prepared for the Canadian Environmental Assessment Research Council. Canadian Environmental Assessment Research Council. Ottawa, Ontario. 48 pp.

Ross, W.A. 1986. Evaluating Environmental Impact Statements. Federal Environmental Assessment Review Office, Ottawa, Ontario. 26pp.

Marshall, D.W.I., and W.A. Ross, B. Sadler. 1986. On Scoping in EARP. Federal Environmental Assessment Review Office. Vancouver, B.C. 18 pp.

Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada. 1985. Government Responses to Environmental Issues. Supply and Services Canada, Ottawa, Ontario. pp. 511-514.

Sadler, B. 1986. Environmental Conflict Resolution in Canada. In Resolve, Vol. 18. pp 1-8.

Sadler, B. 1986. Impact Assessment in Transition: A Framework for Redevelopment. In Integrated Approaches to Resource Planning and Management, R. Lang (ed.). University of Calgary Press. pp. 99-129.

Wallace, R. 1986. Assessing the Assessors: An Examination of the Impact of the Federal Environmental Assessment and Review Process on Federal Decision Making. In Arctic, Vol. 39, No. 3, September 1986. pp. 240-246.

Wallace, R. 1986. Public Input to Government Decision Making. Occasional Paper No. 13, Federal Environmental Assessment Review Office, Ottawa, Ontario. 95 pp.

Weibe, J. 1985. Trends in Environmental Impact Assessment and Their Application to the Canadian Scene. In Proceedings, Workshop on Strategic Planning for the Coastal and Marine Environment, Vol 2. The DPA Group Inc. Halifax, Nova Scotia. pp. 88 - 102.

Whitney, J.B.R. and V.W. Maclaren (eds.). 1985. Environmental Impact Assessment: The Canadian Experience. Institute for Environmental Studies, University of Toronto, Toronto, Ontario. 197 pp.

Wolfe, L.D.S. 1987. Methods for Scoping Environmental Impact Assessments - A Review of Literature and Experience. Larry Wolfe Associates, Vancouver, British Columbia. 65 pp.

Report of the Environmental Assessment and Review Process Panel Procedures Study Group (to be published in late fall of 1987).



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Environnement
**Direction régionale
de l'Abitibi - Témiscamingue
et du Nord Québécois**

DATE : du 9 au 12 février 1987

LIEU : Umiujaq

OBJET : suivi des autorisations

Par : Louis Cossette
Raymonde Jalbert

Du 16 au 19 février 1987, la direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord Québécois a effectuée, en collaboration avec l'Administration Régionale Kativik, une visite à Umiujaq.

Cette visite avait pour but de vérifier sur place les installations ainsi que le suivi des autorisations accordées au Comité Directeur de Relocalisation D'Umiujaq par l'administrateur provincial en vertu du chapitre II de la Loi.

Ont participés à la visite;

M. Tommy Grey, technicien en environnement de l'ARK
M. Denis Audette, spécialiste en environnement de l'ARK
Mme Raymonde Jalbert, technicienne en eau de la DRATNQ
M. Louis Cossette, agent de recherche de la DRATNQ

Le village est présentement habité par 325 personnes. 10 des 30 duplex sont inhabités. De plus, les unités de services suivantes sont construites; l'école, la clinique médicale, le poste de police, l'édifice et le garage municipal ainsi que la coop. L'église est en construction, la centrale diésel sera construite cet été et l'hôtel déménagée à son site permanent au printemps.

Nous avons rencontré M. Noah Inukpuk, ancien membre du CDRU et interlocuteur du comité local d'Umiujaq. (Depuis notre visite, des élections ont eu lieu afin d'élire un conseil pour le futur Village Nordique d'Umiujaq, M. Inukpuk a été élu maire, son mandat débutera le premier avril prochain, date de l'érection d'Umiujaq en municipalité).

Nous avons visité la clinique médicale, Mme Johanne Coulomb, infirmière responsable, nous a fait part de ses inquiétudes en matière d'hygiène du milieu; la qualité bactériologique de l'eau potable ainsi que la présence d'un site d'élimination des eaux usées et des déchets solides à proximité du village. De plus, la présence de ces sites lui faisait craindre pour les enfants jouant dans les environs.

Au cours de cette visite nous avons voulu connaître l'opinion de la population sur son nouveau village. Pour ce faire nous avons participé à une ligne ouverte, à la radio communautaire dans la soirée du 18 février.

De toute ces rencontres, il appert que la population désire un réseau d'aqueduc et d'égouts, veut que le parc à carburants sorte du village, que les sites temporaires d'élimination des déchets solides et des eaux usées disparaissent et que le "biodisque" ne soit pas un obstacle au développement et aux activités traditionnelles. Nous reprenons point par point ces éléments dans les pages qui suivent.

Il est à noter que la population ne fera pas de pression pour la réalisation des objectifs identifiés au paragraphe précédent si cela risque d'ajouter de nouveaux délais pour la finalisation de l'implantation du village. L'exemple qui nous a été mentionné a trait au délais de construction des maisons qui a été occasionné par l'impossibilité de construire le réseau d'aqueduc dans les temps prescrits.

3. EAU POTABLE

La priorité numéro 1 pour la population est l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable. La finalisation du réservoir d'eau potable et la construction d'une prise d'eau permanente doivent être envisagés pour l'été prochain.

Il subsiste toutefois un problème de financement. Dans une lettre qu'il adressait à M. Joseph Keleutak vice-président de l'ARK, le ministre délégué aux affaires autochtones confirmait que l'autorisation d'emprunt de l'ARK était de 2,7M\$. Étant donné que les dernières estimations de coûts prévoient une facture de 2,9M\$ l'ARK a préféré faire les travaux par étapes. L'an dernier le réservoir d'eau potable et la prise d'eau ont été construits au coût de 1,5M\$. Cet été l'ARK prévoit vider et nettoyer le réservoir et construire une petite station de pompage temporaire. L'ARK n'entreprendra pas la troisième phase tant et aussi longtemps que le conseil du trésor ne l'autorisera pas à faire les emprunts nécessaires.

Pour ce qui est du réseau d'aqueduc, la population le désire mais cela devient une priorité secondaire pour eux, les résidences ayant toutes des réservoirs d'eau alimentés par camions en moyenne deux fois par jour. Il est à noter qu'actuellement l'eau n'est pas traitée.

Le contrôle de l'eau potable débutera dans les plus brefs délais. Un problème technique avec la direction du contrôle nous en a empêché jusqu'à maintenant. Le laboratoire ne voulait pas faire d'analyses si les formulaires officiels n'étaient utilisés et la direction ne voulait pas produire de formulaire pour Umiujaq si nous ne lui fournissions pas de numéro de matricule municipal. Comme Umiujaq n'est pas municipalisé nous étions en plein cercle vicieux. Nous envoyons donc des formulaires vierges à Umiujaq, quant aux formalités de mise sous contrôle, elles seront complétées plus tard, notre but étant de s'assurer une bonne qualité bactériologique de l'eau potable.

Nous aimerions ajouter ici que depuis notre visite la source d'eau potable est maintenant tarie. Il est donc impérieux de mettre en service le réservoir d'emmagasinement (piscine).

EAUX USÉES

Présentement les eaux usées d'Umiujaq sont rejetées à l'est du village, sur le site temporaire aménagé près des berges de la rivière Sheldrade. Elles sont épurées par infiltration avant de rejoindre la rivière.

En conséquence, un contrôle de la qualité de l'eau de la rivière sera fait à l'été, par la direction régionale, car le rejet est en amont du village. De plus le site du rejet devrait, à tout le moins, être entouré de clôture à neige afin de prévenir les accidents.

Le site futur du système de traitement des eaux usées (bio-disque) suscite beaucoup d'inquiétudes auprès de la population. Est-ce que le site est le meilleur? Est-il possible de le positionner de façon à ce qu'il occupe le moins de terrain? Quel sera le degré de pollution devant le village? Quels seront les impacts sur les activités traditionnelles sur la plage (écorchage des mammifères marins)? Connaissons-nous le comportement des courants devant le village? Quel sera l'impact sur la fraie des truites dans le ruisseau Umiujaq?

De plus, il faudrait mettre en doute la pertinence du traitement par unités de disques biologique. Le traitement par infiltration est une option qui doit être considérée.

Bref comme les études d'avant-projets seront actualisées cet été il faudra que la SQAE rencontre la population afin de s'assurer que le site choisi est le meilleur pour tous.

DÉCHETS SOLIDES

Les déchets produits cet hiver sont éliminés dans un site temporaire situé à l'ouest de la piste d'atterrissage provisoire actuellement utilisée. Ce site devra être désaffecté dans les plus brefs délais et ne jamais être réautorisé; L'équipement municipal devra être planifié en conséquence.

Le site de disposition des déchets #3 (site permanent) est clôturé, il est adéquat toutefois une modification au chemin d'accès devrait être faite afin de permettre son utilisation à l'année; problème de congères et de glaçage de la surface.

Il faut noter que dans le site permanent l'élimination des déchets par dépôt en tranchées est possible étant donné la profondeur des dépôts de surface.

Un citoyen s'est interrogé quant à la stabilité du sol du site #3, celui-ci se trouve sur une terrasse surplombant la rivière Sheldrade et en période de dégel l'écoulement est torrentiel.

PARC À CARBURANT

Le parc à carburant est toujours sur le site "temporaire" et doit être relocalisé au sud du ruisseau Umiujaq tel que stipulé dans l'autorisation. Suivant l'expression de la population d'Umiujaq "The village seem to hug the tank farm" (le village semble êtreindre le parc à carburant).

Le déménagement du parc à carburant est une priorité immédiate. En effet, pour des questions techniques, la centrale diesel doit être adjacente au parc à carburant et Hydro-Québec prévoit faire des études de sols dès le printemps. De plus, la fédération des coopératives du Nouveau-Québec prévoit céder le parc à la coopérative locale. Il faudra que le déménagement soit fait avant la cession.

HÔTEL

L'hôtel sera déménagé à son site permanent avant l'été. Il n'est pas question de permettre son utilisation avant son déménagement.

Une demande d'utilisation de l'hotel nous a été faite par le gérant de la coop locale afin de loger 26 employés d'Hydro-Québec au cours du printemps. Après vérification il serait possible de loger ces gens dans des duplex de la SHQ qui sont présentement innocupés.

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

L'accès aux réservoirs d'eau potable dans les résidences, pour fin de nettoyage périodique, est inadéquat; la trappe d'accès est beaucoup trop petite, une personne adulte normale a de la difficulté à y pénétrer.

Les maisons sont trop rapprochées, il est difficile de débayer la neige entre elles ce qui est un risque en cas d'incendie. De plus, la trappe pour la livraison de l'eau potable se trouve à l'arrière des résidences et il est impossible de faire une ruelle, l'espace n'est pas suffisant entre les deux rangées de maisons. Le débayage devrait se faire au moyen d'une souffleuse et la neige emportée hors du village.

La population verrait d'un bon oeil que la SHQ modifie la configuration des réservoirs d'eau potable pour les nouvelles résidences et que leur accès extérieur soit sur la façade. De plus, les gens apprécieraient que les nouvelles constructions soient plus espacées l'une des autres.

ACTIONS À PRENDRE

Fédération des coopératives du Nouveau-Québec

Déplacer le parc à carburant avant de le remettre à la coop locale.

Assistance technique aux municipalités de l'ARK

S'assurer que les véhicules municipaux répondent aux exigences qu'impose le relief accidenté du village (Véhicules quatre roues motrices). Construire la prise d'eau permanente.

Société d'habitation du Québec

Prendre contact avec l'administration municipale afin de s'assurer que les nouvelles constructions répondront à des critères de sécurité et d'efficacité.

MENVIO (programme d'assainissement des eaux)

Voir en collaboration avec les autorités municipales les alternatives possible aux traitements des eaux usées ainsi que la localisation des équipements de traitement.

MENVIO (bureau du ministre)

Prendre position face à la décision de la COEK de sursoir d'un an l'implantation d'un réseau d'aqueduc et d'égoûts.

MENVIO (direction régionale ATNQ)

Faire un échantillonnage de la qualité bactériologique de l'eau de la rivière Sheldrade à l'été 1987.

Municipalité d'Umiujaq

Cloturer le site temporaire de gestion des eaux usées. Fermer et nettoyer le dépotoir temporaire.

COOP d'Umiujaq

Transporter l'hôtel sur son site permanent.



Louis Cossette 1987-04-01

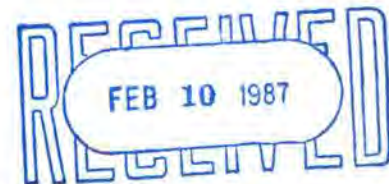
ᑲᑎᑯᑦ ᑭᑦᑲᑦ ᑯᑦᑲᑦ ᑲᑎᑯᑦ ᑲᑎᑯᑦ ᑲᑎᑯᑦ ᑲᑎᑯᑦ ᑲᑎᑯᑦ ᑲᑎᑯᑦ ᑲᑎᑯᑦ

comité consultatif de l'environnement KATIVIK 87.260

KATIVIK environmental advisory committee

C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

Le 30 janvier 1987



M. Jean-Claude Deschênes
Sous-ministre
Ministère de l'Environnement
3900, rue Marly, 6e étage
STE-FOY (Québec)
G1X 4E4

Monsieur le Sous-ministre,

Le Comité consultatif de l'environnement Kativik a été saisi du projet de création du nouveau village de Taqpangajuk au Nouveau-Québec. La Société Makivik, qui en est le promoteur, vous a récemment soumis les renseignements préliminaires concernant le projet afin que le processus d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social puisse commencer, conformément aux exigences du chapitre 23 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ).

La CBJNQ prévoit deux processus d'évaluation, soit un fédéral et un provincial. Un projet de développement est assujéti à un de ces processus selon qu'il relève de la compétence provinciale ou fédérale. Cependant, la décision de soumettre un projet à l'un ou l'autre des régimes, ou aux deux, n'est pas toujours claire lorsqu'il relève à la fois de la compétence fédérale et provinciale, comme dans le cas du projet de Taqpangajuk. La création de ce village serait financée en grande partie par le gouvernement fédéral mais le projet même relève de la juridiction provinciale. Le Comité est d'avis que, dans un tel cas, une entente devrait être signée entre les deux gouvernements quant à la décision de soumettre un projet au processus fédéral, provincial, ou aux deux, conformément aux alinéas 23.7.5 et 23.7.6 de la CBJNQ.

A l'avenir, le Comité pourrait être consulté quant à la décision de soumettre un projet qui n'est pas clairement de compétence fédérale ou provinciale au processus d'évaluation et d'examen.

J'apprécierais vos commentaires à ce sujet et je vous prie d'agréer, Monsieur le Sous-ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président,

Pierre P. Marchand.

Pierre Marchand

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Sous-ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président,

Pierre P. Marchand.

Pierre Marchand

EXTRAIT DE PROCES-VERBAL

A son assemblée du 14 janvier 1987, le Comité consultatif de l'environnement Kativik a adopté la résolution suivante:

RESOLUTION 87-1

- ATTENDU QUE le projet de création du nouveau village d'Umiujaq a fait l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement et le milieu social, conformément à la Section III du Chapitre II de la Loi sur la qualité de l'environnement;
- ATTENDU QUE suite à l'évaluation des impacts sur l'environnement et le milieu social, le sous-ministre a émis un certificat d'autorisation sous réserve que le promoteur satisfasse à certaines conditions, conformément à l'article 210 de la Loi;
- ATTENDU QUE plusieurs conditions inhérentes au certificat d'autorisation n'ont pas été respectées et plusieurs composantes du village, notamment le point d'eau et le système de traitement des eaux usées, sont incomplètes;
- ATTENDU QUE le village d'Umiujaq a été inauguré le 4 décembre 1986 et qu'environ deux cents personnes y vivent présentement;
- ATTENDU QUE l'Administration régionale Kativik a fait part au Comité de plusieurs préoccupations concernant l'hygiène publique du village, notamment la qualité de l'eau potable et les impacts du déversement des eaux usées sur l'environnement;
- ATTENDU QUE sur demande, le Comité consultatif met à la disposition des municipalités les renseignements, les données techniques ou scientifiques, ainsi que les conseils ou l'assistance technique qu'il obtient de temps à autre d'un gouvernement ou d'un organisme gouvernemental;
- ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement n'a pas officiellement inspecté les travaux entrepris à Umiujaq;

IL EST RESOLU QUE

le Comité recommande à l'Administrateur provincial de faire faire une inspection du village d'Umiujaq afin de vérifier les conditions d'hygiène du milieu, notamment la qualité de l'eau potable et les méthodes d'élimination des eaux usées.

Proposée par : Tommy Grey

Appuyée par : Louis Cossette

Adoptée : A l'unanimité

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME à l'original du procès-verbal de l'assemblée du 14 janvier 1987.

Le Secrétaire,

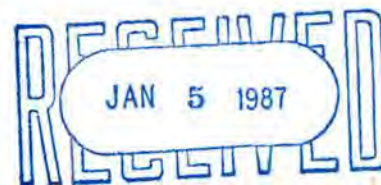
Hervé Chatagnier

Hervé Chatagnier



Environnement Canada Environment Canada
 Conservation et Protection Conservation and Protection
 Région du Québec Québec Region

Direction générale
 1141, route de l'Eglise, C.P. 10100
 Sainte-Foy (Québec) G1V 4H5
 (418) 648-4077



Le 18 décembre 1986

M. Pierre Marchand
 Comité consultatif de l'environnement Kativik
 C.P. 9
 Kuujuaq (Québec)
 J0M 1C0

Monsieur,

Reconnaissant votre intérêt pour les questions environnementales, je vous transmets la pochette d'information ci-jointe qui contient tous les documents relatifs au projet de loi fédérale sur la protection de l'environnement. Ce projet de loi a été déposé au Parlement ce matin même par l'honorable Tom McMillan, ministre fédéral de l'environnement, pour fins de consultation.

Je profite de l'occasion pour vous inviter à participer à une session d'information où l'on vous présentera de façon détaillée tous les éléments de ce projet de loi. Cette session regroupera des représentants de l'industrie, du gouvernement provincial, des municipalités, des associations professionnelles, des groupes environnementaux et des médias d'information intéressés. La rencontre aura lieu:

Date: 14 janvier 1986 - 9h00
 Lieu: Salle La Grande
 Holiday Inn, 1415 rue St-Hubert, Montréal

Sur confirmation de votre présence (418-648-7204 et 1-800-463-4311) je vous ferai parvenir l'ordre du jour détaillé de cette journée.

J'espère avoir l'occasion de vous rencontrer à cette occasion et je vous prie d'accepter l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le directeur général,

Gilles Lamoureux

pièce jointe

Classement CCEK

Titre Impacts des procédures environnementales (1 de 3)

Type Dossiers Environnementaux

Date D'ouverture 1980

Notes

26 septembre 1980: Lettre de M.Olav H. Loken, directeur de l'Agence de la protection environnementale du Nord, à M. Barrett (VA)

14 octobre 1980: Lettre de M. Barrett à M. Jean Piette, président du CCEK, à propos d'une compagnie de mine, Cominco de Toronto, qui aurait laissé des produits polluants (VA, VF)
Note concernant le projet Pitsituuq (VA, VF)

24 octobre 1980: Sollicitation de la présence du CBJNQ à la prochaine réunion

12 décembre 1980: Extraits du procès-verbal du CCEK
Programme de données de base (projet)

7 janvier 1981: Informations à propos du programme de données de base (VA)

3 février 1981: Véhicule de type "Muskey" laissé en rade dans une rivière près du lac Kenty au Nouveau-Québec

23 février 1981: La résolution no.80-10

24 mars 1981: Accusé de réception de la résolution 80-10 au bureau du Ministère des Pêches et Océans

26 mars 1981: Lettre de M. Barrett au maire de Salluit, M.Katsuuq Angutikiq, à propos du véhicule de type "Muskey" (VA)

10 septembre 1981: Présentation de l'état du dossier de la mise en application des recommandations du rapport Jolicoeur (VA, VF)

17 septembre 1981: Le véhicule de type "Muskey" a été retiré de la rivière (VA, VF)

26 octobre 1981: Document faisant état de relevés techniques du projet d'installation d'un campement industriel

27 octobre 1981: Projet de mine Raglan (VA)

27 novembre 1981: Mine Raglan (VA)

9 décembre 1981: Présentation de l'état du dossier de l'amélioration des pistes d'atterrissage au Nord du 55ième parallèle

29 décembre 1981: Transports Canada sera présent à la prochaine réunion

Classement CCEK

Titre Impacts des procédures environnementales (2 de 3)

Type Dossiers Environnementaux

Date D'ouverture 1980

Notes

7 janvier 1982: Transports Canada sont contraints de réviser leur intention

16 février 1982: Résolution 82-1 du CCEK

25 mars 1982: Brochure d'information sur le régime de protection de l'environnement et du milieu social applicable au Nord du 55ième parallèle

20 avril 1982: Résolution 82-1, besoin d'analyse des impacts de ce projet

8 juin 1982: Remerciement de la présence de la direction régionale du Nouveau-Québec

14 juin 1982: Invitation au Ministère des Transports du Québec pour le dossier de l'amélioration des pistes d'atterrissage

30 juin 1982: Acceptation de l'invitation

juillet 1982: Transports Canada: programme de développement d'infrastructures aériennes dans le Nord du Québec (VA)

5 août 1982: Brochure d'information: "Le régime de protection de l'environnement et du milieu social au Nord du 55ième parallèle"

12 avril 1982: Camps du lac Brisson (VA)

22 juillet 1983: Projet du lac Brisson (VA)

juillet 1983: La position des Naskapis du Québec en respect de la proposition d'amélioration des pistes d'atterrissage au lac Brisson (VA)

26 octobre 1983: Procédures d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social

1 novembre 1983: Enlèvement des résidus liquides et solides sur les sites (VA)

23 novembre 1983: Services miniers en collaboration avec le Ministère de l'Environnement: procédures d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social

28 mai 1983: Révision de la procédure d'évaluation de l'environnement et de l'impact social
Document: "L'implantation de l'évaluation environnementale et de l'impact social
Rapport du député-ministre de l'Environnement (VA)

13 août 1983: Résolution 85-1 (VA)

Classement CCEK

Titre Impacts des procédures environnementales (3 de 3)

Type Dossiers Environnementaux

Date D'ouverture 1980

Notes

28 octobre 1985: Commentaires sur l'application du processus d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux et sur le milieu social

28 avril 1986: Régime de protection de l'environnement afférant au nouveau village d'Umiujaq

7 mai 1986: Rapport "Orientations et thèmes de recherche"

8 décembre 1986: Brève mise à jour sur l'état du projet de relogement à Taqpangajuk

18 décembre 1986: Avant projet de Loi sur la protection de l'environnement (VA, VF)

27 janvier 1987: Demande de commentaire à l'administrateur fédéral d'Environnement Canada quant au nouveau village de Taqpangajuk
Conditions d'hygiène du milieu à Umiujaq, Nouveau-Québec, résolution 87-1

9-12 février 1987: Document du Ministère de l'Environnement, suivi des autorisations, visite à Umiujaq

juin-juillet 1987: Document de l'Évaluation environnementale fédérale, nouvelles orientations, réforme du processus d'évaluation

9 juillet 1993: Étude du projet de règlement afférent à la Loi 61



LPA

société Makivik corporation

Le 8 décembre 1986

Commission de la Qualité
de l'Environnement Kativik
Kuuujuaq
Québec

Messieurs les Commissaires,

Permettez-moi de vous soumettre cette brève mise à jour sur l'état du projet de relogement à Taqpagajuk afin que nous puissions commencer à discuter de la façon de procéder pour l'évaluation. Voici d'abord un court aperçu historique.

- 1) Le besoin d'un relogement à Taqpagajuk s'est fait sentir parce que les gouvernements fédéral et des Territoires du Nord-Ouest ont décidé de fermer Killiniq et d'en reloger les 104 Inuit dans cinq collectivités d'accueil. Killiniq fut donc fermée en février 1978, et les résidents furent évacués sans le bénéfice d'une consultation et sans avoir eu l'occasion de protester contre cette décision.
- 2) La décision fut contestée devant les tribunaux et pour éviter la procédure légale on a proposé que le gouvernement fédéral finance une nouvelle collectivité qui serait érigée au Québec.
- 3) L'ancien ministre des Affaires indiennes (David Crombie) reconnut la gravité de la fermeture de 1978 et déclara que le problème doit être envisagé comme une question "d'équité". Par conséquent, en juillet 1985, des fonds furent alloués pour une étude de faisabilité sur l'éventuel site de Taqpagajuk à l'anse Singer.
- 4) L'étude a été menée à terme par le Service de la Recherche de la Société Makivik avec l'aide active du groupe d'ingénieurs et de planificateurs de l'Administration régionale Kativik. Un rapport final en trois volumes a été soumis au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien en juin dernier. Il concluait principalement que :

.../2

On peut envisager sur les plans physique et social la construction et le développement d'une collectivité à Taq pangajuk selon les critères établis dans le mandat de l'étude de faisabilité. Les Inuit ont exprimé leur volonté et leur engagement à se reloger et à créer une collectivité solide; le site, ses ressources et le potentiel de développement de Taq pangajuk et des environs immédiats peuvent répondre aux besoins des résidents actuellement et jusque dans l'année 2010.

5) Les conclusions de l'étude ont été généralement acceptées par le MAINC et, en octobre 1986, d'autres fonds furent alloués pour préparer un document à soumettre au Parlement au printemps de 1987.

6) Plusieurs questions relatives au site et à la collectivité exigent solutions; notons en particulier l'accès par la mer et l'emplacement de la piste d'atterrissage, les projections démographiques, les niveaux de services et de financement, les stratégies de mise en application.

7) Dans le cadre des activités de faisabilité et de planification, il importe aussi d'établir une procédure d'évaluation des répercussions. Le processus général et les marches à suivre doivent être élaborés en étroite collaboration avec la Commission afin d'éviter les problèmes qui affecteraient la planification et l'érection de la nouvelle collectivité.


8) Dans l'élaboration d'une telle procédure, il faudra garder à l'esprit les quatre points suivants :

- i) une décision devra être prise sur la supervision générale de l'évaluation des répercussions. Du fait que Makivik est le promoteur, on suggère que la Commission agisse comme corps consultatif mais que, au besoin, le gouvernement fédéral soit représenté par un observateur comme le permet l'article 23.7.5 de la Convention.
- ii) Il y aurait lieu que les chercheurs et la Commission établissent ensemble une procédure permettant que les approbations soient transmises à mesure qu'avance la planification. Bien que cette méthode permette d'accélérer le début des travaux dans certaines phases du projet, il faudrait s'assurer qu'elle ne limite pas le pouvoir décisionnel de la Commission concernant des phases subséquentes.

- iii) Il serait possible de commencer l'évaluation de l'emplacement à partir de l'étude de faisabilité et les plans de la collectivité déjà disponibles. La soumission adopterait le format des documents requis par la Commission et identifierait l'état actuel de la planification ainsi que les questions pendantes.
- iv) On pourrait alors établir une procédure et un échéancier régissant les communications entre le projet et la Commission, et servant aussi de modèle au processus d'approbation.

J'espère que l'information succincte de ces pages permettra d'entreprendre la discussion sans tarder. Une version française du rapport sur l'étude de faisabilité - Phase I sera soumise au début de 1987 en même temps que tout autre document que la Commission pourrait exiger.

Merci de l'attention que vous porterez à cette question. Anticipant de travailler conjointement avec la Commission au processus d'évaluation, je vous prie d'agréer, Messieurs les Commissaires, mes salutations distinguées.



William B. Kemp

Requirement to Develop and Implement a Study Strategy

More than any other single factor under the control of the investigator, the use of an overall study strategy is most critical to the effective deployment of time and resources in ecological assessment studies. Development of a study strategy will greatly assist the process of refining a general concern for a valued ecosystem component into a specific question which can be answered through detailed study. Study strategies could provide a suitable basis for early formal review in an environmental assessment and may facilitate the communication of assessment results in professional and public forums.

The development of a study strategy should proceed from a conceptualization of the project and the valued ecosystem components, through an analysis of how interactions between the project and those components can be investigated, to the selection of appropriate tactical study options. Thus, apart from reconnaissance investigations which may be needed to provide some early, preliminary understanding of the natural environment, study strategies must be in place before field or laboratory studies begin.

ENVIRONMENTAL IMPACT ASSESSMENTS SHOULD BE REQUIRED TO DEVELOP AN EXPLICIT STRATEGY FOR INVESTIGATING THE INTERACTIONS BETWEEN A PROJECT AND EACH VALUED ECOSYSTEM COMPONENT, AND TO DEMONSTRATE HOW THE STRATEGY IS TO BE USED TO CO-ORDINATE THE INDIVIDUAL STUDIES UNDERTAKEN.

- (a) A study strategy should incorporate a conceptual outline of the proposed project in an ecological setting, as well as conceptual views of ecological structure and function within the receiving environment. This conceptualization would explore the linkages between the project and the valued ecosystem components through suspected cause and effect relationships.
- (b) A process of ecological scoping should be used to determine the possibilities for investigating ecological changes. If an interaction between the project and a particular valued ecosystem component is expected, the assessment should first explore how the interactions might be studied directly. If necessary, indirect avenues of study should be examined. Should the study and analysis of changes in certain valued ecosystem components be considered impossible, the assessment may resort to the study of relevant indicator components.
- (c) Detailed studies are designed as a final stage in developing a study strategy. The assessment should make clear how every individual study undertaken contributes to the implementation of the study strategies developed.

Requirement to Specify the Nature of Predictions

In many respects impact assessment is equivalent to impact prediction. To be most useful, predictions must: (i) fulfil the environmental assessment objective of contributing to informed decision-making, (ii) contain an estimate of the uncertainty expected, and (iii) be testable through a monitoring programme. Predictions which amount to vague, generalized speculations are of little value in any of these contexts. Much more detail on the basis for predictions and on the qualifications attached to predictive statements is required.

Predictions may legitimately be based on any combination of speculation, professional judgement, experience, experimental evidence, quantitative modelling, and others. It is important that the predictive analysis make explicit the basis upon which the predictions are made.

The general capability for predicting ecological events is recognized as being weak — changes in physical variables are much more readily predicted in a quantitative sense than are changes in biotic variables. In view of this, predictive statements should be accompanied by a discussion of the limitations of the analysis.

ENVIRONMENTAL IMPACT ASSESSMENTS SHOULD BE REQUIRED TO STATE IMPACT PREDICTIONS EXPLICITLY AND ACCOMPANY THEM WITH THE BASIS UPON WHICH THEY WERE MADE.

- (a) The predictive analysis should strive to ascertain the nature, magnitude, duration (timing), extent (geographic distribution), level of confidence, and range of uncertainty of the predicted changes. Reasons should be given if any of the above cannot be ascertained.

Requirement to Undertake Monitoring

The need for monitoring of ecological change is well established — we must have some degree of ecological investigation during the construction, operation and abandonment phases of development projects if we are to improve our capabilities in impact prediction and assessment. More specifically, monitoring of impacts is required to (i) test impact predictions and hypotheses, thus contributing to the body of knowledge for future assessments, and (ii) test mitigative measures, thus ensuring the protection of valued ecosystem components.

From a scientific point of view, ecological monitoring plays a crucial role in overall study design. Baseline studies, predictions or hypotheses, and monitoring of effects are all required for even semi-conclusive statements to be made about changes in valued ecosystem components.

Programmes for monitoring the effects of a project must be well defined and focussed to prevent the concept from becoming an excessive drain on time and money resources.

- (a) A variety of mechanisms may be appropriate for developing a set of valued ecosystem components. A social scoping exercise in which all interested parties are given an opportunity to submit opinions and suggestions is recommended. The means and criteria used in selecting the valued ecosystem components should be explicitly stated.
- (b) The extent to which predicted changes in the valued ecosystem components are expected to influence project decisions should be made clear.

Requirement to Define a Context for Impact Significance

Every assessment ultimately focusses on the question of whether the predicted impacts are significant. Objective criteria for determining impact significance will reduce misunderstandings when an assessment is reviewed and can greatly facilitate study planning if developed early in the process. With no criteria nor context for judging impact significance, participants in the assessment process can adopt any interpretation according to their own objectives.

Three interpretations of impact significance have been identified for environmental assessment purposes: (i) statistical significance (related to problems of isolating project-induced changes from natural variation), (ii) ecological considerations (related to the importance of project-induced changes from a purely ecological perspective, independent of social values), and (iii) social importance (related to the acceptability of project-induced changes in valued ecosystem components). An overriding consideration is the degree to which project-induced changes are expected to affect project decisions.

The comprehensiveness and complexity of the criteria used to define impact significance do not determine their adequacy. Simple definitions may suffice.

ENVIRONMENTAL IMPACT ASSESSMENTS SHOULD BE REQUIRED TO DEFINE A CONTEXT WITHIN WHICH THE SIGNIFICANCE OF CHANGES IN THE VALUED ECOSYSTEM COMPONENTS CAN BE DETERMINED.

- (a) Criteria for impact significance should reflect statistical, ecological and social interpretations of the concept. Statistical interpretations should recognize difficulties in detecting project-induced changes in valued ecosystem components. Ecological criteria may include important natural processes such as primary production, and important ecosystem components such as major prey species. Social importance criteria may reflect a wide range of perspectives on the values attached to various ecosystem components.
- (b) Terms used to describe the significance of project-induced changes in valued ecosystem components (e.g., major, short-term, regional) should be unambiguously defined. If they can not, reasons should be given. Such terms are subject to a wide range of interpretations in the absence of clear definitions.

Requirement to Establish Boundaries

The importance of identifying time and space boundaries early in an environmental assessment is widely recognized. Such boundaries are critical to study design, the interpretation of results, the prediction of impacts, and the determination of impact significance. Four categories of boundaries should be considered, including: (i) administrative boundaries (time and space limitations imposed for political, social or economic reasons), (ii) project boundaries (time and space scales over which the project extends), (iii) ecological boundaries (time and space scales over which natural systems function, and (iv) technical boundaries (the limitations imposed by the unpredictability of natural systems and by our limited capabilities to measure ecological change).

Different sets of boundaries may apply for different ecosystem components within the same assessment. Normally the administrative and project boundaries are identified before the ecological and technical limits are established. The constraints and limits as embodied in this broad interpretation of the concept of boundaries must be clearly set out and agreed upon as early as possible in an environmental assessment.

ENVIRONMENTAL IMPACT ASSESSMENTS SHOULD BE REQUIRED TO SHOW CLEAR TEMPORAL AND SPATIAL CONTEXTS FOR THE STUDY AND ANALYSIS OF EXPECTED CHANGES IN VALUED ECOSYSTEM COMPONENTS.

- (a) An assessment should acknowledge first the boundaries imposed for administrative reasons, and the consequent limitations on the utility of the assessment. Examples include multiple political jurisdictions and trans-boundary pollution problems.
- (b) Within the administrative constraints, an assessment should identify the temporal and spatial limits as dictated by the project proposal. Examples include the duration of construction and operation phases of the project, and the spatial extent of physical structures and transportation corridors.
- (c) Ecological boundaries are normally considered in relation to administrative constraints and project limits. In a spatial sense, ecological boundaries should reflect, among other things, transport mechanisms and migration. Temporally, they should reflect the response and recovery times of affected systems. Attention should be given to the level of resolution at which various ecosystem components are studied within the designated boundaries.
- (d) There are technical constraints to meeting the desired objectives for the assessment apart from the administrative, project and ecological boundaries. Two examples of technical constraints include difficulties in undertaking adequate sampling programmes for some species, and difficulties in predicting changes in poorly understood ecosystem components.

have great potential to contribute to an upgrading of the ecological basis of environmental assessment; practitioners would do well to make maximum use of them in designing and conducting assessments. Nonetheless, it would be unreasonable to set such detailed considerations as requirements of all assessments. The discretion of those who are planning and reviewing an environmental impact assessment should predominate in determining the most appropriate combination of ecological principles and approaches for that particular assessment.

Thus, the report differentiates between concepts that are optional but extremely valuable when incorporated into an ecological impact assessment and those which we believe should become mandatory exercises in all assessments. The requirements listed below reflect the latter.

The universal application of these impact study requirements would represent a major but attainable step towards ecological improvements in environmental impact assessment in Canada. Adoption of the requirements does not necessarily imply a new advanced level of sophistication in undertaking an assessment; it implies an effort at planning the assessment similar to the organized effort that goes into planning the project itself.

FACILITATING IMPLEMENTATION

How can a basis set of criteria for conducting environmental impact assessments be implemented? Since the requirements which follow will serve little purpose if they are not applied, the question of an appropriate means of implementation becomes crucial to the outcome of this research project.

It is not enough to say that the requirements should be adopted by the key groups participating in an impact assessment; this gives no indication of *how* they should be used. Nor is it sufficient simply to have the requirements incorporated into assessment guidelines since such requirements will need a scientific interpretation appropriate to each individual assessment. The best chance for implementation lies in having the requirements form the basis for joint planning of the impact assessment between proponents and the government agency administering the assessment review process.

All such agencies in Canada are urged to establish a core group of technical advisors for each impact assessment undertaken. The group would be expected to work with the proponent's scientific staff and consultants in developing a mutually agreeable design for the assessment *before* the individual studies are undertaken. This degree of co-operation will undoubtedly be criticized by those concerned with maintaining an arm's length philosophy on the part of the agencies administering assessment procedures. By the same token, if we continue to consider co-operation as subversion, then there is little to do except develop longer and more complex guidelines.

The core group of advisors would be important participants in the final technical review of the assessment. In the

event that the agreed assessment design was changed or not followed by the proponent, the core group would require justification. It would also be in a position to advise the review agency on the validity of the proponent's interpretation of the study results, a key factor in the process of impact assessment. The importance of the perceived independence and credibility of the government agency will have to be weighed against the pressing requirements to obtain the most reliable scientific data and advice possible. Obviously, some degree of compromise is necessary. In any event, it will always be the responsibility of the review agency to interpret the final results of the assessment and make its decisions thereon.

One of the most important roles for a core advisory group would be to work with the proponent in developing an appropriate monitoring strategy and to assist the review agency in interpreting the results of, and limitations on, a monitoring programme.

In summary, the following Requirements for Organizing and Conducting Ecological Impact Studies could form the general framework within which the detailed plans for an impact assessment are worked out co-operatively by the core group of advisors to the agency and the scientific staff and consultants of the project proponent.

THE REQUIREMENTS

Requirement to Identify the Valued Ecosystem Components

It is impossible for an impact assessment to address all potential environmental effects of a project. Therefore, it is necessary that the environmental attributes considered to be important in project decisions be identified at the beginning of an assessment. This will normally require some form of public consultation or social scoping exercise to determine the values attached to various ecosystem components. Both the views expressed by the general public and those of the professional community should be considered when determining these values.

Based on the results of the scoping exercise, proponents and reviewers will have to agree on an initial set of valued ecosystem components for the assessment. Studies would subsequently be designed to investigate potential changes in these components. It is recognized that further concerns may be identified and studied as the assessment proceeds.

Experience indicates that without the early identification of valued ecosystem components, an environmental impact assessment will have little obvious direction, and the resulting diffusion of effort will lead to equivocal evaluation of important factors.

ENVIRONMENTAL IMPACT ASSESSMENTS SHOULD BE REQUIRED TO IDENTIFY AT THE BEGINNING OF THE ASSESSMENT AN INITIAL SET OF VALUED ECOSYSTEM COMPONENTS TO PROVIDE A FOCUS FOR SUBSEQUENT ACTIVITIES.

12 — REQUIREMENTS FOR ORGANIZING AND CONDUCTING ECOLOGICAL IMPACT STUDIES

This chapter contains a basic set of requirements for impact studies in support of environmental assessment. The need for standard requirements was widely recognized among participants at the regional workshops and many have called upon this research project to provide such guidance. Based on our interpretation of discussions at the workshops and other inputs, the following set of requirements was developed to reflect expectations which are well within the grasp and capabilities of the environmental assessment community in Canada.

The requirements are based on a number of fundamental premises and assumptions which are very important to their application. First, they were structured so as to be implementable within all impact assessment processes in Canada. None of the requirements are so peculiar that their application should be constrained by any particular administrative or review mechanism. Secondly, the requirements are applicable to the planning and conduct of ecological studies in support of impact assessments for all types of projects in all geographic areas across Canada. These two levels of generality were considered necessary to ensure common applicability to all impact assessments conducted in Canada.

The concepts addressed in the requirements remain very simple, yet are open-ended with respect to the degree of complexity or expansion to which they can be taken. In other words, they provide considerable latitude for elaborating the concepts to any level of sophistication that suits the particular project, environment, or persons involved.

We have also limited the requirements to very basic scientific considerations. It was tempting to include a host of other, more specific topics as discussed in previous chapters of the report; the temptation was resisted for a number of reasons. First, the more specific the requirement, the less likely it will be applicable in all assessments under all administrations. Secondly, the concepts embodied in the requirements are appropriately considered in planning and designing the ecological component of an assessment. These early activities are critical to the integrity of the entire assessment, and scientific improvements are most effectively realized at this stage. Finally, by remaining at a conceptual level, practitioners are allowed maximum flexibility to practice imaginative, rigorous science in pursuit of the assessment objectives. The requirements established here provide the impact assessment context within which such science should take place.

As impact assessment currently is practiced, there is little apparent recognition of the limitations operating on the assessment activities. The requirements, when adopted, should force all the limitations and constraints that pertain to the ecological aspects of the assessment to become

transparent early in the process. Only then can one determine what realistically can be achieved through ecological study and predictive analysis.

The requirements should be viewed as representing the minimum substantive content for ecological impact studies. They should be adopted as binding, not optional. Proponents and consultants should be expected to meet the requirements as they conceptualize and plan assessments and component studies. Reviewers should use the requirements as a general framework for judging the scientific acceptability of the environmental assessment. Adoption of the requirements in this respect will not preclude the need for reviewers to critically examine the details of study design and data interpretation within the particular assessment in question. However, this task will undoubtedly be facilitated under the umbrella of the more general ecological requirements.

Unsuccessful attempts to apply any of the requirements do not reflect an unacceptable assessment from an ecological point of view; they reflect immutable constraints within which the assessment must take place. Thus, all parties can gain an early appreciation of the limitations operating on the assessment and can either accept them or attempt to overcome them.

The requirements should find expression in the two elements of environmental assessment common to most administrative processes, namely, the guidelines and the assessment report. We suggest that the requirements should not replace impact assessment guidelines (for indeed, the guidelines pertain to the whole assessment, whereas the requirements as set below pertain to the role of ecology in impact assessment), but rather should form an integral part of those guidelines. Admittedly, the adoption of these requirements will necessitate some fundamental reorganization and refocus in some of the sets of guidelines currently used in Canada but this is not expected to be a major obstacle in adopting the requirements.

Regard for the requirements should also be expressed in the assessment report (or the so-called environmental impact statement). Authors of such reports should present evidence that attempts were made to meet the requirements, and to present the results of such efforts, successful or not. Thus, anyone who reviews the report would have a common basis for beginning to judge the scientific adequacy of the impact assessment.

The reader should consider the requirements within the context of the entire report. It will be noted that the requirements do not explicitly deal with many of the principles, techniques and approaches discussed in detail throughout the report. We consider such principles and approaches to

It is recognized that predicted changes in certain valued ecosystem components may not require monitoring following project initiation. Thus, the time and resources available for monitoring can be concentrated on changes in those components most poorly understood or most critically in need of protection.

ENVIRONMENTAL IMPACT ASSESSMENTS SHOULD BE REQUIRED TO DEMONSTRATE AND DETAIL A COMMITMENT TO A WELL DEFINED PROGRAMME FOR MONITORING PROJECT EFFECTS.

- (a) The design of a monitoring programme should be part of the development of a study strategy for any valued ecosystem component. Thus, baseline studies and predictions would be designed so that conclusive statements could be made once the monitoring studies are complete.
- (b) An assessment should make absolutely clear the need for the results and the expected duration of the monitoring studies. The programme should remain flexible enough to be adjusted as appropriate to meet its objectives.



Speech

Discours

Notes pour une déclaration
de l'honorable Tom McMillan, C.P., député
ministre de l'Environnement

lors d'une conférence de presse
au sujet du projet de loi sur
la protection de l'environnement

18 décembre 1986

(Also available in english)

À VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION



Mesdames et messieurs,

Plus tôt ce matin, mon collègue l'honorable Jake Epp, ministre de la Santé et du Bien-être social, et moi-même avons déposé au Parlement un projet de loi important sur la protection de l'environnement. Ce projet de loi, qui reflète l'engagement pris dans le discours du Trône, permettra d'accroître les moyens dont nous disposons pour lutter contre la pollution, en particulier celle causée par les émissions non contrôlées de produits chimiques toxiques dans l'air, l'eau et le sol.

Entre autres choses, la loi donnera aux Canadiens une méthode de gestion des produits chimiques pendant tout leur cycle de vie, de leur fabrication à leur élimination finale, en passant par leur utilisation et leur entreposage. Le gouvernement entend protéger la santé des citoyens et la qualité de l'environnement, en établissant les normes les plus élevées jamais appliquées au Canada.

Dans le préambule de la loi, on reconnaît le droit des Canadiens à un environnement sain. Cela constitue en fait, sinon en termes juridiques, la première "Charte canadienne des droits de l'environnement".

Par cette nouvelle législation, le gouvernement adoptera une approche tout à fait différente pour contrer la pollution. Depuis la création du ministère de l'Environnement il y a 15 ans, la tendance était de réagir aux problèmes après coup.

Par nature toutefois, ces stratégies correctives, même si elles sont bien appliquées, sont inadéquates et, dans la plupart des cas, laissent derrière elles des cicatrices environnementales permanentes.

Par contre, dans la nouvelle loi, on met surtout l'accent sur la prévention et l'anticipation, plutôt que sur les remèdes et les mesures punitives. Dans le passé, c'était au gouvernement de démontrer qu'un produit chimique, une fois commercialisé, était nocif pour la santé et l'environnement. À l'avenir, cette responsabilité incombera aux fabricants qui devront prouver au gouvernement l'innocuité d'un produit chimique -- avant sa mise en vente au Canada. Cette approche s'appliquera à la fois aux nouveaux produits et à ceux qui existent déjà.

Si elle met l'accent sur la prévention, la loi, néanmoins, traitera sévèrement ceux qui veulent mettre à l'essai la volonté du gouvernement de protéger l'intérêt public dans ce domaine essentiel. Les sanctions comprendront des amendes d'un million de dollars par jour. Mais cela n'est pas suffisant, car les amendes ne touchent que le bilan des entreprises, et les pollueurs ne sont pas nécessairement pénalisés. La nouvelle loi mettra la responsabilité à sa place véritable, c'est-à-dire sur les épaules des cadres supérieurs et présidents des sociétés qui commettent les infractions ou qui permettent que ces infractions soient perpétrées. Ils seront passibles de peines maximales de cinq ans d'emprisonnement. Et le gouvernement entend faire respecter la loi avec fermeté.

Au moment même où je vous parle, certaines compagnies enfreignent les lois actuelles, aussi inefficaces qu'elles puissent être. En effet, les pires criminels à cols blancs qui agissent actuellement au Canada ne sont pas ceux qui détournent les fonds de leur compagnie ou qui fraudent le fisc, mais bien les pollueurs. Avec cette nouvelle législation, le gouvernement entend prévenir ce crime qu'est la pollution. Mais nous serons sans pitié pour ceux qui enfreindront la loi.

La nouvelle loi établira une juste limite entre le droit des industries à protéger leurs renseignements confidentiels de la concurrence et le droit du gouvernement d'obtenir les renseignements nécessaires pour contrôler les substances qui menacent la santé et l'environnement.

La nouvelle loi sur la protection de l'environnement viendra renforcer la plupart des pouvoirs du ministre de l'Environnement et les intégrera à ceux que détiennent le ministre de la Santé et du Bien-être social ainsi que d'autres ministres fédéraux dans ce domaine. L'objectif ultime est d'harmoniser les lois fédérales sur l'environnement non seulement entre elles, mais aussi avec les lois provinciales.

La nouvelle loi n'est pas qu'un simple réaménagement des pouvoirs existants. Elle marque le point de départ d'une nouvelle ère de lutte contre la pollution, en particulier celle causée par les substances toxiques. Entre autres dispositions, la loi permet au gouvernement :

. d'ordonner aux compagnies de rappeler certains produits chimiques toxiques, à leurs propres frais;

. d'ordonner à l'industrie de nettoyer les dégâts à la suite d'un déversement, et ce, sous stricte surveillance;

. d'effectuer en dernier ressort des opérations de nettoyage et d'en facturer tous les coûts aux compagnies contrevenantes;

. de nommer des inspecteurs qui, au nom d'Environnement Canada, pourront désormais mesurer et échantillonner les produits chimiques à l'étape de la fabrication; et

. de faire cesser temporairement toute activité, même si on ne fait que souçonner qu'elle pourrait entraîner un danger immédiat et même si ce danger n'est qu'hypothétique au moment de l'ordonnance.

Les tribunaux seront autorisés à émettre des injonctions et à imposer des amendes proportionnelles aux profits, en plus de celles d'un million de dollars par jour pour certaines infractions. En vertu de la loi, le public aura le droit de poursuivre devant les tribunaux les pollueurs qui enfreignent la loi, afin d'obtenir un dédommagement.

Les exportateurs de produits chimiques toxiques devront notifier les autres pays lorsqu'ils exporteront des produits dont l'utilisation est interdite ou rigoureusement contrôlée au Canada. De cette façon, le Canada pourra s'acquitter de ses obligations internationales en tant que pays membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

La loi autorise le gouvernement fédéral à établir des directives nationales relatives à la qualité de l'environnement ainsi que des règlements pour protéger les terres et les eaux sous sa juridiction. Le ministre de l'Environnement, de concert avec ses collègues, aura également le pouvoir d'établir des règlements pour les travaux et projets fédéraux qui ne sont pas encore réglementés.

Ce projet de loi est le résultat d'une vaste consultation avec les provinces, l'industrie, les syndicats, les groupes écologiques et les associations de consommateurs. Je tiens à les féliciter et les invite à poursuivre leur travail car les consultations continuent. Une série de réunions d'information et de consultation du public seront tenues partout au Canada de janvier à mars pour obtenir les vues des Canadiens sur la façon d'améliorer ce projet de loi.

Le printemps prochain, une fois que les commentaires du public auront été analysés et pris en considération, le gouvernement du Canada présentera au Parlement le projet de loi sur la protection de l'environnement en vue de son adoption en première lecture.

Dans le Rapport sur l'état de l'environnement publié en mai dernier par Environnement Canada, notre pays recevait la pire note (F) pour sa gestion des produits toxiques. La Loi sur la protection de l'environnement représente un effort du gouvernement canadien pour améliorer ses résultats dans ce domaine. Elle vise, avant tout, à protéger la vie de tous les Canadiens et, bien sûr, la santé des générations futures.

Il me fera maintenant plaisir de répondre à vos questions.

Pour plus de renseignements, s'adresser aux bureaux régionaux d'Environnement Canada :

<u>Provinces</u>	<u>Téléphone</u>
Colombie-Britannique, Yukon	(604) 666-5902 (Vancouver)
Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Territoires du Nord-Ouest	(403) 468-8074 (Edmonton)
Ontario	(416) 973-1093 (Toronto)
Québec	(418) 648-7204 (Québec)
Nouveau-Brunswick Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve	(902) 426-7990 (Halifax)



Processus de consultation : projet
de loi sur la protection de l'environnement

Le 18 décembre 1986, une ébauche du projet de loi sur la protection de l'environnement a été déposée à la Chambre des communes pour discussion. De janvier à mars, les Canadiens auront l'occasion d'examiner le libellé et l'esprit du projet de loi et de consulter les responsables du ministère à cet effet. Il est essentiel que les Canadiens prennent connaissance du projet de loi et en comprennent bien le sens. Cette compréhension, de même que les commentaires et les idées qui découleront des consultations, viendront appuyer la série de mesures la plus complète jamais entreprise au pays pour assurer une gestion préventive des produits chimiques toxiques.

Le processus de consultation débutera au début de janvier 1987. Des séances d'information seront dirigées par des hauts fonctionnaires dans chaque province et territoire. Des trousseaux d'informations seront disponibles pour faciliter la discussion et le processus de consultation. La documentation portera sur le projet de loi et comprendra des notes explicatives sur les dispositions du projet de loi, ainsi que des documents de travail sur des questions d'intérêt particulier. La consultation portera, entre autres, sur les points suivants :

- application et mise en vigueur de la loi;
- cadre réglementaire pour la biotechnologie;
- procédures d'appel;
- évaluation et réglementation des produits chimiques qui existent déjà et qui sont en usage au Canada;
- processus d'élaboration de normes fédérales et nationales.

Au début de mars, une réunion de consultation nationale aura lieu à Ottawa pour revoir les points discutés et s'entendre sur ceux qui, de l'avis des Canadiens, devraient être incorporés au projet de loi.

l'environnement, des améliorations proposées à la Loi sur les contaminants de l'environnement qui seront incorporées dans la nouvelle Loi sur la protection de l'environnement l'emporteront sur les coûts qu'auront à supporter le gouvernement fédéral et l'industrie.

11. QUELS SERONT LES COÛTS DE LA NOUVELLE LOI POUR LE CONTRIBUABLE ET POUR L'INDUSTRIE?

Coûts que subira le gouvernement fédéral

Le Comité consultatif sur les modifications à la Loi sur les contaminants de l'environnement a examiné les répercussions financières des dispositions de la nouvelle loi qui incorporerait la Loi actuelle sur les contaminants de l'environnement et les modifications prévues à celle-ci. Le coût estimatif pour le gouvernement fédéral sera de 4 millions de dollars par année.

Coûts pour l'industrie

Les répercussions financières pour l'industrie ont été étudiées de concert avec ses représentants. Celle-ci aura à payer un coût unique de 7 millions de dollars et 3 à 10 millions de dollars par année. Ces coûts se rapportent surtout au rassemblement des données sur les substances nouvelles.

Des coûts supplémentaires pourront résulter de la promulgation de règlements spécifiques en vertu de la Loi sur la protection de l'environnement. Évidemment, ces coûts restent inconnus pour le moment, mais ils seront évalués à l'occasion de l'élaboration de ces règlements, comme le seront les coûts que la société canadienne aura à supporter s'il n'y a pas de réglementation à ce sujet.

Politique de réglementation

En vertu de la politique fédérale de réglementation et du Code d'équité des règlements pour les citoyens, divulgués en mars 1986, les projets de règlement sont soumis à une étude de leur répercussions sur la société canadienne. De plus, la nouvelle Loi sur la protection de l'environnement elle-même prévoit la consultation du public en ce qui concerne les règlements à promulguer en vertu de celle-ci.

Avantages

Un comité réunissant des représentants des divers intéressés (syndicats, groupes écologiques, industrie, gouvernements) a conclu que les avantages, sur le plan de la santé et e

8. CETTE LOI DONNERA-T-ELLE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL LE POUVOIR DE METTRE FIN À L'ACTIVITÉ DE CEUX QUI POLLUENT PAR LES SUBSTANCES CHIMIQUES?

Oui, car elle donnera au gouvernement fédéral le pouvoir d'interdire les substances à haut risque et de faire appel à toute une gamme de réponses possibles, y compris la réglementation de la fabrication, des essais, de la distribution, de l'utilisation et de l'élimination des substances toxiques, afin de s'assurer que le tout se fasse sans présenter de danger pour l'environnement.

9. LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT POURRA-T-IL ORDONNER LE RAPPEL DES SUBSTANCES OU DES PRODUITS DANGEREUX?

Rappel

Oui, il pourra rappeler les composés et produits qui contiennent des substances fabriquées, importées, traitées ou distribuées en contravention de la nouvelle loi ou des règlements sous son régime.

10. CETTE LOI S'HARMONISERA-T-ELLE AVEC LES PROGRAMMES PROVINCIAUX?

La nouvelle loi posera les grandes lignes des mesures d'intervention et coexistera avec les lois provinciales en matière d'environnement. Il n'est pas question d'adopter une Loi fédérale sur la protection de l'environnement qui vient supplanter la législation provinciale mais plutôt une loi qui vient suppléer à celle-ci.

Collaboration avec les provinces

En vertu de la nouvelle loi, le gouvernement fédéral pourra conclure des accords avec les provinces, afin de préciser les rôles et les responsabilités des deux paliers de gouvernement, ce qui permettra une collaboration efficace.

La nouvelle loi mettra surtout l'accent sur les premières étapes du cycle des substances, celles où la prévention est la plus efficace.

Renseignements supplémentaires sur les substances en usage au Canada

Canada. Certaines ont pénétré dans l'environnement au point d'y causer de la pollution et des dommages.

La nouvelle loi donnera au gouvernement fédéral des pouvoirs accrus pour exiger de l'industrie des renseignements sur une substance soupçonnée d'être toxique. Actuellement, la Loi sur les contaminants de l'environnement exige la preuve d'un danger avant que le gouvernement puisse demander ces renseignements.

Évaluation des substances en usage au Canada

Le gouvernement fédéral insistera davantage sur un examen préliminaire de toutes les substances actuellement en usage au pays, afin de déterminer lesquelles doivent être évaluées de façon plus détaillée, ce qui mènera à une réglementation améliorée.

7. POURQUOI LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT NE RÉUNIT-ELLE PAS, LES DISPOSITIONS DE TOUTES LES LOIS FÉDÉRALES EXISTANTES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT?

Responsabilité partagée

Maintes lois fédérales touchant de différents secteurs comme l'agriculture, le transport et l'énergie renferment des dispositions visant la protection de l'environnement. Ces dispositions font partie intégrante des lois en question et il est impossible de les en soustraire. La nouvelle Loi sur la protection de l'environnement établit la politique fédérale en matière d'environnement et les grandes lignes permettant aux autres ministres fédéraux de s'assurer que leur ministère ou organisme en tient compte au moment de mettre en oeuvre ses activités et programmes. Voilà ce qui va faire que la protection de l'environnement soit une responsabilité partagée au sein du Gouvernement du Canada.

minants de l'environnement et à l'amende maximale de 200 000\$ prévue dans la Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique.

Ordonnances judiciaires

Les tribunaux pourront imposer des amendes proportionnelles aux profits réalisés à la suite d'une infraction à la loi (dans ce cas, aucune amende maximale n'est fixée). Ils pourront aussi, à la demande du ministre, imposer aux coupables des peines de service communautaire, la cessation de l'activité polluante, la restauration, en son état, de l'environnement endommagé, recouvrer auprès d'eux les coûts des enquêtes et de toute mesure correctrice prise par le gouvernement fédéral ainsi que leur faire payer les dépenses des poursuites engagées par le gouvernement fédéral.

Intégration d'autres lois

La nouvelle loi réunira les dispositions qui, dans les lois suivantes portent sur la protection de l'environnement: Loi sur les contaminants de l'environnement, Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique, Partie III de la Loi sur les ressources en eau du Canada ainsi que l'article 6(2) de la Loi sur le ministère de l'Environnement, qui autorise le ministre de l'Environnement à établir des lignes directrices visant la protection de l'environnement qui peuvent être appliquées par les organismes et ministères fédéraux dans l'exercice de leurs responsabilités.

Le résultat sera une loi à la fois raffermie et souple qui permettra au ministre de l'Environnement d'agir directement pour remédier à une large gamme de problèmes de pollution.

6. DES DISPOSITIONS PRÉCISES DE LA NOUVELLE LOI VISENT LES SUBSTANCES CHIMIQUES NOUVELLES SUR LE MARCHÉ CANADIEN, MAIS COMME CETTE LOI TRAITERA-T-ELLE CELLES QUI SONT DÉJÀ UTILISÉES AU PAYS?

Plus de 30 000 substances chimiques sont utilisées au

Lignes directrices Il y aura également des dispositions qui permettront d'établir de lignes directrices et d'objectifs concernant qualité de l'environnement dont s'inspireront les ministères, les organismes de réglementation, les sociétés d'État et les autres organes fédéraux.

5. EN QUOI CETTE LOI SERA-T-ELLE PLUS EFFICACE QUE LES LOIS EXISTANTES CONTRE DE LA POLLUTION?

Pouvoirs accrus La Loi sur la protection de l'environnement permettra au gouvernement fédéral de protéger l'environnement de façon plus efficace contre la pollution par les substances chimiques. Le gouvernement du Canada pourra réglementer ces substances à toutes les étapes de leur cycle.

Renseignements à communiquer L'industrie serait tenue de communiquer au gouvernement fédéral un préavis avant d'introduire une substance sur le marché au Canada et de lui transmettre suffisamment de renseignements pour qu'il puisse apprécier tous les effets possibles de la substance sur la santé et l'environnement. Le gouvernement fédéral sera désormais en mesure d'exiger tout renseignement sur une substance, y compris des essais, lorsqu'il aura des motifs de soupçonner que celle-ci est toxique.

En vertu de la Loi actuelle sur les contaminants de l'environnement, le gouvernement doit, avant d'exiger des renseignements supplémentaires, prouver qu'un tel danger existe.

La nouvelle loi donne des pouvoirs accrus aux inspecteurs, et cela conformément aux principes de la Charte des droits.

Nouvelles sanctions pénales La nouvelle loi fixe l'amende maximale à 1 000 000\$ et la peine maximale d'emprisonnement à cinq ans. Comparons respectivement à l'amende de 100 000\$ et aux deux ans d'emprisonnement prévus dans la Loi actuelle sur les conta-

Accent sur la
prévention

Grâce à de nouvelles dispositions, les substances feront l'objet d'essais convenables pour empêcher l'introduction de substances excessivement toxiques sur le marché, sans que la réglementation appropriée soit en place.

3. SUBSISTERA-T-IL DES LACUNES DANS LA RÉGLEMENTATION DES TOXIQUES?

La nouvelle loi donne au gouvernement fédéral le pouvoir d'intervenir directement dans la gestion des substances toxiques durant tout leur cycle, afin de protéger la santé et l'environnement. Cependant, le ministre n'aura pas à exercer son pouvoir dans les cas où d'autres textes fédéraux ou provinciaux sont appliqués. L'objet de la nouvelle loi est de faire en sorte qu'il n'y ait pas de lacunes dans la réglementation et que les substances chimiques soient soumises à un régime uniforme au Canada. La gestion des substances toxiques est une responsabilité partagée et la nouvelle loi a été élaborée pour appuyer d'autres lois avec lesquelles elle coexistera.

4. COMMENT LA LOI TOUCHERA-T-ELLE LES ORGANISMES ET PROGRAMMES FÉDÉRAUX?

Terres, entreprises
et ouvrages fédéraux

Les dispositions concernant les substances toxiques s'appliqueront tant aux ministères, organismes et sociétés d'État fédéraux qu'au secteur privé.

D'autres dispositions permettront aux autres ministres fédéraux de demander au ministre de l'Environnement de promulguer, en vertu de la nouvelle loi, des règlements visant la protection de l'environnement qui s'appliqueront aux ministères ou organismes dont ils sont responsables. Ainsi, il est possible de s'assurer que les organismes fédéraux se plieront aux règles visant la protection de l'environnement.



Environnement
Canada

Environment
Canada

QUESTIONS ET RÉPONSES SUR L'ÉBAUCHE DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. QUAND LES CANADIENS AURONT-ILS LEUR MOT À DIRE SUR L'ÉBAUCHE DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT?

Le 18 décembre 1986, à la Chambre des communes, le ministre de l'Environnement a déposé une ébauche de la Loi sur la protection de l'environnement, qui constitue un document de travail. Le texte en a aussi été rendu public par les bureaux d'Environnement Canada situés dans la plupart des grands centres urbains du pays.

Consultation

Le ministre invite tout particulier, tout gouvernement ou autorité, tout groupe ou entreprise intéressé, à lui communiquer ses observations sur le document. La consultation du public durera jusqu'en mars 1987. Une fiche d'information sur la méthode de consultation peut être obtenue des bureaux d'Environnement Canada de partout au pays.

Grâce à cette consultation, l'ébauche sera amendée avant que le projet de loi ne soit déposé à la Chambre des communes pour sa première lecture.

2. CETTE NOUVELLE LOI PROTÉGERA-T-ELLE MIEUX LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT DES CANADIENS CONTRE LA POLLUTION PAR LES SUBSTANCES CHIMIQUES?

Contrôle intégral

La loi permettra au gouvernement fédéral de contrôler les substances toxiques durant tout leur cycle de vie, c'est-à-dire de l'étape de recherche et de développement jusqu'à leur élimination finale sous forme de déchets ou de rejet, en passant par la fabrication, le transport, la distribution, l'utilisation et l'entreposage.

C'est la première fois qu'on propose une approche si intégrée pour gérer les produits chimiques toxiques.

Les Canadiens ont droit à un environnement propre et sain, et le gouvernement a l'intention de voir à ce qu'ils ne soient pas privés de ce droit.

À l'heure actuelle, le système joue en faveur du pollueur et contre la victime.

Nous croyons fermement que les Canadiens ont le droit d'être dédommagés des torts qu'ils subissent à cause de la pollution par des produits chimiques toxiques. La nouvelle loi aidera les victimes à obtenir réparation de la part des coupables. Les tribunaux pourront en effet accorder des dommages-intérêts additionnels afin de compenser le préjudice réel subi par les victimes, aussi bien au niveau de la santé et de la propriété.

À titre de ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, je suis convaincu que la nouvelle loi aidera mon ministère à mieux protéger la santé des Canadiens.

M. McMillan a déposé aujourd'hui un très important projet de loi en matière de protection de l'environnement, projet de loi qui fera du Canada un chef de file dans la lutte contre la pollution par les produits chimiques toxiques.

Si nous sommes ici tous les deux aujourd'hui, c'est que la protection de l'environnement n'est pas la responsabilité exclusive d'un ministère, d'un gouvernement, d'une province, ou même d'une nation.

Ce projet de loi vise à protéger la santé humaine, la vie et l'environnement. À ce titre, il touche donc mon ministère de près.

Comme ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, je dois favoriser et protéger la santé et le bien-être de tous les Canadiens.

La Loi sur la protection de l'environnement qui est proposée représente une formidable amélioration par rapport à la loi actuelle, dont les déficiences sont depuis longtemps admises.

La nouvelle loi permetta au gouvernement fédéral, de concert avec les provinces, l'industrie, les travailleurs et le public, de trouver divers moyens de réduire l'exposition humaine aux produits chimiques, à chaque stade de leur cycle de vie.

Notes pour une allocation
de l'honorable Jake Epp
concernant
le projet de loi sur la
protection de l'environnement

(Also available in English)

(À vérifier au moment de l'allocution)

Le 18 décembre 1986

Ce projet de loi assurera donc à tous les Canadiens le droit fondamental à la santé et à la sécurité de leur environnement.

Les enjeux environnementaux constituent des enjeux énormes et comportent des conséquences redoutables. Il est donc primordial qu'il en soit dûment tenu compte à l'étape initiale de tout processus de planification commerciale ou industrielle, avant toute prise de décision.

Par notre ignorance, notre insouciance, notre inaction et notre mauvaise gestion, nous avons laissé pénétrer dans l'environnement des milliards de molécules dangereuses qui aujourd'hui nous menacent et dont nous connaissons mal les effets ultimes. Le plus clair de notre action doit donc consister désormais à empêcher toute nouvelle libération dans l'environnement de ces molécules nocives. Les jeunes générations, qui ont à coeur la qualité de l'environnement, nous le demandent avec insistance et nous devons éviter de les décevoir.

Les nouvelles substances chimiques devront être testées et évaluées avant leur mise en marché. L'industrie devra prouver l'innocuité de ces substances avant leur commercialisation et devra également fournir au gouvernement tous les renseignements dont il a besoin pour les évaluer.

Les substances chimiques existantes seront soumises à des évaluations et à des contrôles plus stricts. Quant aux sociétés exportatrices de produits interdits ou rigoureusement contrôlés, elles seront tenues d'aviser les pays destinataires.

Pour garantir le respect de la nouvelle loi, le gouvernement disposera de nouveaux pouvoirs d'inspection, de prélèvement d'échantillons et de saisie des substances chimiques, en plus de celui d'ordonner l'arrêt temporaire de toute activité polluante. Le gouvernement pourra en outre rappeler des substances chimiques dangereuses ou des produits qui en contiennent, ordonner le nettoyage des lieux contaminés et intervenir en cas d'urgence.

Cette loi aura également des dents. Les sanctions prévues seront beaucoup plus sévères qu'auparavant -- elles sont, de fait, les plus sévères au monde. En effet, la nouvelle loi prévoit des peines maximales de cinq ans d'emprisonnement et des amendes jusqu'à un million de dollars. Les pollueurs devront désormais assumer la responsabilité et les conséquences de leurs gestes, et les victimes de la pollution auront la possibilité de recours civils et de dédommagements.

La pollution produite par les substances chimiques toxiques est aujourd'hui reconnue comme l'une des plus graves maladies, sinon la plus grave, qu'ait connue notre planète. Une maladie causée par des produits qui menacent notre santé et l'environnement naturel dont dépend notre survie.

Pour gérer les substances toxiques et réduire la contamination de notre milieu naturel, mes collègues de l'Environnement et de la Santé nationale et du Bien-être social ont rendu public aujourd'hui pour consultation un projet de loi sur la protection de l'environnement. Ainsi, les autres gouvernements, les groupes environnementaux, l'industrie, les syndicats, les associations et la population canadienne auront l'occasion d'exprimer leurs vues avant la présentation du projet en première lecture.

L'approche traditionnelle, qui consiste à trouver une solution après coup aux problèmes causés par les substances chimiques, n'est plus valable. Il est donc urgent d'adopter une nouvelle approche globale axée sur la prévention qui permettra de contrôler toutes les étapes du cycle de vie des substances chimiques, depuis la recherche-développement jusqu'à l'élimination finale, en passant par la fabrication, la mise en marché, le transport, la distribution et l'utilisation. Cette approche s'appliquera à la fois aux nouvelles substances et à celles qui existent déjà.

Notes pour une déclaration
de l'honorable Jean Charest
ministre d'État à la Jeunesse

prononcée à la conférence de presse
lors du dépôt du projet de loi
sur la protection de l'environnement

18 décembre 1986

(Also available in english)

À VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION



Communiqué conjoint

Cette information a été transmise aux agences de presse à la date indiquée. Malgré le retard, certains communiqués et discours sont expédiés aux médias de l'extérieur parce que leur contenu n'a rien à voir avec les délais ou parce qu'ils peuvent servir comme documentation.

PUBLICATION IMMEDIATE

CO-AC-086-87

PROJET DE LOI PLUS SEVERE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT RENDU PUBLIC POUR DISCUSSION

OTTAWA -- le 18 décembre 1986 -- Le gouvernement fédéral aura des pouvoirs nouveaux et accrus pour protéger l'environnement, imposera de lourdes peines aux pollueurs et introduira une gestion intégrale du cycle de vie des produits chimiques toxiques, selon un projet de loi sur la protection de l'environnement rendu public aujourd'hui pour discussion.

Le projet parrainé conjointement par le ministre de l'Environnement, Tom McMillan, et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, Jake Epp, sera examiné par les provinces, l'industrie, les syndicats et les groupes écologiques, avant d'être présenté à la Chambre au cours de la présente session, probablement au printemps.

"La loi sera l'une des plus sévères de l'hémisphère occidental, a déclaré M. McMillan. Le message est clair : le gouvernement du Canada, au nom de tous les Canadiens, compte agir avec fermeté contre les pollueurs. La protection de la santé et du milieu naturel est une des grandes priorités du gouvernement fédéral."

La nouvelle loi exigera de l'industrie de tester et d'évaluer tout nouveau produit chimique quant à ses effets sur l'environnement et la santé avant sa mise en marché au Canada. De plus, le gouvernement aura le pouvoir de régir les substances toxiques tout au long de leur cycle de vie ou de les interdire tout simplement.

En vertu de la loi proposée, le ministre pourrait ordonner aux compagnies de rappeler, à leurs frais, des produits chimiques toxiques; obliger l'industrie à nettoyer les déversements de produits dans l'environnement; et veiller au respect de ces ordonnances. En dernier recours, le gouvernement pourrait lui-même procéder au nettoyage et en facturer le coût aux contrevenants.

Selon la loi, le gouvernement fédéral aurait désormais le pouvoir de prélever des échantillons de produits chimiques en cours de production pour les analyser et d'arrêter temporairement toute activité qu'il juge "dangereuse".

M. McMillan a indiqué que la nouvelle législation ne laisserait plus personne dans le doute pour ce qui est de la détermination du gouvernement fédéral à agir promptement contre ce qu'il a décrit comme le plus grave crime de cols blancs dans ce pays, à savoir la pollution. Il a ajouté que les pollueurs ne pourront plus jamais, au Canada, détériorer impunément notre eau, notre air et notre sol.

Selon la nouvelle loi, les exportateurs de produits chimiques toxiques devront informer les autres pays, lorsqu'ils exportent des produits interdits ou dont l'utilisation est rigoureusement restreinte au Canada. "Cette mesure, de dire le ministre, nous aidera à respecter nos obligations internationales en tant que pays membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Programme des Nations unies pour l'environnement et de l'Organisation mondiale de la santé."

La loi autoriserait le gouvernement fédéral à préparer des lignes directrices nationales sur la qualité de l'environnement et à promulguer des règlements afin de protéger les terres et les eaux qui sont sous sa responsabilité. Le ministre de l'Environnement, en collaboration avec ses collègues fédéraux, aurait également le pouvoir de préparer des règlements sur les ouvrages et entreprises du fédéral qui ne sont pas actuellement réglementés.

M. McMillan a précisé qu'il y aura une série de séances d'information et de consultation publiques dans tout le Canada, entre janvier et mars. Après l'analyse des commentaires, le gouvernement présentera au Parlement la Loi sur la protection de l'environnement pour une première lecture.

Renseignements :

Atlantique

Ed Norrena (902) 426-3593
John Neate (709) 772-5488
Jim Vollmershausen (902) 426-7155

Wayne Eliuk (902) 426-7990

Québec

Gilles Lamoureux (418) 648-4077
George Mezetta (514) 283-7377

Marcelle Girard (418) 648-7204
Clément Dugas (418) 648-7204

Ontario

Kim Shikaze (416) 973-5840

Jeanne Jabanoski (416) 973-1093

Ouest et Nord

Bob Lane (403) 468-8041
Barry Briscoe (204) 949-2961
Margaret Ault-Brackel (403) 468-8018

Sharon Dominik (306) 780-6002
Debbie Griff (403) 468-8073

Pacifique et Yukon

Bernie Heskin (604) 666-6711
Rick Kussat (604) 666-6711

Sheila Ritchie (604) 666-5902

Ottawa-Hull

Environnement Canada

Peter Higgins (819) 997-1298
George Cornwall (819) 997-2375
Glenn Allard (819) 997-1499
Alain Jolicoeur (819) 953-2972

J.P. DesRosiers (819) 997-6822
Rick Pratt (819) 994-1412
Peter Serafini (819) 997-2944

Santé et Bien-être

Dr. Emanuel Somers (613) 954-0291

(Also available in english)



Environnement
Canada

Environmer
Canada



Le droit à un environnement sain

Points saillants du projet de loi sur la protection de l'environnement

*L'honorable Tom McMillan
Ministre de l'Environnement*

Canada

Environ 100 000 substances chimiques sont sur le marché à l'heure actuelle et près de 1 000 nouvelles substances y sont introduites chaque année.

On s'inquiète de ce que les substances chimiques répandues dans l'environnement puissent causer des dommages à l'équilibre fragile dont dépend la vie de l'être humain.

La qualité de notre environnement est essentielle à notre survie et elle ne doit pas être mise en péril par les substances chimiques.

Le projet de loi sur la protection de l'environnement sert de cadre législatif pour assurer une meilleure gestion des substances chimiques, selon une approche globale axée sur leur cycle de vie et mettant l'accent sur la prévention, mais permettant en même temps de s'attaquer plus efficacement aux problèmes existants.

Cette approche permettra de contrôler toutes les étapes du cycle de vie des substances chimiques, depuis la recherche-développement jusqu'à l'élimination, en passant par la fabrication, la mise en marché, le transport, la distribution et l'utilisation. Cette approche s'appliquera à la fois aux nouvelles substances et à celles qui existent déjà.

Les nouvelles substances chimiques seront testées et évaluées avant leur mise en marché. L'industrie devra prouver l'innocuité des nouvelles substances avant leur commercialisation.

Les substances chimiques existantes seront soumises à des évaluations et contrôles plus stricts. À cette fin, les dispositions plus sévères de la Loi sur les contaminants de l'environnement seront intégrées dans la nouvelle législation, et leur application sera renforcée grâce à la collaboration accrue des divers paliers de gouvernement résultant de l'établissement de normes, directives et objectifs nationaux.

La protection de l'environnement est une responsabilité partagée qui incombe à chaque palier de gouvernement, à l'industrie et aux consommateurs. Le projet de loi sur la protection de l'environnement accorde les pouvoirs et prévoit le cadre de travail qui permettront aux divers intervenants de travailler ensemble pour mieux gérer les substances chimiques.

Points saillants

Protéger et améliorer la qualité du milieu naturel par le contrôle, au moyen de cette loi et d'autres lois fédérales, de toutes les étapes du cycle de vie des produits chimiques qui constituent une menace réelle pour la vie humaine.

Exiger que les produits chimiques soient testés et évalués adéquatement.

Établir des mesures de contrôle visant la dispersion éventuelle de produits chimiques au cours de leur fabrication, distribution, utilisation ou élimination.

Autoriser le ministre à intervenir dans les cas d'urgence.

Jouer un rôle de premier plan dans l'établissement de normes cohérentes de la qualité de l'environnement à l'échelle nationale.

Prévoir des sanctions et des peines qui démontrent toute la gravité des effets de la pollution environnementale.

Instituer des règlements pour la protection de l'environnement relative aux terres, aux eaux, aux entreprises et ouvrages fédéraux.

Établir des directives à l'intention des ministères, conseils et organismes fédéraux dans l'exercice de leurs pouvoirs et fonctions.

Nouveaux pouvoirs

- . Contrôle de toutes les étapes du cycle de vie d'une substance
- . Pouvoirs accrus d'inspection et d'enquête
- . Plus grande collecte de renseignements
- . Tests adéquats des nouveaux produits chimiques
- . Intervention directe en cas d'urgence
- . Pouvoir de rappeler des produits
- . Pouvoir d'ordonner la dépollution
- . Notification des exportations

Application et mise en vigueur

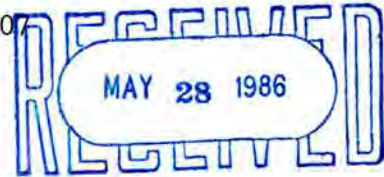
- . Équitables, cohérentes, prévisibles
- . Favorisent le respect de la loi
- . Poursuites rigoureuses contre les contrevenants

Peines

- . Amendes jusqu'à un million de dollars par jour
- . Dirigeants d'entreprise passibles de poursuites en dommages
- . Jusqu'à 5 années de prison
- . Délai de prescription (jusqu'à 2 ans)
- . Obligation de dépolluer ou de payer les coûts de nettoyage
- . Paiement des coûts de l'enquête et des dépens
- . Versement d'une caution

Consultation

- . Distribution au public du texte du projet de loi :
décembre 1986
- . Réunions de consultation : dès janvier 1987
- . Analyse des commentaires : printemps 1987
- . Révision du projet de loi : printemps 1987
- . Dépôt du projet de loi au Parlement pour discussion



Radisson, le 20 mai 1986

Monsieur Tommy Grey
Président
Comité consultatif de l'environnement Kativik
C.P. 9
Kuujjuaq (Québec)
J0M 1C0

objet: Régime de protection de l'environnement
afférant au nouveau village d'Umiujaq

Monsieur,

Par la lettre que vous m'adressiez le 28 avril 1986, vous m'invitiez à participer à la prochaine réunion de votre Comité pour faire connaître mon point de vue sur les difficultés d'appliquer le régime de protection de l'environnement au projet d'Umiujaq.

Malheureusement les dates des 5 et 6 juin retenues pour tenir cette réunion ne me conviennent pas. Les 4 et 5 juin 1986, le Tribunal d'arbitrage sera à Radisson et j'ai été invité à comparaître. Cependant soyez assuré qu'il me fera plaisir de rencontrer les membres de votre Comité à l'occasion d'une autre réunion.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le président du comité directeur
du relogement d'Umiujaq


Roger Beaudoin

RB/cn

SECRETARIAT DES ACTIVITÉS GOUVERNEMENTALES EN MILIEU AMÉRINDIEN ET INUIT

875, Grande-Allée est
Édifice H, 2e étage
QUÉBEC, Qc
G1R 4Y8
(418) 643-3166

1410, rue Stanley, 7e étage
MONTRÉAL, Qc
H3A 1P8
(514) 873-7029

rue James
C.P. 810
RADISSON, Qc
J0Y 2X0
(819) 638-8141

ENGLISH VERSION

Radisson, May 20, 1986

Subject: Environmental protection regime applying
to the new village of Umiujaq

Sir,

In your letter of April 28, 1986, you wrote me to attend the next meeting of your committee in order to inform you of my views on the difficulties in applying the environmental protection regime to the Umiujaq project.

Unfortunately the dates, June 5 and 6, set for this meeting are unsuitable for me. On June 4 and 5, the Arbitration Board will be sitting in Radisson and I am asked to appear before it. However, you may rest assured that I will be pleased to meet the members of your committee at another meeting.

Yours truly

Roger Beaudoin
President
Relocation to Umiujaq Steering Committee

RB/cn



Environnement Canada Environment Canada
Région du Québec Quebec Region

N/réf.: 1165-100-423-4
14

34.4.3
87.260

DIRECTION DES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES

1141, route de l'Église, 6^e étage
C.P. 10100 - Succursale Ste-Foy
Sainte-Foy (Qc) G1V 4H5
Tél.: (418) 648-7592



7 mai 1986

Monsieur Hervé Chatagnier
Secrétaire
Comité consultatif de l'environnement Kativik
Case postale 9
KUUJJUAQ (QC)
JOM 1C0

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint un exemplaire d'un document préparé par le Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale.

L'objet du document est de formuler les priorités et les sujets de recherche fondamentaux qui permettront au Conseil d'élaborer et de réaliser un programme de recherche pour les années à venir.

Le document vise à faire connaître le Conseil et à susciter le dialogue entre les personnes qui veulent faire de l'évaluation des incidences environnementales un instrument plus efficace pour les décideurs.

Nous espérons que ce document saura vous intéresser.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le directeur,

Claude Saint-Charles

HM/NL

p.j. Rapport "Orientations et thèmes de recherche"

Canada



Le ministre de l'Environnement

Sainte-Foy, le 28 octobre 1985

Monsieur Tommy Grey
Président
Comité consultatif de l'environnement
Kativik
C.P. 9
Kuujjuaq, QC
JOM 1C0

Monsieur le président,

J'ai pris connaissance avec intérêt de votre lettre du 13 août dernier et de la résolution qui l'accompagnait. Je suis heureux de constater que l'application du processus d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social au nord du 55e parallèle soit dans son ensemble satisfaisante.

En ce qui regarde les lacunes que vous soulevez, je vous fais part des commentaires suivants:

Le calendrier

J'ai pu constater avec vous que certains projets ont été transmis au dernier moment et que la Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK) a dû faire diligence pour analyser les documents et prendre sans délai les décisions nécessaires. J'admets avec vous qu'il ne s'agit pas de la procédure idéale pour permettre à la CQEK de réaliser un travail conforme à ses responsabilités.

Dans ce contexte, j'ai demandé au coordonnateur du ministère auprès de l'assemblée des coordonnateurs des activités ministérielles en milieu amérindien et Inuit de faire les démarches voulues pour que les ministères impliqués dans le développement du nord ou leurs sous-traitants prennent les mesures nécessaires pour s'assurer que le moment de présentation des projets tienne compte des délais nécessaires à l'application adéquate du régime d'environnement.

Suivi des projets

La représentation du ministère auprès de la CQEK comprend un membre de la direction régionale qui est normalement impliqué dans les activités de surveillance et de suivi des projets soumis à la CQEK. Il est alors loisible à la Commission d'obtenir de ce fonctionnaire les données jugées pertinentes pour la poursuite de son travail. D'ailleurs, il est déjà d'usage que de telles données soient rendues disponibles sur demande lorsque la Commission le juge nécessaire.

Langue de travail

Je comprends votre préoccupation de vous assurer que les membres Inuit à la Commission puissent comprendre le mieux possible les études soumises en vue de l'autorisation de divers projets. Nous allons donc continuer à inciter les promoteurs à présenter au moins le résumé de l'étude d'impact en anglais en même temps que cette étude d'impact.

Représentation au sein de la CQEK

Pour faire suite à la demande de l'Administration régionale Kativik, j'ai fait autoriser par le Conseil du trésor un transfert de fond qui permettra à l'ARK de continuer son travail sur la CQEK.

Veillez agréer, Monsieur le président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



ADRIEN OUELLETTE
Ministre

Le ministre de l'Environnement

Sainte-Foy, October 28 1985

Mr. Tommy Grey
Chairman,
Kativik Environmental
Advisory Committee
C.P. 9
Kuujuaq, QC
J0M 1C0

Dear Sir,

I was interested to read your letter of August 13 as well as the resolution accompanying it. I am pleased to note that the application of the environmental and social impact evaluation procedure for the area north of the 55th parallel is satisfactory on the whole.

With respect to the weaknesses you mention, I would like to share the following comments:

Timing

I have also noticed that certain projects were submitted at the last minute and that the Kativik Environmental Quality Commission (KEQC) had to hasten to analyze the documents and make the necessary decisions immediately. I agree with you that this is not the ideal procedure for allowing the KEQC to carry out its work as its responsibilities require.

In this context, I have asked the department's coordinator on the assembly of coordinators for departmental activities in the Amerindian and Inuit milieu to take the steps required for the departments (or their representatives) involved in the development of the North to use all measures necessary to ensure that the timing of project submission takes into account the time required for adequately applying the environmental regime.

Project Follow-up

The department's representative on the KEQC includes a member of the regional office that is normally involved in monitoring and following up projects submitted to the KEQC. The Commission is therefore quite free to ask this civil servant for all data considered relevant for carrying out its work. Moreover, the practice of making such data available upon request when the Commission deems it necessary has already been applied.

Working Language

I sympathize with your concern for ensuring that the Commission's Inuit members be able to understand as best possible the impact studies submitted for the authorization of various projects. We will therefore continue to encourage promoters to submit at least a summary of the impact study in English at the same time as they submit the study.

Representation within the KEQC

Subsequent to the Kativik Regional Government's request, I have had a transfer of funds authorized by the Conseil du trésor to permit the KRG to continue its work on the KEQC.

Sincerely,

ADRIEN OUELLETTE
Minister

ᑎᑎᑎᑎ ᓄᓇᑭᑦ ᑕᑦᑭᓃᑦ ᑕᑦᑭᓃᑦ ᑕᑦᑭᓃᑦ ᑕᑦᑭᓃᑦ ᑕᑦᑭᓃᑦ

comité consultatif de l'environnement KATIVIK
KATIVIK environmental advisory committee

C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

August 13, 1985

M. Adrien Ouellette
Minister
Ministère de l'Environnement
3900, rue Marly
Ste-Foy, Québec
G1X 4E4

Mister Minister,

I am pleased to forward you the resolution no. 85-1 of the Kativik Environmental Advisory Committee. This resolution concerns the application of the Québec environmental and social impact assessment and review procedures north of the 55th parallel.

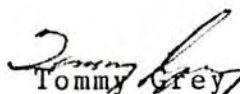
One of the principal mandates of the Committee is to examine and make recommendations with respect to the environmental and social impact assessment and review procedures. In accordance with this mandate, the Committee reviewed the implementation of these procedures which included consultations with the Kativik Environmental Quality Commission.

Following this review, the Committee is of the opinion that the implementation of the environmental impact assessment regime has been pursued in a satisfactory manner and according to the spirit of the Environment Quality Act. There are, however, several deficiencies in the regime which, while not major, deserve to be pointed out.

The Committee, through this resolution, has identified certain elements of the regime which hinders its efficient application. The Committee also recommends measures which it deems appropriate in order to resolve these issues.

Thanking you in advance for your cooperation, I remain,

Sincerely yours,


Tommy Grey
Chairman

comité consultatif de l'environnement KATIVIK
KATIVIK environmental advisory committee

C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

At its regular meeting of July 5, 1985, the Kativik Environmental Advisory Committee adopted the following resolution:

Resolution No 85-1

- WHEREAS** the Kativik Environmental Advisory Committee has the mandate to oversee the administration and management of the Environmental and Social Protection regime through the free exchange of respective views, concerns and information;
- WHEREAS** the Committee has the mandate to examine and make recommendations respecting the Environmental and Social impact assessment and review mechanisms and procedures for the Region;
- WHEREAS** the Committee, at its 28th sitting, consulted the Kativik Environmental Quality Commission to determine the nature and efficiency of the application of the Quebec environmental and social impact assessment and review procedures;
- WHEREAS** after consultation with the Commission and following a review of the impact assessment and review procedures it has become apparent to the Committee that several deficiencies exist with respect to the implementation of the procedures;
- WHEREAS** these deficiencies and the ensuing recommendations of the Committee are enclosed in Annex A.

IT IS HEREBY RESOLVED

to bring to the attention of the Minister of the MENVIQ,
the Committee's report and recommendations on the
implementation of the environmental and social impact
assessment and review procedures.

Proposed by: Jacques Giguère
Seconded by: Tommy Grey
Adopted unanimously

CERTIFIED EXCERPT CONFORM to the original
of the minutes of the meeting of July 5, 1985

Date: *August 13, 1985*

By: *Hervé Chatagnier*
Hervé Chatagnier
Secretary

APPENDIX A

The implementation of the environmental and social impact
assessment and review procedure: Report to the Minister of
Environnement Québec

The Kativik Environmental Advisory Committee

June 1985

1. Introduction

One of the principal mandates of the Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) is to examine and make recommendations respecting the environmental and social impact assessment and review mechanisms and procedures for the region of Northern Quebec situated north of the 55th parallel. This mandate is accorded to the KEAC by Section 23.5.27 of the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA) and by Section III, article 175 of the Environment Quality Act.

For all practical purposes, the environmental and social impact assessment and review procedures for the Kativik region was initially implemented in January 1980 with the review of the Great-Whale hydroelectric complex by the Kativik Environmental Quality Commission (KEQC). Since that time, the KEQC has reviewed a number of projects ranging from municipal solid waste disposal sites to the creation of a new community.

Since its inception, the KEAC has been closely informed of the activities of the KEQC with respect to the implementation of the environmental and social impact assessment and review procedures. The exchange of information between these two committees has been facilitated by the sharing of a common secretariat. The KEAC has also informed possible proponents of these procedures through the publication of an information brochure and through meetings and written correspondence with the proponents themselves.

In general terms, the KEAC is pleased to report that the environmental and social protection regime has functioned well and according to the spirit and letter of the JBNQA and the Environment Quality Act.

The majority of proponents in the region have followed the procedure when a certificate of authorization was required from the MENVIQ. The Commission in turn has reviewed the preliminary information, proposed guidelines for an impact study when required and reviewed the impact study. Following a review of the project and its impact study, the Commission has then issued a decision. Inuit participation in the decision making process is ensured by the presence of four members chosen by the Kativik Regional Government.

Although the regime has generally been functioning well, there still exist several deficiencies. The purpose of this report

is to bring these deficiencies to the attention of the MENVIQ and to present the KEAC recommendations for their resolution.

2. Deficiencies

2.1 The timing of the environmental and social impact assessment and review procedure

The timing of the proponent's Northern Quebec project submission is critical. Unlike the other regions of Quebec, proponents of projects in the north must plan to ship the required hardware by boat. Contracts, call for tenders, submissions, etc. must be completed several months prior to the July-August departure of the supply boat carrying the necessary equipment and materials for the project to the north. Failure to complete the administrative requirements early on will delay the project for one year and may jeopardize its execution.

Proponents of projects often submit their impact studies and sometimes even the preliminary information to the MENVIQ for review by the KEQC shortly before the deadline for the completion of administrative procedures. As a result, the Commission must often react within a totally unrealistic time frame or face the prospect of having the project delayed for a year." This foreshortened review period severely limits the Commission's capacity to evaluate a project and to consult the potentially impacted groups. Should the Commission decide to use the ninety days (forty-five in the case of a "grey zone" project) accorded by law to evaluate a project it risks being falsely accused of delaying the project.

To avoid the conflicts described above, it is essential that the proponent submit his project to the MENVIQ sufficiently in advance so as to enable the environmental and social impact assessment and review procedure to be fully applied before the proponent's deadline. Although it may vary with the nature of each project, the review procedure ususally requires a minimum of six months, beginning with the proponents initial request for authorization of a project and ending with the deliverance of a certificate of authorization by the MENVIQ.

Recommendations

The repeated initiatives by both the KEAC and the KEQC to inform potential proponents of the time frames involved in the

environmental and social review procedure have had mixed results. Many proponents still do not realize the importance of submitting their project to the MENVIQ well before the deadline for obtaining a permit.

The Committee recommends the following solutions:

- That the MENVIQ compile a list of potential proponents and inform them that the required requests for certificates of authorization must be submitted to the MENVIQ prior to January for projects proposed during that year.
- That the MENVIQ inform the potential proponents that, for any requests submitted after January, a certificate of authorization will not be guaranteed before the summer of that year.
- That the MENVIQ enforce Section 193 of the Environment Quality Act which states that if a development is subject to the assessment and review process, then the process must be completed and a decision made on the fate of the project and on the conditions under which the development should proceed. This decision and its conditions must be rendered before any government funds or loans are freed, save if the Minister responsible for such funds or loans decides otherwise.

2.2. Follow-up and inspection of projects after the deliverance of a certificate of authorization

After the decision of the KEQC is submitted to the MENVIQ, a certificate of authorization is granted by the MENVIQ to the proponent incorporating the conditions imposed by the KEQC. A copy of this certificate is transmitted to the KEQC for information. The follow-up often ends there however, and the KEQC is usually not appraised of the compliance of the project with the actual certificate. Additional information relating to the evaluation of the value and effectiveness of the conditions do not reach the Commission. It is obvious that this type of evaluation would benefit the KEQC in its review of other projects.

Recommendations

The Committee therefore recommends that the field project inspection report produced by MENVIQ officials be made available to the KEQC. Furthermore, the Committee recommends that the inspection report contain a description of the effectiveness of the conditions imposed by the KEQC and their impact on the realization of the project. In the case of a large scale project, or one in which the foreseen impacts are important, the establishment of a comprehensive monitoring structure should be considered. The establishment of such a structure should be integrated into the guidelines forwarded to the proponent for the preparation of the impact study or be a condition of authorization of the project.

2.3 Working language of the KEQC

The KEQC is presently composed of three Inuit representatives appointed by the Kativik Regional Government. In accordance with the spirit of the JBNQA and the Environment Quality Act, Inuit representatives have played an essential role on the KEQC. As stated in Section 186 of the Environment Quality Act, the participation of all the inhabitants of the Kativik region with respect to the application of the environmental and social regime is one of the three guiding principles of the KEQC. The Inuit members have proven to play a major role in respecting this principle.

The particular knowledge of the Inuit members concerning many aspects of the territory and their capacity to communicate the activities of the KEQC to the northern population has been an important factor contributing to the efficiency of the KEQC. However, these members have often been faced with the difficult task of having to review impact studies produced in a language that they cannot understand. Although the KEQC, through various means, ensures that all its members understand the essential contents of an impact study, the Inuit members are placed at a severe disadvantage when faced with the task of thoroughly reviewing a project.

Recommendations

Because of present language laws in Quebec, proponents cannot be obliged to produce impact statements in English. The Committee proposes, however, that, in its guidelines, the MENVIQ request that the proponent provide, as a minimum, a

summary of the impact study in either English or Inuktituk. Furthermore, the Committee recommends that the summary be made available to the KEQC at the same time as the final impact study.

2.4 Representation on the KEQC

As stated above, representatives appointed by the Kativik Regional Government to the KEQC play a crucial role through their unique expertise and their capacity to communicate effectively with the northern population. The effectiveness of Kativik representation on the Commission has been due, to a large extent, to the capacity of the Kativik Regional Government to recruit representatives from the exterior (ie. outside of the pool of civil servants from the KRG).

Recruitment from the outside has enabled the KRG to hire competent persons from different regions. These individuals have already proven themselves and are well respected in the Inuit communities. This action has enabled the KEQC to establish and maintain a high level of credibility amongst both northern and southern groups. As is usually the case elsewhere, it is difficult, if not impossible, to recruit and retain outside expertise without adequate remuneration. In the past, the Kativik Regional Government has obtained funds for participation on environmental committees from the Ministry of Municipal Affairs (MAM).

Recommendations

In light of the transfer of responsibilities for the funding of Kativik representation on the KEQC from the MAM to the MENVIQ, the Committee recommends that the MENVIQ provide the Kativik Regional Government with sufficient funding for the travel expenses and remuneration of its KEQC members. This funding should be at a level which would allow for the KEQC to maintain the high standard of Kativik representation and to fulfill its obligations as stated in Section 182 of the Environment Quality Act.

87.260 29.4.1

ᐅᑎᑎᑦ ᐅᑎᑎᑦ ᐅᑎᑎᑦ ᐅᑎᑎᑦ ᐅᑎᑎᑦ ᐅᑎᑎᑦ ᐅᑎᑎᑦ ᐅᑎᑎᑦ ᐅᑎᑎᑦ ᐅᑎᑎᑦ ᐅᑎᑎᑦ ᐅᑎᑎᑦ

comité consultatif de l'environnement KATIVIK
KATIVIK environmental advisory committee
C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

MEMO

TO : The KEAC members
FROM : Hervé Chatagnier, Secretary
DATE : May 28, 1985
RE : Review of the environmental and social impact assessment and review procedure

You will find enclosed, for discussion at the meeting of June 11-12 in Ottawa, a draft of the Committee's report on the environmental and social impact assessment and review procedure following our discussions with the Chairman of the KEQC.

Please note that this is only a draft and that the recommendations are only suggestions for discussion.

Yours truly,

Hervé Chatagnier

Hervé Chatagnier
Secretary

Draft Resolution No _____

WHEREAS the Kativik Environmental Advisory Committee has the mandate to oversee the administration and management of the Environmental and Social Protection regime through the free exchange of respective views, concerns and information;

WHEREAS the Committee has the mandate to examine and make recommendations respecting the Environmental and Social impact assessment and review mechanisms and procedures for the Region;

WHEREAS the Committee, at its 28th sitting, consulted the Kativik Environmental Quality Commission to determine the nature and efficiency of the application of the Quebec environmental and social impact assessment and review procedures;

WHEREAS after consultation with the Commission and following a review of the impact assessment and review procedures it has become apparent to the Committee that several deficiencies exist with respect to the implementation of the procedures;

WHEREAS these deficiencies and the ensuing recommendations of the Committee are enclosed in Annex A.

IT IS HEREBY RESOLVED

to bring to the attention of the Deputy-minister of the Ministère de l'Environnement the Committee's report and recommendations on the implementation of the environmental and social impact assessment and review procedures.

APPENDIX A

The implementation of the environmental and social impact assessment and review procedure: Report to the Deputy-minister of the Ministère de l'Environnement du Québec

Internal draft for discussion only

The Kativik Environmental Advisory
Committee

June 1985

1. Introduction

One of the principal mandates of the Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) is to examine and make recommendations respecting the environmental and social impact assessment and review mechanisms and procedures for the region. This mandate is accorded to the KEAC by Section 23.5.27 of the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA) and by Section III, article 175 of the Loi sur la qualité de l'environnement.

For all practical purposes, the environmental and social impact assessment and review procedures for the Kativik region began to be implemented with the review of the Great-Whale hydroelectric complex by the Kativik Environmental Quality Commission (KEQC) in January 1980. Since that time, the KEQC has reviewed a number of projects ranging from municipal solid waste disposal sites to the creation of a new community.

Since its inception, the KEAC, through regular activity reports and other means, has been closely informed of the activities of the KEQC with respect to the implementation of the environmental and social impact assessment and review procedures. It has also attempted to inform possible proponents of projects of these procedures through the publication of an information brochure as well as other means.

In general terms, the KEAC is pleased to report that the environmental and social protection regime has been functioning well and according to the spirit and letter of the JBNQA and the Loi sur la qualité de l'environnement. The majority of proponents in the region follow the procedure when a certificate of authorization is required from the MENVIQ. The Commission in turn reviews the preliminary information, proposes guidelines for an impact study when required and reviews the impact study. A decision of the Commission is then forthcoming, based on the review of the project and its impact study. What is particularly noteworthy is the level of Inuit participation in the decision making process.

In spite of the fact that the regime has been functioning well in general terms, several deficiencies in the regime exist and the purpose of this report is to bring these deficiencies to the attention of the Ministère de l'Environnement along with recommendations that attempt to resolve them.

2. The timing of the environmental and social impact assessment and review procedure

The timing of a proponent's planification of a project in Northern Quebec is critical. Unlike the other regions of Quebec, proponents of projects in the north which involve equipment and materials must plan to ship the required hardware by boat. Contracts, call for tenders, submissions etc. must be completed several months before the departure of the boat carrying the necessary equipment and materials for the project to the north. As boats leave the south in August, administrative requirements must be fulfilled several months earlier in order not to jeopardize the execution of a project for one year.

Proponents of projects, for a multitude of reasons, often submit their impact studies and sometimes even the preliminary information to the MENVIQ for review by the KEQC shortly before the deadline for the completion of administrative procedures. As a result, the Commission must often react within a totally unrealistic time frame or face the prospect of having the project delayed for a year. This severely limits the Commission's capacity to evaluate a project and consult the groups affected by it. Should the Commission decide to use the ninety days (forty-five in the case of a "grey zone" project) accorded by law to evaluate a project it risks being falsely accused of delaying the project.

In order to avoid the conflicts described above, it is essential that the proponent submit his project to the MENVIQ sufficiently in advance so as to enable the environmental and social impact assessment and review procedure to be fully applied before the proponent's deadline. Although it may vary with the nature of each project, the review procedure ususally requires a minimum of six months, beginning with the proponents initial request for authorization of a project and ending with the deliverance of a certificate of authorization by the MENVIQ.

2.1 Recommendations

The repeated initiatives by both the KEAC and the KEQC to inform potential proponents of the time frames involved in the environmental and social review procedure have had mixed results. Many proponents still do not realize the importance of submitting their project to the MENVIQ well before the deadline for obtaining a permit.

The Committee recommends the following several steps which should help to resolve the situation:

- o That the MENVIQ compile a list of potential proponent's and inform them that a request for a certificate of authorization, if required, be submitted to the MENVIQ by January for projects proposed for that year.
- o That the MENVIQ inform the potential proponent's that any requests submitted after January might cause unnecessary delays in that a certificate of authorization cannot be guaranteed before the summer of that year.
- o That the MENVIQ enforce Section 193 of the Environment Quality Act which states that if a development is subject to the assessment and review process, then the process must be completed and a decision made as to whether or not and upon what terms the development should proceed before any government funds or loans are given, save if the Minister responsible for such funds or loans decides otherwise.

3. Follow-up and inspection of projects after the deliverance of a certificate of authorization

After the decision of the KEQC is submitted to the MENVIQ, the latter follows-up the decision with the deliverance of a certificate of authorization to the proponent incorporating the conditions imposed by the KEQC. A copy of this certificate is transmitted to the KEQC for information. The follow-up usually ends there however, and the KEQC is usually not informed as to whether or not the project was actually realized in conformity with the certificate. This information, as well as information relative to the implementation of a project and specifically whether or not the conditions imposed upon it have proven beneficial could be of importance to the Commission in its review of other projects of a similar nature.

3.1 Recommendation

The Committee therefore recommends that the inspection report produced by MENVIQ officials after the inspection of a project be made available to the KEQC as information. Furthermore, the Committee recommends that the inspection report contain a description of the effect of the conditions imposed by the KEQC, if any, on the realization of the project.

4. Working language of the KEQC

The KEQC is presently composed of three Inuit representatives appointed by the Kativik Regional Government. In accordance with the spirit of the JBNQA and the Environment Quality Act, Inuit representatives have played an essential role on the KEQC. As stated in Section 186 of the Environment Quality Act, the participation of all the inhabitants of the Kativik region with respect to the application of the environmental and social regime is one of the three guiding principles of the KEAC and the KEQC. The Inuit members have proven to play a major role in respecting this principle.

Their particular knowledge of the territory and their capacity to communicate the activities of the KEQC to the northern population has been an important factor contributing to the efficiency of the KEQC. However, these members have often been faced with the difficult task of having to review impact studies produced in a language that they cannot understand. Although the KEQC, through various means, ensures that all its members understand the essential contents of an impact study, the Inuit members are placed at a severe disadvantage when faced with the task of thoroughly reviewing a project.

4.1 Recommendations

Because of present language laws in Quebec, proponents cannot be obliged to produce impact statements in English. The Committee proposes, however, that, in its guidelines, the MENVIQ request that the proponent provide, as a minimum, a summary of the impact study in either English or Inuktituk. Furthermore, the Committee recommends that the summary be made available to the KEQC at the same time as the final impact study.

5. Representation on the KEQC

As stated above, representatives appointed by the Kativik Regional Government to the KEQC play a crucial role through their unique expertise and their capacity to communicate effectively with the northern population. The effectiveness of Kativik representation on the Commission has been due, to a large extent, to the capacity of the Kativik Regional Government to recruit representatives from the exterior (ie. outside of the pool of civil servants from the KRG).

Recruitment from outside the KRG has enabled the latter to hire competent persons from different regions which have already proven themselves and which are well respected in the Inuit communities. This has enabled the KEQC to establish and maintain a high level of credibility amongst both northern and southern groups. As is usually the case elsewhere it is difficult, if not impossible to recruit outside expertise without adequate remuneration for their services. In the past, the Kativik Regional Government has obtained its funding for participation on environmental committees from the MAM. Included in this budget were the travel expenses of the Kativik members as well as their remuneration for services rendered.

5.1 Recommendations

In light of the transfer of responsibilities for the funding of Kativik representation on the KEQC from the MAM to the MENVIQ, the Committee recommends that, in order to maintain the high standard of Kativik representation, the MENVIQ provide the Kativik Regional Government with sufficient funding for the travel expenses and remuneration of its KEQC members in such a way as to enable the latter to fulfill its obligations as stated in Section 82 of the Environment Quality Act.



Bureau du sous-ministre associé (Mines)

Québec, le 23 novembre 1983



M. Michael Barrett
Président
Comité de l'environnement Kativik
C.P. 9
Kuujuuaq, QC
JOM 1CO

Sujet: Procédures d'évaluation et d'examen des impacts sur
l'environnement et le milieu social.

Monsieur,


Nous accusons réception par la présente de votre lettre du 26 octobre 1983 adressée à M. Bernard Arseneault concernant le sujet mentionné en rubrique. Nous vous remercions aussi pour les documents qui l'accompagnaient.

Nos services miniers travaillent déjà en étroite collaboration avec le ministère de l'Environnement pour la mise en application de la Loi sur la qualité de l'environnement dans le nord du Québec. Nul doute que votre document intitulé: "Le régime de protection de l'environnement et du milieu social au nord du 55ième parallèle" contribuera à leur faciliter la tâche de renseigner l'industrie minière à ce sujet.

.../2

Je profite de l'occasion pour vous signaler que l'industrie minière a acquis, au cours des dernières années, comme nous tous d'ailleurs, une meilleure connaissance du besoin de protéger l'environnement. Nous sommes très heureux de noter qu'elle est très sensible à la poursuite de cet objectif et prête à y collaborer.

Veillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.



PEG/ec

Paul E. Grenier

c.c. MM. Pierre O. Perron
Yvan Godbout
Jacques Lebuis
Bernard Arseneault



ᐅᑎᐃᐅ ᓄᓄ ᑕᑕᑕᑕᑕᑕ ᐅᑕᑕᑕᑕᑕᑕ

Administration Régionale KATIVIK Regional Government
P.O. Box 9, KUJJUAQ (Fort Chimo), Quebec J0M 1C0

November 1st, 1983

Mr. Michael Barrett
Chairman
Kativik Environmental Advisory Committee
P.O. Box 9
Kuujuuaq (Quebec)
J0M 1C0

RE: Solid and liquid waste disposal sites
O/Ref.: 53.001 - 87.005

Dear Michael:

As you know, sanitary conditions in our communities are unacceptable. Many solid waste disposal sites need to be relocated or upgraded and, to the best of my knowledge, no municipality has neither wastewater treatment nor a suitable site to dispose of wastewater. Steps are presently being taken by M.A.M., K.R.G. and the municipalities to provide for adequate sanitary infrastructures in the next five years and these infrastructure projects must go through the environmental and social impact assessment and review procedures. It is therefore important that everyone involved (M.A.M., K.R.G., the municipalities, the contracting engineers, MENVIQ) be fully aware of these procedures in their planification.

I was pleased to learn of the recent efforts of the K.E.Q.C. and the K.E.A.C. to clarify the procedures involved to relocate and/or establish solid and liquid waste disposal sites in our communities. It appears that the publication of information brochures by the K.E.Q.C. and the K.E.A.C. have identified the steps necessary to obtain the required authorizations. Furthermore, I understand that these procedures were discussed at one of your recent meetings of the K.E.A.C. in which M.A.M. and MENVIQ representatives were present.

...2

Mr. Michael Barrett

- 2 -

1983-11-01

I feel that one aspect of the procedure requires further clarification, however. It is important that K.R.G. and the municipalities, acting as proponents for these projects, know precisely what is required to obtain the final authorizations from MENVIQ once a sanitary infrastructure project has been approved by the K.E.Q.C. In particular, we wish to clarify the breadth of the mandate of MENVIQ with respect to the plans and specifications of these projects.

I therefore request that you take the necessary action to clarify this situation and would suggest that the K.E.A.C. might be the appropriate forum by which to do so.

Yours truly,



Willie Makiuk
Chairman

WM/ng

ᑕᑎᑎᑎ ᑕᑎᑎᑎ ᑕᑎᑎᑎ ᑕᑎᑎᑎ ᑕᑎᑎᑎ ᑕᑎᑎᑎ ᑕᑎᑎᑎ ᑕᑎᑎᑎ

comité consultatif de l'environnement KATIVIK
KATIVIK environmental advisory committee
C.P. 9, KUUIJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

Le 26 octobre 1983

M. Bernard Arsenault
Coordonnateur ministériel
en milieu amérindien et inuit
Ministère de l'Energie et Ressources
200 B, Chemin Ste-Foy, 8e étage
Québec, Québec
G1R 4X7

Sujet: Procédures d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social
N/Ref: 87.005

Monsieur,

Lors de son assemblée du 22 septembre 1983, le Comité consultatif de l'environnement Kativik a tenté de faire le point sur la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social au nord du 55ième parallèle.

Il est venu à notre attention que plusieurs promoteurs de projets au nord du 55ième parallèle n'étaient pas suffisamment informés des démarches nécessaires auprès du Ministère de l'environnement afin d'obtenir les autorisations requises pour la réalisation de leurs projets. Il nous semble important que votre ministère, ayant une présence dans le Nord québécois en ce qui a trait à l'exploitation et l'exploration minière, soit pleinement informé de ces démarches.

Afin de fournir aux promoteurs de projets une meilleure connaissance des procédures existantes d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, le Comité a récemment publié une brochure que vous trouverez ci-jointe. Je profite également de cette occasion pour vous faire parvenir le dernier rapport annuel (1982-83) de Comité.

Nous espérons que ces informations pourront permettre à votre ministère de tenir compte des procédures environnementales lors de la planification de projets au nord dy 55ième parallèle.

Veillez agréer, M. Arsenault, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Barrett', with a stylized flourish extending to the right.

Michael Barrett
Président

MB/eb

P.J.

ᑲᑎᑲᑦ ᑭᑭᑦᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ

comité consultatif de l'environnement KATIVIK
KATIVIK environmental advisory committee
C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

Le 31 août 1983

M. Jean-Guy Blouin
Directeur
SANA
Ministère des Affaires municipales
Edifice Cook-Chauveau
20, avenue Chauveau
QUEBEC (Québec)
G1R 4J3

N/Réf.: 87.005

Monsieur,

Faisant suite à votre conversation téléphonique du 29 août avec M. Hervé Chatagnier, il me fait plaisir de vous inviter à la prochaine réunion du Comité consultatif de l'environnement Kativik qui aura lieu le 22 septembre 1983. Veuillez trouver ci-joint une copie de l'ordre du jour.

Le but de cette réunion est de faire le point sur le programme d'amélioration et de relocalisation des dépotoirs et des systèmes de traitement des eaux usées dans les municipalités se situant au nord du 55^e parallèle. Plus spécifiquement le Comité souhaiterait être informé des plans prévus par votre ministère en ce qui a trait à la relocalisation des dépotoirs et à l'implantation des systèmes de traitement des eaux usées.

De plus, le Comité souhaiterait faire le point sur les procédures existantes prévues afin d'obtenir les autorisations du ministère de l'Environnement pour la construction de tels projets.

...2

M. Jean-Guy Blouin

- 2 -

1983-08-31

Veillez contacter M. Hervé Chatagnier afin de confirmer votre présence. En terminant, je vous remercie à l'avance de votre collaboration et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Barrett', with a stylized flourish at the end.

Michael Barrett
Président

MB/ng

c.c.: M. Hervé Chatagnier, secrétaire, KEAC.

NASKAPI LANDHOLDING CORPORATION

275 St-Jacques, Suite 50
Montreal, Quebec H2Y 1M9

87.005

C.G.A

15 August 1983

Dr. Peter Jacobs,
Chairman,
Environmental Quality Commission
Université de Montréal
Faculté de l'aménagement
5829, rue Darlington
Montréal, Quebec
H3T 1T2



RE: Proposed extension of landing strip
at Lake Brisson

Dear Peter,

I was pleased to meet you in Montreal on 12 August 1983 to discuss the above-cited development and, more particularly the role that the Environmental Quality Commission (E.Q.C.) has played.

Naturally, I was pleased to learn from you that, despite the minimal delays granted to it, the E.Q.C. had managed to follow substantially the procedures set forth in the James Bay and Northern Québec Agreement (J.B.N.Q.A.) and the related laws and regulations.

In the light of the information that you gave me, I feel able to offer a qualified apology for some of the inaccuracies respecting the role played by the E.Q.C. contained in our document "Position of the Naskapis of Québec with respect to the proposed extension of the landing strip at Lac Brisson. July 1983."

Our apology is qualified for two reasons: first, the language of our text was guarded, including such clauses as "as far as the Naskapis can determine", and "we are not aware". It was guarded because, despite our best efforts, we had not been able to contact any representative of the E.Q.C., and because we did not

Dr. Peter Jacobs

15 August 1983

exclude the possibility that the E.Q.C. (and others) had taken actions of which we were unaware.

Second, prior to our meeting, we had not been informed of any of the steps that the E.Q.C. had taken or of the fact that the decision of the E.Q.C. was conditional upon the Naskapis' being permitted to exercise their rights under Paragraph 23.3.27 of the J.B.N.Q.A.

In the very special circumstances surrounding the treatment of the Lac Brisson file, we should continue to maintain that the reaction of the Naskapis was moderate, reasonable, and understandable.

It was not intended, however, to reflect any belief on the part of the Naskapis of a dissatisfaction with the performance of the E.Q.C. in general or any lack of confidence in the abilities and integrity of that Commission or its members.

Despite our meeting, we persist in our belief that further attention should be paid to the alternatives to extending the landing strip at Lac Brisson in conformity with Sub-paragraph 23.3.19d.

We are prepared to concede for purposes of the present argument that the adverse effects on the physical environment of extending the landing strip to 1 600 m may not be severe. It follows, therefore, that there can be little difference - in terms of effects on the physical environment - between extending it to 1 000 m or 1 600 m. We would be prepared to discount, therefore, a shorter landing strip as being an alternative worth studying by the E.Q.C.

Equally, however, it seems to us to be reasonable to assume that the adverse effects of not extending the length of the landing strip will be non-existent, whereas extending it will have some adverse effects.

In this context we cannot discount the possibility that the development of the ore at Lac Brisson might not proceed, and that we should then be left with an abandoned landing strip 1 600 m long, which would be at the least aesthetically displeasing, if not otherwise undesirable.

We suggest therefore that the costs and feasibility of attaining the promoter's objective of evacuating 400 tons of ore by means of smaller aircraft be studied in conformity with the question posed at Sub-paragraph 3.1.2 of our above-cited document.

Dr. Peter Jacobs

15 August 1983

We are not, of course, privy to official information concerning the activities of the parties operating at Lac Brisson.

We understand, however, from informed sources that, as of 6 August 1983, work on extending the landing strip had not begun.

We understand further that 400 tons of ore could reasonably be taken out from Lac Brisson by a plane as small as a Twin Otter or even a Single Otter, the payload of which, when "stripped down", is comparable to that of a Twin Otter.

We have heard reports that some ore may already have been taken out in a Twin Otter, although we have no means of verifying this.

We hope that the various comments that we made in our document and the questions that we asked will be dealt with by the E.Q.C., at least in as far as it lies within the competence of the E.Q.C. to deal with them.

We appreciate, however, that the E.Q.C. may not be able to meet in the immediate future.

We request, therefore, that a study be undertaken to obtain an adequately documented answer to the question whether the objectives of the present, exploratory and testing phase of the possible development of the ore deposits at Lac Brisson could not be met without extending the length of the landing strip there.

Such a study should compare principally the costs of using small and large aircraft, including the savings that would be made by not extending the landing strip this year.

We appreciate the information and the cooperation that we have received from you in the name of the E.Q.C.

You will shortly receive the French version of this letter.

Yours truly,



Paul F. Wilkinson

PFW:ng

c.c. Mr. W. Swappie, President, Naskapi Landholding Corporation
 Mr. J. Guanish, Chief, Naskapi Band Council
 Mr. S. Einish, President, Naskapi Development Corporation
 Ms. D. Geoffroy, Executive Director, Naskapi Development Corporation
 Me R.A. Pratt, Legal Counsel
Mr. Michael Barrett, Kativik Environmental Advisory Committee

POSITION OF THE NASKAPIS OF QUEBEC
WITH RESPECT TO THE
PROPOSED EXTENSION OF THE LANDING STRIP
AT LAC BRISSON

275 St-Jacques
Suite 50
Montreal, Quebec
H2Y 1M9

P.O. Box 970
Matimekosh Reserve
Schefferville, Quebec
G0G 2T0

July 1983

1.0 INTRODUCTION

On 23 June 1983 M. R. Maranda of the Ministère de l'Energie et des Ressources du Québec called Chief Joseph Guanish of the Naskapis de Schefferville Band and Dr. Paul F. Wilkinson, an advisor to that Band.

M. Maranda described briefly the proposal to extend the length of a landing strip near Lac Brisson from 500m to 1 600m. He asked the preceding persons if the Naskapis could communicate their position with respect to the landing strip prior to a meeting of the Environmental Quality Commission (E.Q.C.) to be held on 28 June 1983.

After consulting Chief Guanish, Dr. Wilkinson sent the following reply by telegram to M. Maranda on 23 June 1983:

"The present is pursuant to our telephone conversation of 23 June 1983 and to your two telephone conversations with our office in Schefferville.

On behalf of the Naskapis, I wish to confirm by the present that your Department has initiated discussions with the Naskapis of Schefferville concerning the landing strip at Lac Brisson. It has been agreed that you will forward the documents that we require to me no later than Tuesday of next week. I am going to Schefferville on Wednesday of next week. I shall meet the Naskapis on Thursday in order to discuss the development project in question.

As promised by Chief Guanish, the Naskapis will do all they can to inform you of their preliminary position before the end of next week.

Whilst they offer you their full cooperation, the Naskapis reserve all their rights and privileges under the applicable laws, regulations and agreements."

On 30 June 1983 the Naskapi Band Council and Dr. Paul Wilkinson met in the Naskapi Office in Schefferville to discuss the entire question of the landing strip at Lac Brisson and to review the document entitled "Piste d'atterrissage au Lac Brisson. Evaluation des impacts. Par Rémi Maranda, Service du contrôle et de l'aménagement miniers. Juin 1983." (hereinafter the "Impact Statement").

Two areas of concern emerged from the preceding meeting:

- (1) the Naskapis could not understand why they had not been given a reasonable delay in which to formulate and submit to the Environmental Quality Commission their views on the project at Lac Brisson;
- (2) the Naskapis identified several omissions from, and inconsistencies and inadequacies in the Impact Statement.

The Naskapis therefore sent the following telegram to M. Rémi Maranda:

"We studied the report entitled 'Piste d'atterrissage au Lac Brisson. Evaluation des impacts.' at a meeting held in Schefferville on 30 June 1983. The present summarizes some of our fears and questions.

- (1) The first contacts between I.O.C. and MENVIQ seem to have taken place in March 1983. We do not understand why the Naskapis were not contacted until towards the end of June.
- (2) The report neglects the social impacts. For example, a health center should be created for Naskapis, either

at Schefferville or at Lac Brisson? What would be the economic and demographic effects on Schefferville?

- (3) The report does not study alternative solutions and contains no proof that a Hercules is necessary or that such a plane will be used. Why not make more flights with a smaller aircraft?
- (4) The report is apparently contradictory in certain places. For example, we read at Page 2 that '... it is essential to extend the strip to 1 600m'. However, Page 2 of the minutes of the meeting of 3 June 1983 states that '...the Company plans to immediately extend the landing strip ... to 3 000 feet.'!
- (5) It should be noted that our hunting activities do not in any way require a 5 000-foot strip, which would not in any case be cleared in winter.
- (6) The report does not even identify the proponent, apparently neglecting to describe the role of I.O.C.

In the circumstances, we think that the request to extend the landing strip should follow the procedure provided for in the applicable laws, regulations and agreements, in order that we may benefit from the delays and procedures contemplated therein to formulate and present our point of view.

Please communicate with Dr. Paul Wilkinson at 514-842-8056."

On 4 July 1983, M. Rémi Maranda called Dr. Paul Wilkinson at the Naskapi office in Montreal. They discussed in a preliminary fashion the second telegram sent by the Naskapis. Dr. Wilkinson said that

refresh his memory on certain points in Section 23 of the James Bay and Northern Québec Agreement (J.B.N.Q.A.) and in the applicable laws and regulations.

Dr. Wilkinson undertook to contact M. Maranda again as soon as possible, but he pointed out that the question of Lac Brisson had been raised without warning and at a time when the Naskapis had many other preoccupations.

On 5 July 1983, Dr. Wilkinson received a call from Mr. Michael Barrett, in Kuujjuaq, who informed him that the E.Q.C. had approved the extension of the landing strip at its meeting of 26 June 1983, subject to the following conditions:

- (i) that all empty barrels be removed from the site;
- (ii) that a drainage ditch be dug around the perimeter of the landing strip;
- (iii) that there be no flights between 15 May and 1 July, so as to avoid disturbing calving caribou.

Dr. Wilkinson undertook to transmit the formal position of the Naskapis to Mr. Barrett as soon as possible.

The present document sets forth the position of the Naskapis concerning the extension of the landing strip at Lac Brisson.

It is divided into two sections: (1) Procedural Concerns, and, (2) Evaluation of the Impact Statement.

2.0 PROCEDURAL CONCERNS

Paragraph 1 of Schedule 1 of Section 23 of the J.B.N.Q.A. provides that all mining developments except air and ground reconnaissance, survey, mapping and core sampling by drilling and all airports are subject to environmental impact assessment. Nevertheless, I.O.C. neither applied for nor obtained the necessary authorization.

- 2.2 The Development The planned development consists in extending the length of the landing strip from 500m to 1 600m.
- 2.3 The Interest of the Naskapis The landing strip is situated on Category III lands as defined at Subsection 1.6 of the J.B.N.Q.A. It lies within the area of common interest for the Inuit and the Naskapis defined at Subparagraph 24.13.4A of the J.B.N.Q.A. Within this area, the Naskapis have the exercise of their right to harvest defined in Section 24 of the J.B.N.Q.A., and they also enjoy a preferential right to establish and operate outfitting camps in conformity with the relevant provisions of Section 24 of the J.B.N.Q.A. and Section 15 of the Northeastern Québec Agreement (N.E.Q.A.).
- 2.4 Procedural Concerns The first procedural concern of the Naskapis is, of course, that there is no evidence to suggest that the Government of Québec is contemplating any action against I.O.C., even though it constructed a landing strip at Lac Brisson in 1982 without applying for or receiving the required authorization.

Indeed, the converse appears to be the case in the sense that I.O.C., having acted illegally as it would appear, is now benefiting from the special support and assistance from the Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec (M.E.R.Q.) in obtaining an authorization to continue and expand its activities without being subjected to the full procedures of assessment and review.

The Naskapis are extremely concerned by the precedent that is being created. One developer is apparently being rewarded by the Government of Québec for flouting the J.B.N.Q.A. and the related laws and regulations of Québec. How, in the circumstances, is it to be expected that other developers will not follow the model of I.O.C.? How can the Government of Québec apply its laws and regulations to other developers without fear of accusation of inconsistency and favoritism? Perhaps most important, how can the Naskapis place their trust in the regime of environmental and social protection established by Section 23 of the J.B.N.Q.A., which was one of the principal benefits that they received in exchange for ceding their aboriginal rights in and to Québec?

To the extent that the extension of the landing strip at Lac Brisson is being subjected to the process of environmental assessment and review established by Section 23 of the J.B.N.Q.A., the Naskapis believe that the procedure established by Subsection 23.3 is being applied improperly, with the result that the Naskapis are being deprived of the possibility of having their views taken into account before the issuing of an authorization.

Subparagraph 23.2.2g of the J.B.N.Q.A. states that the regime of environmental and social protection shall provide for "The protection of the rights and guarantees of the Naskapis of Québec established by and in accordance with the Hunting, Fishing and Trapping Regime referred to in paragraph 15.2.1 of the Northeastern Québec Agreement."

Paragraph 23.3.27 of the J.B.N.Q.A. provides that "Interested persons, groups or communities may submit written representations to the E.C.C. with respect to any development and the E.C.C."

at its discretion, may invite interested persons, groups or communities to make representations to the E.Q.C. with respect to any development."

The E.Q.C. is given adequate time to fulfill the preceding and other responsibilities, since, in virtue of Subparagraph 23.3.25, it has up to 90 days to render a decision, starting from the date when the Québec Administrator has determined that a given impact statement is adequate.

As far as the Naskapis can determine, the proper procedures were not respected at least with respect to the following:

- (i) the E.Q.C. did not formulate recommendations regarding the contents of the impact statement in conformity with Paragraph 23.3.17 of the J.B.N.Q.A.;
- (ii) we are not aware that the Québec Administrator determined whether the impact statement was adequate in conformity with Paragraph 23.3.18 of the J.B.N.Q.A.;
- (iii) we see no evidence that the E.Q.C. took account of the matters contemplated by Subparagraphs 23.3.19d and 23.3.19g of the J.B.N.Q.A.;
- (iv) the Naskapis were not permitted to exercise their rights under Paragraph 23.3.27 of the J.B.N.Q.A.

It may be argued, of course, that there was insufficient time to follow to the full all the above procedures.

Our principal argument would be that time must be made for the laws and regulations of Québec to be respected. In any case, communications between M.E.R.Q., MENVIQ and I.C.C. on this topic were not started until at least March 1983, which is at least

In any case, Paragraph 23.3.24 of the J.B.N.Q.A. provides that "The Lieutenant-Governor in Council may for cause ... exempt a specific development permanently or temporarily from the application of the impact assessment procedure or any part thereof where he deems it necessary in the public interest."

If the appropriate authorities deemed the extension of the landing strip at Lac Brisson to be of exceptional importance, they should, we believe, have applied for an exemption for it in conformity with Paragraph 23.3.24.

3.0 EVALUATION OF THE IMPACT STATEMENT

3.1 Contents In the present section, we offer our principal comments on the data and conclusions contained in the Impact Statement.

3.1.1 We read on page 2 that "... it is essential to extend to 1 600m that strip that was begun in 1982." The minutes of the meeting of 3 June 1983 between representatives of MENVIQ and M.E.R. seem to suggest, however, that the immediate need is to extend the length of the strip to 3 000 ft, approximately 1 000m. The Naskapis would like a satisfactory explanation of this seemingly important discrepancy.

3.1.2 The extension of the landing strip is justified by a reference to the use of Hercules. Why not, however, make more flights with a smaller aircraft, such as a Buffalo? As far as the Naskapis can ascertain, there are no Hercules that belong to québécois companies, whereas several québécois companies use smaller aircraft. Using smaller aircraft would be of

Did the E.Q.C. request or receive any firm indication that a Hercules would be used?

- 3.1.3 The section of the Impact Statement dealing with caribou is vague and superficial. It deals in generalities and contains the results of no fieldwork.

The minutes of the meeting of 6 June 1983 referred to in Subsection 3.1.1 suggest that 120 000 000 \$ might be invested at Lac Brisson. We do not believe that it is unreasonable to expect that the proponent of a project of this magnitude study at first hand the fauna and flora of the site of his development.

- 3.1.4 It may be true, as claimed in the section dealing with the flora and fauna of Lac Brisson that the project itself will have little impact on the fishes of the lake. Experience in the James Bay Territory has shown, however, that the workers in the associated camps can and do have a major impact on the fishes of adjacent lakes.

The Impact Statement should, in our opinion, deal adequately with the above concern.

- 3.1.5 The Naskapis would appreciate learning which of the studies referred to in Paragraph 5 on Page 5 concerned their use of the area of Lac Brisson and how it demonstrates that it is used essentially for caribou-hunting.

What data support the view that other hunting and fishing activities by the Naskapis in that region are limited?

3.2 Omissions from the Impact Statement

- 3.2.1 As far as we can ascertain, the Impact Statement does not identify the proponent. "Proponent" is defined at Paragraph 23.1.5 of the J.B.N.Q.A. as being "... a person responsible and duly mandated to carry out an impact statement required pursuant to this Section and for the execution of the Development."

We find it hard to believe that the Iron Ore Company (of Canada) is not, at least in part, the proponent, since Mr. Richard Geren, Executive Vice-President of I.O.C., initiated communication on this topic with M. Alain Gariépy on 6 April 1983.

We should appreciate learning more details about who the proponent is.

- 3.2.2 The Impact Statement contains virtually no reference to the social impacts of the planned development.

We read on Page 2 that the request to extend the strip is one of the possibilities for avoiding the desertion of the town of Schefferville after the departure of I.O.C. We think that it is reasonable to infer from this that M.E.R. believes that the extension of the strip will have beneficial social effects, which makes it all the more surprising that they are not described at length.

We request that an adequate evaluation of the social impacts of the project be conducted. Such an evaluation is all the more necessary since Page 2 of the minutes of the meeting of 2 July 1983 states that the principal economic benefits

- 3.2.3 The work of Gilles Samson, when he was at Laval, showed that the archaeological sites of Indian House Lake are numerous and valuable.

Schedule 3 of Section 23 of the J.B.N.Q.A. states that archaeological sites are among the elements to be studied in impact assessments.

We should like to know if the area to be affected by the extension of the landing strip has been excavated by archaeologists.

- 3.2.4 Paragraph 23.1.1 of the J.B.N.Q.A. states in part that "... the planned operation of such project shall form part of the considerations in the assessment and review procedures..."

We have already cited Subparagraph 23.2.25 of the J.B.N.Q.A. to the effect that the harvesting rights of the Naskapis should be protected.

We wish to know what measures are planned to restrict legal and illegal hunting and fishing activities on the part of employees at Lac Brisson, so as to avoid conflicts with the lawful harvesting activities of the Naskapis and sport hunting and sport fishing by the clients of outfitters.

- 3.2.5 The Impact Statement notes that Lac Brisson is a desirable location for outfitting activities. Why, therefore, does it not evaluate the impacts of the planned development on the preferential rights respecting outfitting accorded to the Naskapis by the J.B.N.Q.A. and the N.E.Q.A.?

4.0 SUMMARY

The Maskapis believe that neither the letter nor the spirit of Section 23 of the J.E.N.Q.A. have been respected in the treatment of the application, purportedly by M.E.R., to extend the landing strip at Lac Brisson. They believe that their rights, more than those of any other group, have thereby been infringed upon, held in contempt, and, quite probably, diminished.

The Maskapis believe further that the Impact Statement that was prepared is seriously inadequate.

They fear that the cavalier treatment of this application may have created a precedent that will allow other developers to flout the laws and regulations of Québec and that can serve only to weaken the authority of the regime created by Section 23 of the N.E.Q.A. and of the bodies that administer that regime.

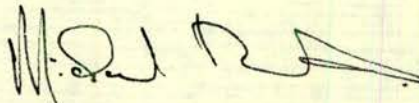
The matter appears to merit special consideration as we have discussed similar problems concerning the implementation of the review process at our meetings. However, as to the calling of a special meeting at this time, the absence of many of the members during this period and the subsequent suitable preparation by the members seem to council against an emergency meeting.

What might be considered by the members is the possibility of holding the next meeting or a subsequent meeting at Shefferville. This meeting, in addition to giving the Naskaspis access to the Committee, in order to discuss this subject, would also allow a review of the environmental regulations as they apply to the Naskaspi north of the 55th parallel. The secretary has been requested to contact the members and the Naskaspi representatives as concerns this possibility, keeping in mind that the caribou hunt in September might necessitate the scheduling of this meeting in the fall.

Copies of this correspondence have been also sent to the Chairman of the Kativik Environmental Quality Commission. However, in this regard, it seems that this subject would more appropriately deal with the Committee, because of the nature of its mandate. The Commission has made it's decision and the questions raised would seem to more concern the implementation of the process.

Your comments would be appreciated and should a consensus indicate a different approach, it will be followed.

Sincerely yours

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Barrett', with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

Michael Barrett
Chairman

MB/eb

87.005

comité consultatif de l'environnement KATIVIK
KATIVIK environmental advisory committee
C.P. 9, KUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

July 26, 1983

Mr. Paul Wilkenson
275 St-Jacques
Suite 50
Montreal, Quebec
H2Y 1M9

Dear Sir,

This is to acknowledge receipt of your correspondence dated July 7th, 1983. After a study of the documents attached, the following steps have been taken:

- 1) The secretary of the Kativik Environmental Advisory Committee has been requested to distribute copies of this document to all members so that they might be aware of the situation.
- 2) A request has been sent to the deputy minister of Environment Quebec for a copy of his decision following the recommendations of the Kativik Environmental Quality Commission.
- 3) The Chairman of the Kativik Environmental Quality Commission has been made aware of your concerns and a copy of the correspondence forwarded.
- 4) Concerning your request for an urgent meeting it would seem that to attempt such a meeting at this time would be very difficult given the number of members absent on vacation or research projects. It has been suggested that the next or a subsequent meeting be held in Sherville. This might allow for a more complete discussion of this subject as well as to allow for a more

4) cont'd

for an introduction of the committee to the Naskapi. We are awaiting comments of the members concerning this subject. The secretary of the committee has been requested to contact you in this regard.

5) As concerns your request for representatives to attend the next meeting of the commission this has been passed on to the commission. However as the question of implementation must be discussed it might be better addressed to the committee and should it be then necessary to communicate directly with the commission could be done at that time.

Hopefully these actions might begin a process where by your concerns may be addressed.

Yours truly



Lizzie York

For Michael Barrett
Chairman



ᐅᑎᐱᐅ ᓄᓄ ᓕᓕᓕᓕᓕ ᐅᑎᑎᓕᓕ

Administration Régionale KATIVIK Regional Government
P.O. Box 9, KUJJUAQ (Fort Chimo), Quebec J0M 1C0

TO : Hervé Chatagnier, Secretary, KEAC.
FROM : Michael Barrett
DATE : April 12, 1983
RE : Lac Bisson Camp

We have received information that the Iron Ore Company fo Canada has established a mining exploration camp at Lac Brisson (64° 10' 3" and 56° 90' 3"). The present camp consists of 5 buildings, 3-4 tent frames, 2 care drilling rigs and a tractor. On an esker at the eastern tip of the lake is a 2,000 foot airstrip.

Apparently the I.O.C. did ground proofing in this area in 1980-81 and discovered very large deposits of rare earth metals (berilium, columbrium and zirconium).

To date no request has been received from the deputy minister for the Kativik Environmental Quality Commission to assess this project. Unless a special exemption has been given by Environment Quebec it would appear that this camp, specifically the airstrip has been built without the required authorization.

The area in which the camp is located has historically been a calving ground for the George River caribou herd. Currently it is a rutting area for this herd. Need to say it is a sensitive region for the caribou.

With the foregoing in mind it seem appropriate that the Kativik Environmental Advisory Committee investigate:

1. Whether a permit was issued for the work at Lac Brisson, and if not, what steps will be taken to rectify the situation?
2. Whether other projects have proceeded in the region north of the 55th parallel without the necessary authorization?
3. What procedures exist for enforcement of the Environmental and Social Protection Regime north of the 55th parallel?

Please include this subject on the agenda for the next regular meeting and distribute this information so that the other members may have some of the information available.



84.033

Québec, le 18 août, 1982.



Monsieur Hervé Chatagnier
Secrétaire - Comité Consultatif de
l'environnement KATIVIK
Case postale 9
Kuujjuaq
Québec
JOM 1C0

Monsieur,

Par la présente, nous accusons réception de la vôtre du 5 août, 1982, et du document intitulé "Le régime de protection de l'environnement et du milieu social au nord du 55e parallèle" qui l'accompagnait.

Ce document nous apparaît un excellent outil d'information et de référence en ce qui a trait au régime de protection de l'environnement appliqué sur le territoire du Québec situé au nord du 55e parallèle, et nous vous en remercions.

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

ROGER RICHARD
Chef du Service du Nouveau-Québec
et des Communautés autochtones

RR/JA/r1

ᑲᑎᑕᑲᑲ ᑲᑎᑕᑲᑲᑲ ᑲᑎᑕᑲᑲᑲ ᑲᑎᑕᑲᑲᑲ ᑲᑎᑕᑲᑲᑲ ᑲᑎᑕᑲᑲᑲ

84.033

comité consultatif de l'environnement KATIVIK

KATIVIK environmental advisory committee

C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

Le 5 août 1982

August 5, 1982

Monsieur, Madame

Il me fait plaisir de vous faire parvenir une brochure d'information sur "Le régime de protection de l'environnement et du milieu social au nord du 55ième parallèle". Celle-ci, préparée par le Comité consultatif de l'environnement Kativik, vise à renseigner la population et les organismes concernés des différentes procédures existant à l'intérieur du régime environnemental au nord du 55ième parallèle.

Pour obtenir des copies additionnelles de cette brochure, n'hésitez pas à communiquer avec le Secrétariat du Comité.

Veuillez agréer l'expression de mes salutations distinguées.

Sir, Madam

I am pleased to send you a copy of an information brochure entitled "Environmental and Social Protection Regime North of the 55th Parallel". Prepared by the Kativik Environmental Advisory Committee, this brochure aims at informing the population and concerned bodies of the various existing procedures which make up the environment régime north of the 55th parallel.

For additional copies, please do not hesitate to call or write to the Secretariat of the Committee.

Sincerely yours,

Le Secrétaire
CCEK

HC/ng

Hervé Chatagnier
The Secretary
KEAC

TRANSPORT CANADA

CAIA

PROGRAM FOR THE DEVELOPMENT
OF AIR TRANSPORTATION
INFRASTRUCTURE IN
NORTHERN QUEBEC

JULY 1982

PROPOSAL

TO NEGOTIATE AND IMPLEMENT, WITH THE PROVINCE
OF QUEBEC, A JOINT FEDERAL-PROVINCIAL PROGRAM
FOR THE DEVELOPMENT OF AIR TRANSPORTATION
INFRASTRUCTURE IN NORTHERN QUEBEC.



TERRITOIRE DE LA CONVENTION DE LA
BAIE-JAMES ET DU NORD QUEBECOIS

STATUS

- 1) PROGRAM APPROVED BY FEDERAL GOVERNMENT
- 2) NEGOTIATIONS STILL UNDERWAY BETWEEN MINISTERS
(PEPIN AND CLAIR)
- 3) LATEST FEDERAL PROPOSAL SENT TO PROVINCE
LAST MAY
- 4) A FEDERAL-PROVINCIAL TECHNICAL COMMITTEE
HAS BEEN SET UP

OTHER CONSIDERATIONS

- TRAINING OF NATIVE PERSONNEL
- PUBLIC CONSULTATION
- MANAGEMENT
- ENVIRONMENTAL PROTECTION

IMPLEMENTATION OF PROPOSED PROGRAM

- FINANCING: SHARED COST FEDERAL/PROVINCIAL PROGRAM
- IMPLEMENTATION: SHARING OF RESPONSIBILITIES
- OWNERSHIP AND O AND M

NAVAIDS: TRANSPORT CANADA

ACCESS ROADS: PROVINCE

CREE AIRPORTS: UNDER DISCUSSION

INUIT AIRPORTS: PROVINCE

FINANCIAL CONSIDERATIONS

TOTAL CAPITAL COSTS: \$60 MILLION (ESTIMATED)

10-YEAR PROGRAM; COULD BE REDUCED TO 6-7 YEARS

START OF PROGRAM: PRELIMINARY STUDIES 82-83

CONSTRUCTION: 83-84

PROPOSED INFRASTRUCTURE

- GRAVEL RUNWAY 3500 X 100
- APRON AND TAXIWAY
- RUNWAY LIGHTING
- APPROACH LIGHTS
- NAVAIDS: NDB, VASIS, RIL, ROTATIVE BEACON,
LIGHTED WINDSOCK
- ELECTRICAL POWER
- ACCESS ROAD
- METEOROLOGICAL EQUIPMENT AND SERVICES
- COMMUNICATIONS EQUIPMENT
- SMALL TERMINAL BUILDING
- MAINTENANCE GARAGE AND EQUIPMENT
- MISCELLANEOUS ITEMS ON A SITE BASIS

PROPOSED PROGRAM:

AIR TRANSPORTATION INFRASTRUCTURE

(AIRPORTS, NAVAIDS, ACCESS ROADS)

FOR 14 ISOLATED VILLAGES

(11 INUIT - 3 CREE).

CRITERIA

FLEXIBILITY

JUSTIFICATION

- 1) ISOLATION
- 2) JAMES BAY AND NORTHERN QUEBEC AGREEMENT
- 3) LETTERS OF MINISTER BUCHANAN
- 4) REPRESENTATIONS BY INUITS AND CREES (AND AIRLINES)
- 5) FEDERAL-PROVINCIAL DISCUSSIONS
- 6) SAFETY
- 7) MEDICAL EVACUATIONS
- 8) TRANSPORT CANADA STRATEGIC OBJECTIVES
- 9 PASSENGERS AND CARGO FORECAST



Your file Votre référence

Le 30 juin 1982

Our file Notre référence

1679-3 (QRA)

Monsieur Augustin Lebeau
Président
Comité consultatif de l'environnement
Kativik
Case postale 9
Kuujuaq (Québec)
JQM 1C0

Monsieur,

En référence à votre lettre du 14 juin 1982 concernant le dossier des aéroports du Nouveau-Québec, je dois vous informer que les recommandations du groupe de travail sont à l'étude par les deux gouvernements impliqués et qu'en conséquence, notre dossier n'est pas tout à fait complet.

Par contre, il nous ferait plaisir d'accepter votre invitation et de vous informer des grandes lignes de ce projet tel qu'il est conçu à ce point. Notre représentant, Monsieur Denis Paquet, communiquera sous peu avec vous afin de vérifier les détails.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Lebeau, mes salutations distinguées.

Gilles Rodrigue
Administrateur régional adjoint
du Québec
Administration canadienne du
transport aérien

C.P. 5000
Aéroport international de Montréal
Dorval (Québec)
H4Y 1B9

comité consultatif de l'environnement KATIVIK

KATIVIK environmental advisory committee

C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

Le 14 juin 1982

Votre dossier: 5161-Q280

Monsieur Gilles Rodrigue
Administrateur régional adjoint du Québec
Transports Canada
Case postale 5000
Aéroport international de Montréal
Dorval, P.Q. H4Y 1B4

Monsieur Rodrigue,

Lors de la dernière réunion du Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK), les membres ont exprimé à nouveau le désir d'obtenir plus d'informations sur l'état du dossier de l'amélioration des pistes d'atterrissage au nord du 55e parallèle.

On se souviendra que Transports Québec et Transports Canada avaient été contactés par le CCEK, par l'entremise de son président du temps, Monsieur Micheal Barrett, afin que les deux ministères puissent venir présenter cet important projet au CCEK. Cela avait été impossible parce que les deux ministères ont préféré attendre les recommandations du groupe de travail Canada-Québec sur les aéroports du Nouveau-Québec.

Maintenant qu'un certain délais s'est écoulé et que le CCEK planifie une réunion pour le 27 juillet 1982 à Ste-Foy, Québec, nous saisissons cette occasion pour inviter votre ministère et le ministère des Transports du Québec à venir faire une présentation conjointe de ce dossier. Je fais parvenir simultanément une invitation similaire à Monsieur Jean-Guy Morel du ministère des Transports du Québec.

Si comme nous l'espérons, cette rencontre est possible, nous vous prions de bien vouloir prendre les arrangements nécessaires avec M. Hervé Chatagnier, secrétaire du CCEK à Kuujjuaq au numéro de téléphone suivant: 819-964-2941.

Je suis également à votre disposition au numéro de téléphone 418-694-5166 si des informations additionnelles étaient nécessaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Rodrigue, mes salutations distinguées.

Le président,

Augustin Lebeau

AL/FBL

c.c. M. Hervé Chatagnier



Bureau du sous-ministre

Sainte-Foy, le 20 avril 1982

Monsieur Michael Barrett
Président
Comité consultatif de
l'environnement Kativik
C.P. 9
KUUJJUAQ, Québec
JOM 1C0

OBJET: Résolution 82-1 du Comité consultatif
de l'environnement Kativik
Notre dossier: BJ-273

Monsieur le président,

Je vous reporte à la lettre que vous m'avez adressée le 16 février dernier me transmettant la résolution 82-1 du Comité consultatif relative à un projet d'usine de fumage de l'omble arctique situé à Povungnituk.

Je vous remercie de cette information et je vais demander à monsieur Yves-L. Pagé, directeur des Evaluations environnementales au ministère (Québec, 643-7547), d'entrer en communication avec l'initiateur de ce projet afin de faire le point sur le besoin d'analyse des impacts de ce projet.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le sous-ministre de l'Environnement,

ANDRE CAILLE

C.C.: Peter Jacobs, président de la CQEK



Environnement
Canada

Bureau de la Baie James
et du Nord québécois

Environment
Canada

James Bay and
Northern Québec Office

N/réf.: 2300-5

Le 25 mars 1982

NR
84.034

Monsieur Michael Barrett
Président
Comité consultatif de l'environnement Kativik
Case postale 9
Kuujuuaq (Fort-Chimo), P.Q.
JOM 1C0

Objet: Brochure d'information

Monsieur,

Le 9 décembre dernier, vous me soumettiez une demande d'aide en vue de la publication, par votre Comité consultatif, d'une brochure d'information sur le régime de protection de l'environnement et du milieu social applicable au nord du 55e parallèle.

Peu de temps après, j'ai eu l'occasion de discuter au téléphone de cette question avec le secrétaire du Comité et une réunion eut lieu à Québec le 6 janvier suivant. A ce moment, nous avons fait part de notre intention de contribuer financièrement à la réalisation de ce projet. Nous avons toutefois émis quelques réserves quant au contenu du document.

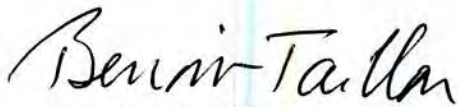
Par la présente, je réitère mon accord à la participation financière du Canada à cet effort d'information. Comme vous le savez certainement, la meilleure manière de financer le projet consiste pour le Comité consultatif à budgétiser des dépenses prévues pour cette brochure au budget global de son secrétariat. Toutefois, dans sa ventilation budgétaire, le Comité devrait prendre soin de distinguer ces dépenses des autres frais de fonctionnement du secrétariat. De cette manière, le Canada défraierait 50% du projet.

.../2

En terminant, j'espère que le Comité sera suffisamment vigilant pour réviser sérieusement les coûts anticipés de ce projet. Selon moi, ils dépassent très largement le budget qui pourrait raisonnablement être octroyé à un tel effort.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le directeur,



Benoit Taillon

BT/NB

c.c. Jo Ann Gagnon

ᖃᖅ ᖃᖅ ᖃᖅ ᖃᖅ ᖃᖅ ᖃᖅ ᖃᖅ ᖃᖅ ᖃᖅ ᖃᖅ ᖃᖅ ᖃᖅ

comité consultatif de l'environnement KATIVIK

KATIVIK environmental advisory committee

C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

Kuujjuaq

Le 16 février, 1982

M. André Caillé
Sous-Ministre
Environnement Québec
2360 chemin Ste-Foy
Ste-Foy, Québec
GIV 4H2

Sujet : Résolution 82-1 du comité consultatif de l'environnement
Kativik.

Notre référence # 84.031

Monsieur-le sous-ministre,

Il me fait plaisir de porter à votre attention la résolution 82-1 dont vous trouverez une copie ci-jointe, adoptée le 11 janvier 1982 par le Comité consultatif de l'environnement Kativik. Cette résolution concerne le projet pilote de Pitsituuq, situé à Povungnituk, qui devrait assurer la transformation et le fumage de l'omble arctique .

Le comité croit important que votre ministère et la Commission de la Qualité de l'Environnement puissent obtenir de plus amples renseignements sur ce projet afin d'avoir une première idée des répercussions possibles de ce projet sur la ressource faunique concernée.

En effet, les populations d'ombles arctiques dans la région de la côte de la Baie d'Hudson sont limitées. Par le passé, des expériences de pêches commerciales ont été tentées dans la Baie d'Ungava, où les populations d'ombles arctiques sont plus importantes. Les résultats de ces tentatives n'ont pas été concluants et, semble t-il, avaient eu des répercussions négatives sur les populations d'ombles. Le comité croit donc important que votre ministère et la Commission de la Qualité de l'Environnement se penche sur ce projet.

Vous pourrez, si vous le jugez opportun vous adressez aux responsables du projet à Povungnituk, ou bien à M. Dominique Colin de la Commission

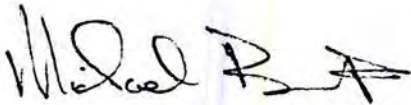
...

/2...

Emploi et Immigration Canada chargé de la supervision du projet ou encore au Ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation qui semble avoir été impliqué dans ce dossier .

Nous vous remercions, Monsieur le sous-ministre, à l'avance de l'attention que vous porterez à cette question.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Michael Barrett". The signature is stylized and somewhat cursive.

MICHAEL BARRETT
Président

/1f

EXTRAIT DE PROCES-VERBAL

A son assemblée du 11 janvier 1982, le Comité Consultatif de l'Environnement Kativik a adopté la résolution suivante :

_____ RESOLUTION 82-1 _____

IL EST RESOLU de porter à l'attention du sous-ministre de l'environnement, Environnement Québec, l'existence du projet pilote Pitsituuq d'usine de transformation du poisson situé à Povungnituk.

Ce projet semble être un projet dit de "zone grise" devant faire l'objet d'une décision de la Commission de la Qualité de l'environnement Kativik quant à son assujettissement à la procédure d'étude d'impact tel que prescrit par l'article 227 de la loi sur la qualité de l'environnement (LRQ CQ2)

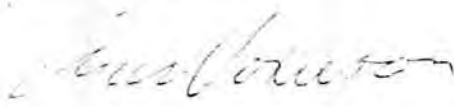
IL EST NOTAMMENT recommandé que le sous-ministre de l'environnement invite le promoteur du projet à soumettre les renseignements préliminaires requis par la loi et la réglementation en vigueur.

Proposé par : M. Jean Piette

Secondé par : Mme Lizzie Epoo-York

Adopté : à l'unanimité

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME à l'original du procès-verbal de l'assemblée du 11 janvier 1982 .


MARC VOINSON
Secrétaire

11-4-4

Québec, le 7 janvier 1982

Monsieur Michael Barrett, prés.
Comité consultatif de l'environnement
KATIVIK
C.P. 9
KUUJJUAQ (Québec)
JOM 100

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 9 décembre 1981 et je vous en remercie.

Je m'excuse d'avoir quelque peu tardé à répondre à votre invitation de participer à la réunion régulière de votre Comité prévue pour le 11 janvier 1982 et j'aimerais vous en expliquer les raisons.

Un groupe de travail formé de fonctionnaires des gouvernements du Québec et du Canada a été mis en place en décembre 1981 et a tenu une première réunion le 6 janvier 1982 à Montréal. Ce groupe de travail a pour mandat principal d'examiner toute la question de l'amélioration des équipements aéroportuaires au Nouveau-Québec et de faire les recommandations appropriées d'ici quelques mois.

J'ai donc pensé qu'il serait plus opportun dans un premier temps de laisser le groupe de travail exécuter son mandat et de lui laisser la tâche, dans un second temps, de rencontrer les individus et organismes concernés afin de discuter des modalités prévues au programme.

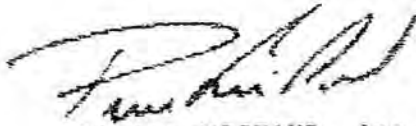
...2

A la suite d'un accord avec Transports Canada et suite aux recommandations du groupe de travail, il a été entendu de reporter à une réunion future de votre Comité l'échange d'informations que vous souhaitez voir prendre place la semaine prochaine.

Je puis cependant vous assurer à l'avance de notre plus entière collaboration dans l'avancement de ce projet et je vous invite à communiquer avec monsieur Jean-Guy Morel de notre Ministère et qui agit à titre de co-président du groupe de travail pour toute information supplémentaire.

Veuillez agréer, cher monsieur Barrett, mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Pierre MICHAUD, i.g.

J'AI BIEN RECU VOTRE LETTRE DU 9 DECEMBRE 1981 ET DE VOUS EN
REMERCIE.

JE M'EXCUSE D'AVOIR QU'UN PEU TARDE A REPONDRE A VOTRE
INVITATION DE PARTICIPER A LA REUNION REGULIERE DE VOTRE
COMITE PREVUE POUR LE 11 JANVIER 1982 ET J'AIMERAIS VOUS
EN EXPLIQUER LES RAISONS.

UN GROUPE DE TRAVAIL FORME DE FONCTIONNAIRES DES GOUVER-
NEMENTS DU QUEBEC ET DU CANADA A ETE MIS EN PLACE EN
DECEMBRE 1981 ET A TENU UNE PREMIERE REUNION LE 6 JANVIER
1982 A MONTREAL. CE GROUPE DE TRAVAIL A POUR MANDAT PRINCIPAL
DEXAMINER TOUTE LA QUESTION DE L'AMELIORATION
DES EQUIPEMENTS AEROPORTUAIRES AU NOUVEAU-QUEBEC ET DE
FAIRE LES RECOMMANDATIONS APPROPRIEES DICI QUELQUES MOIS.

J'AI DONC PENSE QU'IL SERAIT PLUS OPPORTUN DANS UN PREMIER
TEMPS DE LAISSER LE GROUPE DE TRAVAIL EXECUTER SON MANDAT
ET DE LUI LAISSER LA TACHE, DANS UN SECOND TEMPS, DE REN-
CONTRER LES INDIVIDUS ET ORGANISMES CONCERNES AFIN DE
DISCUTER DES MODALITES PREVUES AU PROGRAMME.

A LA SUITE D'UN ACCORD AVEC TRANSPORTS CANADA ET SUITE
AUX RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL, IL A ETE
ENTENDU DE REPORTER A UNE REUNION FUTURE DE VOTRE COMITE
LE CHANGE D'INFORMATIONS QUE VOUS SOUHAITIEZ VOIR PRENDRE
PLACE LA SEMAINE PROCHAINE.

JE PUIS CEPENDANT VOUS ASSURER A L'AVANCE DE NOTRE PLUS
ENTIERE COLLABORATION DANS L'AVANCEMENT DE CE PROJET ET
JE VOUS INVITE A COMMUNIQUER A VEC MONSIEUR JEAN-GUY MOREL
DE NOTRE MINISTERE ET QUI AGIT A TITRE DE CO-PRESIDENT DU
GROUPE DE TRAVAIL POUR TOUTE INFORMATION SUPPLEMENTAIRE.

VEUILLEZ AGREER, CHER MONSIEUR BARRETT, MES SENTIMENTS
LES MEILLEURS

LE SOUS-MINISTRE,

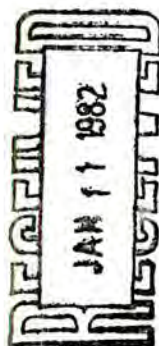
PIERRE MICHAUD, ING.

TRANSP PQ QBC

AFINTER QBC

MTPA KUJPO PQ

AFINTER QBC





Transport Transports
Canada Canada
Case postale 5000
Aéroport int'l de Montréal
Dorval, Québec H4Y 1B9

11-4-3

Your file Votre référence

Le 7 janvier 1982

Our File Notre référence 5161-Q280 (QAOP)

Monsieur Michael Barrett
Président
Comité consultatif de
l'environnement KATIVIK
Case postale 9
Kuujjuak, Québec JOM 1C0

Objet: Présentation de l'état du dossier de l'amélioration des
pistes d'atterrissage au nord du 55ième parallèle

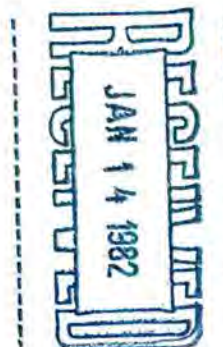
Cher monsieur,

Suite à votre lettre du 9 décembre dernier, et contrairement à ce que nous avons avancé dans notre réponse du 29 décembre 1981, certains développements récents nous forcent à réviser légèrement nos intentions quant à l'opportunité de faire une présentation sur le sujet cité en rubrique, lors de la prochaine réunion de votre comité.

Tel qu'entendu lors de votre entretien de ce jour avec M. D. Paquet, une première assemblée du Groupe de Travail sur les aéroports du Nouveau-Québec (fédéral-provincial), tenue le 6 janvier 1982, a permis aux deux parties de réaliser que beaucoup de travail reste encore à faire avant qu'un programme, acceptable par les deux gouvernements, ne soit élaboré. Nous pouvons quand même affirmer que les négociations ont débuté sur un bon pied et nous sommes confiants que dans un avenir assez rapproché, nous (Transports Canada/Ministère des Transports du Québec) serons en mesure de faire notre présentation du programme proposé à une réunion ultérieure de votre comité.

Nous sommes assurés que vous comprendrez les raisons de ce changement provisoire dans nos intentions, et dans l'espoir que vous pourrez en véhiculer le bien-fondé, veuillez agréer Monsieur Barrett, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Gilles Rodrigue
Administrateur régional
adjoint du Québec





Transport
Canada

Transports
Canada

11-4-3

Le 29 décembre 1981

Your file Votre référence

Our File Notre référence

5202-1 (QAOP)

M. Michael Barrett, Président
Comité Consultatif de l'environnement KATIVIK
C.P. 9
Kuujuaq, Que. JOM 1C0

OBJET: Présentation de l'état du dossier de l'amélioration des
pistes d'atterrissage au nord du 55ième parallèle.

Monsieur,

Nous accusons réception de votre lettre du 9 décembre dernier invitant des responsables de Transports Canada et de Transports Québec à participer à la prochaine réunion du Comité consultatif de l'environnement KATIVIK afin d'informer ses membres sur l'état du dossier de l'amélioration des pistes d'atterrissage au nord du 55ième parallèle.

Nous vous avisons que Transports Canada accepte de participer à cette réunion les 11 et 12 janvier 1982 à Kuujuaq et sera représenté par Messieurs Sylvain Lessard, Denis Paquet et Miville Mercier. Deux responsables du MDIQ seront également présents.

Veuillez accepter, Monsieur Barrett, l'assurance de notre plus haute considération.

GILLES RODRIGUE
Administrateur régional adjoint

Transports Canada
C.P. 5000
Aéroport Int'l. de Montréal
Dorval, Qué. H4Y 1B9



comité consultatif de l'environnement KATIVIK
KATIVIK environmental advisory committee

C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

KUUJJUAQ

Le 9 décembre 1981

Monsieur Gilles Rodrigue
Administrateur régional adjoint
Transport Canada
C.P. 5000
Aéroport International de Montréal
Dorval, Québec
H4Y 1B9

OBJET : Présentation de l'état du dossier de l'amélioration des
pistes d'atterrissage au nord du 55ème parallèle

Monsieur,

Il me fait plaisir de communiquer avec vous afin de vous présenter la requête du Comité Consultatif de l'Environnement Kativik. Lors de leur dernière réunion, les membres ont exprimé leur intérêt d'obtenir plus d'information sur l'état du dossier de l'amélioration des pistes d'atterrissage au nord du 55ème parallèle. Pour ce faire, il a été suggéré d'inviter à la prochaine réunion du Comité un ou des responsables de votre Ministère et du ministère provincial chargé (s) de ce dossier. Ces personnes pourraient informer le Comité de l'envergure du programme, des échéanciers, des types d'études d'impact qui seront effectuées, du promoteur qui devra faire ces études d'impact, etc...

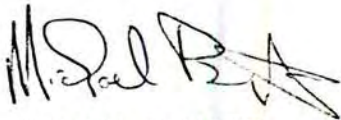
La prochaine réunion du Comité devrait se dérouler le 11 et 12 janvier 1982 à Kuujjuaq. Tous les détails techniques concernant cette réunion pourront être réglés par l'entremise du Secrétaire du Comité, M. Marc Voinson (Tél : 819-964-2941).

Nous espérons que malgré les délais très courts d'une telle invitation, il vous sera possible de déléguer un ou des responsables de ce dossier à la réunion du Comité.

...

2...

Je tiens à vous remercier à l'avance de l'attention que vous porterez à notre demande. Je vous prie d'agréer, Monsieur Rodrigue, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michael Barrett', with a stylized flourish at the end.

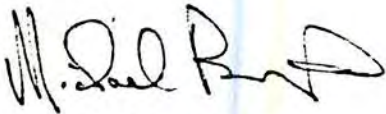
MICHAEL BARRETT
Président

MB/lg

cc : Monsieur Denis Paquette
Monsieur Sylvain Lessard
Monsieur Benoit Taillon

2...

Je tiens à vous remercier à l'avance de l'attention que vous porterez à notre demande. Je vous prie d'agréer, Monsieur Michaud, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



MICHAEL BARRETT
Président

MB/lg

cc : Monsieur Clément Tremblay, coordonnateur, Transports Québec

11-3-3



Environnement
Canada
Bureau de la Baie James
et du Nord québécois

Environment
Canada
James Bay and
Northern Québec Office

N/réf.: 2553-10

Le 27 novembre 1981

84-034

Monsieur Marc Voinson
Administration régionale Kativik
Case postale 9
Kuujjuaq (Fort-Chimo), P.Q.
JOM 1C0



Objet: Mine Raglan

Cher Marc,

Je te fais parvenir ci-jointe une copie de la lettre que m'a fait parvenir la compagnie minière en réponse à ma lettre du 27 octobre dernier.

J'espère que ces renseignements seront satisfaisants.

Au plaisir de se revoir,

Claude Saint-Charles

CSC/FBL

p.j. (1)

40TH FLOOR
COMMERCE COURT WEST

TELEX
065-24211

TELEPHONE
416-863-7000

November 23rd, 1981.

Mr. Claude Saint-Charles
Impact Evaluation Officer
Environment Canada
James Bay & Northern Quebec Office
2700 Boul. Laurier
6th floor
Ste-Foy, Quebec
GLV 4A8

RE: New Quebec Raglan Project

Dear Mr. Saint-Charles:

Thank you for your letter of October 27th, 1981 requesting information on the Raglan project. I will attempt to outline the current situation and the issues that must be resolved before development can proceed.

The Raglan project is still in the exploration-evaluation phase and the emphasis on recent work in 1980 and 1981 has been in two main areas. These are:

- A) Identification and study of those aspects of the project which affect the economics of establishing a viable mining-concentrating operation on the Ungava nickel belt. We have studied methods of reducing plant construction costs, reducing the costs of generating electric power and have re-examined the length of the shipping season to determine the amount of working capital required for the project.
- B) It was evident from A that to improve project economics, a significant increase in ore reserves at Donaldson would be required and the 1981 diamond drilling program was designed and executed to meet this objective. In addition it was recognized that it would be necessary to gather additional "hard data" for project design work. A site testing drill program was carried out at Donaldson and a similar program at the Douglas Harbour dock site. An environmental baseline study was carried out by Roche & Associates to define the characteristics of the existing environment and to make detailed inventories of biophysical and

...2/

archaeological elements at Douglas Harbour and at the potential mining sites of Donaldson and Katiniq. The environmental baseline study included fieldwork to study geomorphology, hydrology, quality of water and sediments at Douglas Harbour and in the Povungnituk and Deception River.

We are aware of the framework established by the James Bay and Northern Quebec Agreement, however, the Raglan project will not proceed to the next step of carrying out social and environmental impact studies until a development time frame is established for the project. The setting of a time frame depends largely on our estimates of the world demand for electrolytic nickel in the late 1980's and on the resolution of the problem of long term power generation for the project.

We hope that this information will put the project status in perspective for you. If you are in Toronto sometime in the near future, we would be pleased to discuss the project with you and answer any questions that you may have.

Yours truly,

NEW QUEBEC REGLAN MINES LIMITED

T. F. Pugsley
T. F. Pugsley
President

TFP/hw

11-3-2



Environnement
Canada

Bureau de la Baie James
et du Nord québécois

Environment
Canada

James Bay and
Northern Québec Office

O/F 2553-8

October 27th, 1981.

84.034
[Handwritten signature]

New Quebec Raglan Mines Limited
P.O. Box 40,
Commerce Court West
Toronto, Ontario
M5L 1B4

c/o Mr. Tom Tugsley, president

SUBJECT - Raglan Mines Project

Dear Sir,

According to our information, New Quebec Raglan Mines Ltd has undertaken exploration works and feasibility studies on its Ungava property near Wakeham Bay area, in Northern Quebec.

Given that this project entails several environmental and social concerns, it is important that baseline studies be adequately planned in collaboration with the intervening parties involved in the Territory, such as Quebec Department of the Environment, Environment Canada, Kativik Regional Government and local population.

According to the James Bay and Northern Quebec Agreement, an environmental and social impacts assessment and review procedure is established to take these aspects into consideration in the planning of development project in Northern Quebec.

The federal environmental and social assessment and review process comes under the Federal Administrator appointed by the Cabinet. The James Bay and Northern Quebec Office was created to applied the environmental provision of the Agreement.

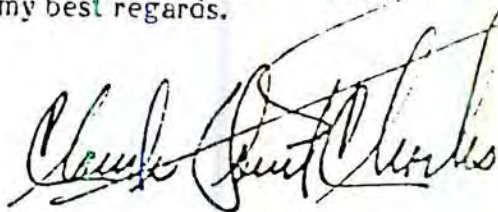
In the context of this project, Environment Canada is particularly concerned by migratory birds and marine resources in connection with the construction of a wharf in Douglas harbour and by the impacts of such a structure on the Inuit Community of Wakeham Bay.

.../2

2/...

In this perspective, we would appreciate to get more detailed informations on the whole project, the related infrastructures and the foreseen time schedule of the project. This preliminary information will enable us to place the project in its administrative context and to define further the involvement of the federal government related to the environmental concerns.

I am thanking you in advance of your cooperation and please accept my best regards.



Claude Saint-Charles
Impact Evaluation Officer

CSC/mtg

c.c. Mr. Marcel Lortie, Federal Administrator
Mr. Marc Voinson, Kativik Regional Government



84.034

Radisson, le 26 octobre 1981

Monsieur Michael Barrett, président
Comité Consultatif de l'Environnement Kativik
Case postale 9
Kuujuuaq, QC
J0M 1C0

Monsieur,

Nous vous transmettons à titre d'information un document qui nous fut récemment présenté et qui fait état de relevés techniques qui seront effectués dans un corridor situé entre Schefferville et Fort-McKenzie.

Ce projet comportant l'installation d'un campement industriel (moins de 30 hommes), nous verrons à émettre les autorisations requises en vertu du chapitre I de la Loi de la qualité de l'environnement (L.R.Q.; c. Q-2).

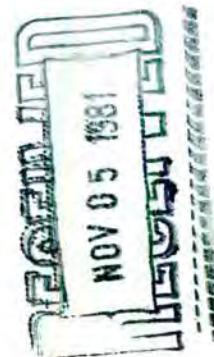
Veillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur régional
du Nouveau-Québec

Alain Gariépy

DB/mr

p.j.



Québec, le 14 septembre 1981

Monsieur Alain Gariépy
Directeur
Direction Régionale du Nouveau Québec
C.P. 390
Radisson
Baie James
Québec
JOY 2X0



Réf.: 1981.09.064

Monsieur,

Suite à une demande de la direction des Relevés techniques du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du gouvernement fédéral a prévu l'extension du réseau altimétrique fondamental pour couvrir le territoire entre Schefferville et la Baie d'Ungava.

A cet effet, une ligne de nivellement du premier ordre sera établie en deux étapes et la première partie des travaux sera réalisée l'hiver prochain.

Le but de la présente est de vous informer de la réalisation du projet et de vous demander de communiquer au responsable (fédéral) du projet: Monsieur Jean-Guy Perron, Levés géodésiques du Canada, 615, rue Booth, Ottawa, K1A 0E9 (téléphone: (418) 995-4336), les exigences de votre ministère quant aux travaux projetés. Certains renseignements techniques sont fournis en annexe.

Le Bureau de la Cartographie et des Arpentages a le mandat de coordonner les activités de cette nature sur le territoire et d'informer les organismes qui pourraient être intéressés quant aux implications des travaux projetés.

Dans ce contexte, le Bureau avisera Hydro-Québec et la SEBJ quant au projet.

.../2

2/...

Je vous remercie à l'avance pour votre collaboration et je demeure à votre disposition pour tout renseignement supplémentaire que vous jugeriez utile.

Le Bureau de la Cartographie
et des Arpentages,

Gaston Laflamme

Gaston Laflamme, directeur

GL/cg

Pièces jointes (2)

UTILISATION DES TERRES

- a) Opérations de nivellement de premier-ordre de Schefferville à Fort McKenzie en suivant la Rivière Swampy Bay.
- b) Deux campements suffiront pour la durée des travaux.
- Campement #1 - Etablissements commerciaux seront employés à Schefferville du 1^{er} février au 5 mars.
- Campement #2 - Un hectare de terrain au Lac Duportage (voir carte) du 6 mars au 25 avril.
- c) Total du personnel = 18.

EQUIPEMENT

- 2 hélicoptères A Star 350.
- 6 skidoos Alpine.

COMBUSTIBLES

- JP 4
- Gasoline régulière
- Kérosène
- Propane
(pas de produits chimiques)

METHODES DE TRAVAIL

Tous les travaux seront effectués le long de la Rivière Swampy Bay et ne nécessiteront aucun déboisement. Les hélicoptères ne seront employés que pour le transport des équipes d'arpentage soir et matin, ainsi que du transport de matériel. Des tentes seront employées au camp #2 et l'enlèvement des ordures se fera en accord avec les règles du permis.

DUREE ESTIMATIVE DES TRAVAUX

Début : Février le 1^{er}
Fin : Mars le 30.



Big Island

Fort-Chimo

Fort McKenzie (abandoned)

Shale Falls

1990

Lige

Base

O

R

2870

Meridian

Scheller Falls

Knap Lake Junction

Menihet

Faden

Livingston

Esker

Sambit

450

945

2360

2000

2220

1850

2090

E

C

R

I

T

Y

Base

Meridian

Line



Exploration

Mr. Jean Piette
Lawyer
Government of Quebec
Ministry of the Government
Legal Department
2360 Sainte Foy Road
Sainte Foy, Quebec
G1V 4H2

September 17, 1981

Dear Mr. Piette,

RE: STANDARD "MUSKEG-TYPE" VEHICLE IN RIVER NEAR
KENTY LAKE, NEW QUEBEC.

Further to my letter of June 19th, concerning the above mentioned, please be advised the vehicle has been removed from the river.

Yours truly

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "R.C. LaRoche".

R.C. LaRoche
Records Technician
Exploration, E.D.

RCL/ijt



Le 17 septembre 1981

M. Jean Piette
Avocat
Gouvernement du Québec
Ministère de l'Environnement
Service juridique
2360, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy, Québec
G1V 4H2

Cher M. Piette,

OBJET: Abandon d'un véhicule de type "Muskey"
dans une rivière près du lac Kenty au
Nouveau-Québec.
Notre dossier numéro: 820028.

Pour faire suite à ma lettre du 19 juin relativement
à l'objet mentionné en rubrique, je vous prie de
prendre note que ce véhicule a été retiré de la ri-
vière.

Bien à vous,

R.C. Laroche
Technicien
Exploration, district de l'est



SEP 14 1981

Your file Votre référence

Our file Notre référence

84.034

Monsieur Jean Piette
Avocat
Comité consultatif de
l'environnement Kativik
C.P. 9
Kuujuaq, Québec
J0M 1C0

Monsieur,

A votre lettre du 23 février 1981, à laquelle je réponds avec retard, j'espère que vous m'en excuserez, était jointe la résolution (80-10) du comité consultatif de l'environnement Kativik.

C'est avec plaisir que j'ai lu cette résolution qui exprime un point de vue que je partage. En effet les répercussions que les pêches peuvent avoir sur l'écosystème des régions de l'Arctique sont peu connues. C'est pour cette raison que mon Ministère a une approche très prudente quant à l'exploitation des ressources de cette région, et ne permet seulement qu'une pêche exploratoire. Les scientifiques du Ministère consacrent d'ailleurs une proportion croissante de leur temps à étudier les actions réciproques existantes entre les différentes espèces, et l'effet que les pêcheries ont sur les espèces et sur ces actions.

Aucune étude précise n'est actuellement en cours à ce sujet dans la Baie d'Ungava. Mais on espère que les données recueillies lors des pêches exploratoires nous donneront sur la biomasse des stocks de poissons et de crevettes de cette région, des indications. Et que ces indications nous permettront, par comparaison avec des études déjà existantes, d'évaluer les actions réciproques existantes entre les différentes espèces de cette région.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Roméo LeBlanc



ᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂ
comité consultatif de l'environnement KATIVIK
KATIVIK environmental advisory committee

C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

24.034

KUUJJUAQ
Le 10 septembre 1981

Monsieur Patric Kenniff
Sous-ministre
Ministère des Affaires Municipales
1039 de la Chevrotière
Québec, Que.
G1R 4Z3

OBJET : Présentation de l'état du dossier de la mise
en application des recommandations du rapport
Jolicoeur

Monsieur le Sous-ministre,

Il me fait plaisir de communiquer avec vous afin de vous présenter la requête du Comité Consultatif de l'environnement Kativik. Lors de leur dernière réunion du Comité, les membres ont exprimé leur intérêt d'obtenir plus d'information sur l'état du dossier de la mise en application des recommandations du rapport Jolicoeur. Pour ce faire, il a été suggéré d'inviter à la prochaine réunion du Comité, un ou des responsables de votre Ministère chargé (s) de ce dossier.

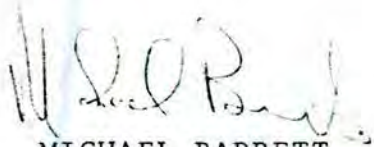
Les membres du Comité, connaissant l'essentiel du rapport, aimeraient connaître les moyens que compte prendre le Ministère des Affaires Municipales à court, moyen et long terme, afin de mettre en application les recommandations issues de ce rapport. Afin de tirer un profit maximum de cette rencontre, le Comité apprécierait pouvoir disposer à l'avance de documents, s'ils sont disponibles, relatifs à cette question.

...

2...

La prochaine réunion du Comité devrait se dérouler le 27 ou 28 octobre 1981 (la date précise doit être fixée prochainement) à Ste-Foy. Tous les détails techniques concernant cette rencontre pourront être réglés par l'entremise du secrétaire du Comité.

Je tiens à vous remercier à l'avance de l'attention que vous porterez à notre demande. Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



MICHAEL BARRETT
Président du Comité

MB/lp

cc : M. Jean-Guy Blouin, Coordonnateur, M.A.M.



ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ

Administration Régionale KATIVIK Regional Government
P.O. Box 9, KUUJJUAQ (Fort Chimo), Quebec J0M 1C0

ᑦᑲᑦᑲᑦ,
ᐅᑭᑦᑲᑦ 26, 1981

ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ
ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ
ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ
ᐅᑭᑦᑲᑦ, ᐅᑭᑦᑲᑦ

ᐅᑭᑦᑲᑦ : ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ

ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ Comico Ltd.-ᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ
ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ. ᐅᑭᑦᑲᑦ, ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ
ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ. ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ
ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ.

ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ ᐅᑭᑦᑲᑦ.

WR

ᐅᑭᑦᑲᑦ,

ᐅᑭᑦᑲᑦ

COMINCO

KRG translation

February 3, 1981

Mr. Jean Piette, lawyer
Quebec Government
Department of Environment
Legal service

...

RE : Muskeg vehicle stuck in a river near Lake Kenty in Northern
Quebec

Dear Mr. Piette,

This is to acknowledge receipt of your letter dated January 22, 1981. Most of the facts related concerning a muskeg found in a tributary of Lake Kenty are accurate.

This vehicle is under the responsibility of this company but is not considered "abandoned". It had to be left in the river because of a mechanical failure when crossing this river and the intent was to take it back to our camping site at Lake Kenty. This situation occurred after the end of our main exploration activities on August 10, 1980 and at the time we had no facilities nor people available to avoid leaving this vehicle stuck in the river as it is now.

The intent of this company is to recover the vehicle in 1981 just before the river flows again, to repair it and to take it back to our camping site. We are prepared to inform you of the carrying out of this action.

Yours truly,

L.R. McDonald
Director of exploration
Eastern district



Le 3 février 1981

M. Jean Plette
Avocat
Gouvernement du Québec
Ministère de l'Environnement
Service Juridique
2360, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy, Québec
G1V 4H2

Dex No:	46
From:	L.R. McDonald
Date Recd.:	81-02-24
Int.:	L.C.

Cher M. Plette,

OBJET: Véhicule de type "Muskeg" laissé en rade dans une rivière près du lac Kenty au Nouveau Québec

Nous accusons réception de votre lettre du 22 janvier 1981. L'information des faits relative au véhicule de type "Muskeg" trouvez dans une tribunaire du lac Kenty est exacte dans la plupart des aspects.

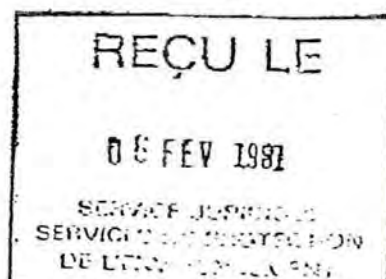
Le véhicule est la responsabilité de cette compagnie et n'est pas considéré comme "abandonné" dans le contexte de plus d'intérêt. Plutôt, le véhicule était nécessairement laissé en rade dans la rivière comme résultat d'une panne mécanique en passant une rivière à gué avec l'intention de retourner le véhicule à notre emplacement de camping à lac Kenty. Cette situation est développée après cessation de nos activités d'exploration principale le 10 août 1980, à quel temps ni facilités, ni main d'oeuvre étaient disponibles de ne permettre que le véhicule soit laissé en rade dans la rivière où il se trouve maintenant.

C'est l'intention de cette compagnie de recouvrir le véhicule en 1981, juste avant que ça dégele; pour le réparer, et pour le retourner à notre emplacement de camping. Nous sommes préparé sur l'achèvement de cette action de vous aviser du même.

Bien à vous,

L. R. McDonald
Directeur, Exploration
District de l'est

LRM:deh



TRAVEL ARRANGEMENTS

Dates	Destination
-------	-------------

Routing:

Airline:

Purpose of travel:

Authorisation from head of department

.....

Confirmation

Travel

comité consultatif de l'environnement KATIVIK
KATIVIK environmental advisory committee
C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

Sainte-Foy, le 23 février 1981

Monsieur Roméo Leblanc
Ministre fédéral des Pêches et Océans
Gouvernement du Canada
Ottawa (Ontario)

Objet: La résolution numéro 80-10 du
Comité consultatif de l'environnement Kativik.

Monsieur le ministre,

Il me fait plaisir de vous transmettre sous ce pli la résolution numéro 80-10 qui a été adoptée le 28 novembre 1980 par le Comité consultatif de l'environnement Kativik relativement à la pêche à la crevette dans la Baie d'Ungava.

Nous attendrons votre réaction au sujet du contenu de cette résolution.

Veillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président du Comité consultatif de
l'environnement Kativik

ORIGINAL SIGNÉ PAR
Jean Piette
Avocat

pièce jointe

Extrait de procès-verbal

A son assemblée du 28 novembre 1980, le Comité Consultatif de l'environnement Kativik a adopté la résolution suivante :

RESOLUTION 80-10

ATTENDU QUE le Comité Consultatif de l'environnement Kativik a la responsabilité de la supervision du régime de protection de l'environnement et du milieu social, en vertu du chapitre 23 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois;

ATTENDU QUE certains inuit dans le nord du Québec ont exprimé leur inquiétude à propos des répercussions que pourrait avoir la pêche à la crevette dans la baie d'Ungava sur leurs activités de chasse et de pêche;

IL EST RESOLU que l'on demande au Ministre des Pêches et Océans de faire connaître au Comité Consultatif de l'environnement Kativik la nature des recherches et des études de contrôle qui ont été faites pour évaluer les répercussions que ces pêcheries pourraient avoir sur l'écosystème marin de la région.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME à l'original du procès-verbal de l'assemblée du 28 novembre 1980



MARC VOINSON
Secrétaire intérimaire

le 12 décembre 1980

Environment Canada
James Bay and Northern Quebec office

KRG translation

January 7, 1981

KEAC
84.034

Mr. Marc Voinson, Interim secretary
Kativik Environmental Advisory Committee
Kuujuaq

...

Dear Mister Secretary,

This is in reply to your information request regarding the basic data planning undertaken by our James Bay and Northern Quebec office for Northern Quebec. I would like first to stress one thing.

In your letter of December 12, 1980, you mention "of a basic data program that Environment Canada would like to realize..." In fact, this is not a data collection campaign sponsored by Environment Canada, but rather the drafting of the document dealing with the needs for basic data and undertaken by our James Bay and Northern Quebec office. This document is simply meant to take stock of the data necessary to the execution of the federal duties following from the Acts and Agreements for the Northern Quebec territory.

Historical record of the project

In January 1980, the Environment department endeavoured to plan and identify future projects likely to be submitted to the federal environmental impact assessment and review procedure and this across Canada. This was meant to have a good idea of the basic data necessary to assess and review these future projects.

However, this analysis framework did not take into account the special environmental assessment procedures provided for in the James Bay and Northern Quebec Agreement. It was therefore decided that a special document would be prepared for this territory to define the needs in basic data for the implementation of the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Northeast Quebec Agreement. This document would then be presented to the ministerial management committee to decide of the measures to be taken.

Goals and objectives

The goal of this project is therefore to identify the data necessary to implement the Agreement, according to the mandate of the federal government. This mandate originates in the acts and the present

...

2...

programs as well as in the special duties from the Agreements. This document aims especially at taking stock of the data necessary to the complete execution of the federal mandate; this to enable the bodies in charge of the collection of the data a better planning of their collection campaigns, taking into account the areas of federal interest and of future projects in Northern Quebec.

Here is a description of the five stages of this project :

1. FEDERAL DUTIES AS REGARDS THE COLLECTING OF BASIC DATA

1.1 Acts of general application

This part aims first at reviewing the federal legislation to pinpoint the elements and resources of the area which are under federal jurisdiction. Secondly, it aims at identifying the duties of the federal government flowing from these acts concerning the collection of basic data related to environmental and social matters (federal bodies in charge of the implementation of these acts will be consulted for this second part).

1.2 Present programs

By analysing the present programs, we will have a better idea of the responsibilities of the federal bodies in the execution of their duties according to the acts and the priorities of the government (the various federal bodies will be consulted at this stage).

1.3 Presentation of the general responsibilities included in the Agreements

This part aims at analysing the responsibilities of the government following the signature of the Agreements (JBNQ & NEQ), according to the following factors :

1.3.1 The guiding principles to which the governments are committed.

1.3.2 The federal responsibilities flowing from the environmental and social protection regimes described in the Agreements.

1.3.3 The federal responsibilities flowing from the hunting, fishing and trapping regime.

1.3.4 The responsibilities and duties of the various committees provided for in the Agreements and to which the federal government is part.

...

3...

2. DATA REQUIRED TO IMPLEMENT THE AGREEMENT

2.1 Analysis of the data necessary to implement the acts and programs

This part aims at identifying the data necessary to the implementation of the acts and environmental programs of the various bodies.

2.2 Data specific to the Agreements

This part aims at outlining the data necessary to the implementation of the Agreements.

2.3 Review of the studies ordered by the Assessment committee

Following the various projects promoted in the territory covered by the James Bay and Northern Quebec Agreement, the Assessment committee to which these projects were submitted, recommended a certain number of studies. These studies require an analysis of social and biophysical factors. The next step is to see, using some of these projects, what kind of data the proponent needs to carry out the environmental impact assessments required by the Assessment committee.

2.4 Review of the preliminary plan reports and other reports available on the environmental impacts

Many projects carried out in northern environment had environmental impact studies made. We will analyse these various reports to judge the nature of the basic data necessary to the environmental impact assessments in northern environment.

3. IDENTIFICATION OF THE DATA PRESENTLY AVAILABLE IN NORTHERN QUEBEC

This part will analyse the data presently available in order to identify the areas where such basic data are lacking in the territories covered by the Agreements.

To do so, we will consult the data of the biophysical agreement and the village monographs. We will also review the bibliography dealing with Northern Quebec.

...

4...

4. IDENTIFICATION OF THE BODIES IN CHARGE OF COLLECTING DATA

- 4.1 In this part, we will identify the federal bodies which should be in charge of collecting data; these responsibilities are analysed in I.

This work will be done in cooperation with the various departments. Native people shall also be consulted to know how they see the responsibilities of the federal government.

- 4.2 We will identify the bodies which would be in charge of collecting data in areas of joint responsibility; the bodies concerned and the native will also be consulted at this stage.

5. IDENTIFICATION OF THE PRIORITIES IN COLLECTING DATA

5.1 Development projects

In this part, we will endeavour to analyse the main development trends in Northern Quebec, according to the possibility of establishing future projects.

5.2 Requirements born from the Agreement

We will sum up the requirements born from the Agreement in order to establish the regions or the sectors of activities having priority.

Knowing future projects and requirements will enable us to direct the eventual basic data collecting campaigns.

As you can see, our study will take into account all aspects of the Agreements, environmental as well as social in its widest meaning.

Schedule

Presently, four of the five parts of the work plan are completed and only item 1.1 remains to be finished. That is to say that before the end of February, we should have a first draft. As this draft shall be in French, it will need to be translated before undertaking the first stage of the consultation. This first stage will concern the bodies and departments which took part in the drafting of the document. This should take three months : two months for the translation and one month for the consultation.

...

5...

Later on, we will draft a preliminary text which will be submitted for comments to the Cree Regional Government, the Kativik Regional Government, the Naskapis, the Advisory Committee for the James Bay Environment, the Hunting, Fishing and Trapping Joint Committee as well as your Committee. The final report should therefore be available at the end of August 1981.

Decision making process

The final report shall be presented to the ministerial management committee which will decide of the actions to be taken. You will understand it is hard at this stage to foretell the consequences of such a study since the first objective of this document is to take stock of the needs in basic data in Northern Quebec and not to initiate a specific program of collecting data. Nevertheless, this document will guide the federal bodies in charge of collecting data in their eventual collecting campaigns in Northern Quebec.

I hope these informations made clear our objective and I remain available for any additional information the Kativik Environmental Advisory Committee may need.


Yours truly,

BENOIT TAILLON

2...

Le Comité Consultatif de l'environnement Kativik doit se réunir du 3 au 5 février à Kuujjuaq. Il pourrait s'avérer très intéressant d'obtenir pour cette date de l'information sur le programme de données de base d'Environnement Canada. J'espère qu'il vous sera possible en si peu de temps de réunir l'information demandée. S'il vous était impossible de produire cette information à l'intérieur d'un tel délai, veuillez communiquer directement avec moi afin de me le faire savoir.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de mes salutations distinguées.



MARC VOINSON
Secrétaire intérimaire

MV/lp

2...

J'espère que le tout sera à votre entière satisfaction. Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de mes salutations distinguées.

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Marc Voinson'.

MARC VOINSON
Secrétaire intérimaire

pjs

Extrait de procès-verbal

A son assemblée du 28 novembre 1980, le Comité Consultatif de l'environnement Kativik a adopté la résolution suivante :

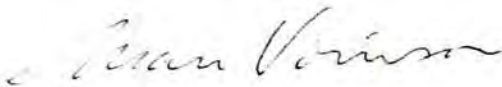
RESOLUTION 80-10

ATTENDU QUE le Comité Consultatif de l'environnement Kativik a la responsabilité de la supervision du régime de protection de l'environnement et du milieu social, en vertu du chapitre 23 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois;

ATTENDU QUE certains inuit dans le nord du Québec ont exprimé leur inquiétude à propos des répercussions que pourrait avoir la pêche à la crevette dans la baie d'Ungava sur leurs activités de chasse et de pêche;

IL EST RESOLU que l'on demande au Ministre des Pêches et Océans de faire connaître au Comité Consultatif de l'environnement Kativik la nature des recherches et des études de contrôle qui ont été faites pour évaluer les répercussions que ces pêcheries pourraient avoir sur l'écosystème marin de la région.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME à l'original du procès-verbal de l'assemblée du 28 novembre 1980



MARC VOINSON
Secrétaire intérimaire

le 12 décembre 1980

Extract of minutes

At its meeting of November 28, 1980, the Kativik Environmental Advisory Committee has adopted the following resolution :


RESOLUTION 80-10

WHEREAS under chapter 23 of the James Bay and Northern Quebec Agreement the Kativik Environmental Advisory Committee is mandated to oversee the environmental and social protection regime;

WHEREAS some inuit in Northern Quebec have expressed concern that shrimp fisheries in Ungava Bay may affect their hunting and fishing activities;

IT IS RESOLVED that the Minister of Fisheries and Oceans be requested to provide the Kativik Environmental Advisory Committee with information on what research and monitoring studies have been implemented to assess the impact the current fisheries may have on the marine ecosystems in the area.

EXCERPT CERTIFIED TO BE TRUE to the original of the minutes of the assembly of November 28, 1980



MARC VOINSON
Secretary (interim)

December 12, 1980

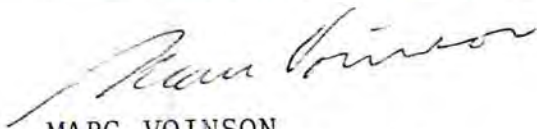
Extrait de procès-verbal

A son assemblée du 28 novembre 1980, le Comité Consultatif de l'environnement Kativik a adopté la résolution suivante :

RESOLUTION 80-11

- ATTENDU QUE le Comité Consultatif de l'environnement Kativik, aux termes de l'article 23.5.24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, est l'intermédiaire officiel du Québec en ce qui concerne la politique environnementale au nord du 55ème parallèle;
- ATTENDU QU' un nouveau bureau d'Environnement Québec a été établi à Radisson afin de desservir tout le territoire;
- ATTENDU QUE le Comité Consultatif de l'environnement Kativik n'a reçu aucune documentation concernant cette politique;
- ATTENDU QUE cette implantation à Radisson peut affecter les services offerts par Québec et l'Administration régionale Kativik;
- IL EST RESOLU que nous aimerions beaucoup que le Ministre québécois de l'environnement transmette au Comité Consultatif de l'environnement Kativik, les renseignements concernant les rôles, responsabilités et activités prévus pour ce bureau régional dans les années qui viennent.

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME à l'original du procès-verbal de l'assemblée du 28 novembre 1980



MARC VOINSON
Secrétaire intérimaire

le 12 décembre 1980

Extract of minutes

At its assembly of November 28, 1980, the Kativik Environmental Advisory Committee adopted the following resolution :

RESOLUTION 80-11

WHEREAS according to section 23.5.24 of the James Bay and Northern Quebec Agreement, the Kativik Environmental Advisory Committee shall be the official forum for Quebec concerning environmental policy north of the 55th parallel;


WHEREAS a new Environmental Quebec office has been established in Radisson to deliver Environment Quebec services for the whole territory;

WHEREAS the Kativik Environmental Advisory Committee has not been provided with any documentation concerning this policy;

WHEREAS this action may affect respective delivery of services by Quebec and Kativik Regional Government;

IT IS RESOLVED that we would be very pleased if the Minister of Environment Quebec provide the Kativik Environmental Advisory Committee with documentation regarding roles, responsibilities, and activities of that regional office as planned for the future years.

EXCERPT CERTIFIED TO BE TRUE to the original minutes of the assembly of November 28, 1980



MARC VOINSON
Secretary (interim)

December 12, 1980

NOTES CONCERNANT LE PROJET PITSITUUQ

Suite à une discussion téléphonique avec M. Dominique Colin, de la Commission de l'emploi et l'immigration Canada, responsable de la supervision du projet Pitsituuq voici de l'information générale sur ce projet.

Le projet devrait fonctionner pendant les deux prochaines années sur une base expérimentale. Le projet devrait pouvoir traiter une moyenne de :

10 à 15000 livres d'omble artique
pour la première année.

et de :

15 à 20000 livres d'omble artique
pour la deuxième année.

Le poisson devrait être pêché dans les environs de Povungnituk et dans la Baie Kovic près de Akulivik.

Selon lui cela ne représente pas une ponction très importante de la ressource en comparaison des 400,000 lbs de poissons pêchés au Québec Nordique.

Cette année la communauté entreprend, à l'intérieur d'un projet d'emploi d'étudiant, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, une série d'études d'analyse organoleptique et de différentes autres mesures nécessaire pour déterminer la moyenne d'âge des poissons capturés dans ces régions.

De plus ultérieurement le projet ne sera subventionné (pour une deuxième phase) que si le projet offre des garanties pour:

- Solidité de l'entreprise
- Approvisionnement
- Impact sur les ressources

Concernant l'opération des équipements actuels, le projet a obtenu un permis temporaire et sera soumis à un examen régulier du poisson traité.

)

GENERAL INFORMATION ON PITSITUUQ PROJECT.

Following a telephone conversation with M. Dominique Colin, of the Canadian Immigration and Unemployment Commission and responsible for supervising the Pitsituuq project, here is some general information on this project.

The project would operate during the coming two years on an experimental basis. The project should be able to process an average of :

10 to 15 thousand pounds of arctic char in the first year.

and:

15 to 20 thousand pounds of arctic char in the second year.

The fish would be harvested in the Povungnituk area in Kovic bay near Akulivik.

According to him, this does not represent an important "portion" of the resource compared to the 400,000 pounds of fish harvested in Northern Quebec.

This year, the community undertakes, within a student employment project and in cooperation with the Department of Agriculture, a serie of studies by organoleptic analyses and differents other measures to determine the average age of fish captured in the area.

Moreover, the project will afterwards receive grants (in a second stage only) if it offers some guarantee concerning:

- Strength of business
- Resource supply
- Impact on resource

Concerning the operation of the existing equipments, the project obtained a temporary permit and the fish processed will be controlled regularly.

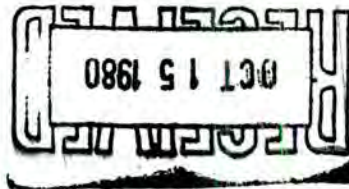


Ottawa, Ontario K1A 0H4
September 26, 1980.

Mr. Michael Barrett,
Kativik Regional Government,
P.O. Box 9,
Kuujuuaq (Fort Chimo),
Quebec.
JOM 1C0

Votre référence Your file

Our file 84.033



Dear Michael:

Further to my letter of September 22nd I am enclosing a copy of the circular regarding one of the conferences on renewable resources that I mentioned. You can get further information by contacting the organizer directly.

The second conference, tentatively scheduled for Yellowknife late February '81, has not been finally decided on, but it will be arranged by Mr. Ben Hubert, Executive Secretary, Science Advisory Board, N.W.T. Government, P.O. Box 1617, Yellowknife, N.W.T. X0E 1H0. This conference will be similar to the one above but will involve a much larger proportion of hunters and trappers and it is intended to involve people from Northern Quebec and West Greenland in other words not restricted to N.W.T. participation. I propose that you write Mr. Hubert directly for further information. His organization has also sponsored several special studies on fish and wildlife in the North and I am sure you will find this of interest.

For your information I am sending, under separate cover, two publications regarding highway construction (and particularly culverts) in northern environments. I am also enclosing copies of two publications in our Environmental Studies series prepared by my Branch. In addition, there is a list of ALUR reports and of other items published in the Environmental Studies series. If you are interested in additional reports, please let us know.

In connection with the EAMES studies, some investigations were carried out along the coasts of Baffin Island and Northern Labrador. Copies of 4 of these reports are also being sent under separate cover and you may find the one on Char of particular interest. As part of the same study we also had a shoreline sensitivity map prepared of the area and a volume

covering Ungava Bay will be of particular interest. A copy is being sent under separate cover. I am also sending you a copy of the French version of the Environmental Impact Statement for exploratory drilling in South Davis Strait. This report makes reference to several studies prepared as background material for this summary statement. (The enclosed reports by Aquatic Environments Limited are all among them and we can obtain copies of the others if you so desire.)

Sincerely yours,



Olav H. Løken,
Director,
Northern Environmental
Protection Branch.

Encl.

**Renewable Resources
and the Economy of the North.**
An International Symposium

**Les Ressources Renouvelables
et l'Économie Nordique.**
Un Colloque International

130 Albert, Suite 1915
Ottawa, Ontario, Canada K1P 5G4
(613) 563-3543

"RENEWABLE RESOURCES AND THE ECONOMY OF THE NORTH"

AN INTERNATIONAL SYMPOSIUM

To be held at Banff, Alberta, May 3-8, 1981, under the joint sponsorship of the Association of Canadian Universities for Northern Studies and the Canadian Commission for UNESCO - Man and the Biosphere Programme.

INTRODUCTION

Despite the various changes occurring in the arctic and subarctic regions as industrial and commercial activities move northward and intensify, renewable resources continue to be important to people living in these regions. However, as only a small part of the local renewable resource harvest actually enters the market economy, these resources and associated activities are generally and seriously underrepresented in assessments of the regional economy. This causes the overwhelming focus of northern development planning to rest upon large-scale, capital-intensive, non-renewable resource projects, despite the fact that today, as in the past, considerable economic and social value resides in the continuing utilization of customary local resources.

It is for these reasons that concern continues to be expressed in favour of a more balanced approach to resource and social development in the north, wherein compatible exploitation of various renewable and non-renewable resources jointly contribute to local, regional and national development goals.

AIMS OF THE SYMPOSIUM

This Symposium is planned to direct attention of research scientists and policy planners both to recent advances and to problem areas that remain in the fields of northern renewable resources management and

utilization. The problems to be addressed are not exclusively Canadian, and therefore the Symposium invites contributions from other members of the circumpolar community. The main focus of the Symposium however, as defined in a series of theme papers, will be directed toward resolution of problems germane to the Canadian north. It is hoped that the results of the Symposium will be sufficiently rewarding to encourage other circumpolar countries to host meetings of a similar nature in the future. By holding the Symposium at this time and publishing the results, it is hoped to contribute to increased public awareness of facts, issues and needs relative to the rational management of northern resources.

PROGRAM

During the 4/5 working days, there will be plenary sessions, workshops, and special events. The Symposium will open on Monday, May 4th with presentations on the five main themes: I. The Issue, II. Resources - the Native Demand, III. Resources - Non-Native Demand, IV. The Supply, V. Infrastructure and Policy. Summaries of the theme studies will be circulated among participants in advance. Resource developments will be described from Alaska, Canada, Greenland, the Scandinavian countries, and the U.S.S.R. During the following two days there will be workshops to discuss and further develop points made in the presentations that open the Symposium. Critical attention will be focussed upon such matters as technological and institutional changes to improve harvesting, handling and marketing of local resources, achieving improved biological yields through, for example, stock or husbandry improvements, habitat improvement, selective harvesting practices, and the development of appropriate planning instruments and strategies for the avoidance of land-use conflicts.

ATTENDANCE

About 80 invited participants will include representation from researchers in the natural, social and administrative sciences, from among administrators and policy personnel in government and commerce, and local resource users. This diversity of "users" will contribute their knowledge and perceptions to the elucidation of policy-relevant research questions affecting the rational development of renewable resources in the north.

Participation from outside of Canada will be arranged through appropriate organizations in those countries.

COST

The Banff Conference Centre has been selected in part because costs there are moderate. It is hoped that funds can be secured to assist some participants, particularly those from overseas and from northern Canada. Grants have already been assured from UNESCO and the Canadian Natural Sciences and Engineering Research Council.



Administration Régionale KATIVIK Regional Government
P.O. Box 9, KUUJJUAQ (Fort Chimo), Quebec J0M 1C0

84.033

KUUJJUAQ
October 14, 1980

Mr. Jean Piette
Chairman
Kativik Environmental
Advisory Committee
c/o Environment Quebec
2360 chemin Ste-Foy
Ste-Foy, Quebec
G1V 4H2

Sir,

Apparently, a mining company, Cominco from Toronto, abandoned a "muskeg" in a river (61°28' 74°33') near Kenty lake which is part of Nuvulik lakes. This was done last spring sometimes by Cominco employees who have a camp 1/2 mile from this location.

As per the attached photos it is an obvious pollutant. The community of Salluit would like to know if this company intends to remove this machine or at least provide funds for its removal. If not they would like to know what legal recourse they have.

As one of the responsibilities of the Kativik Environmental Advisory Committee is to provide technical assistance to the communities this would seem to fall under this mandate.

Would it be possible to have Environment Quebec contact this company and respond at the next meeting. If not please reply and we will attempt to contact this company.

Yours truly,

MICHAEL BARRETT
Environment

MB/lp
encl.



ᑭᑭᑭᑭᑭᑭ ᑭᑭᑭᑭᑭᑭ ᑭᑭᑭᑭᑭᑭ

Administration Régionale KATIVIK Regional Government
P.O. Box 9, KUUJJUAQ (Fort Chimo), Quebec J0M 1C0

KUUJJUAQ
Le 14 octobre 1980

TRADUCTION

Monsieur Jean Piette
Président
Comité Consultatif
Environnement Kativik
c/o Environnement Québec
2360 chemin Ste-Foy
Ste-Foy, Québec
G1V 4H2

Monsieur,

On m'apprend qu'une entreprise minière (Cominco) dont le siège social est situé à Toronto, a abandonné un véhicule de type "muskeg" dans une rivière tribulaire du lac Kenty, lequel est rattaché à la chaîne des lacs Nuvulik. (situation 61°28' 74°33').

Cet évènement se serait produit au printemps dernier et nous savons qu'il s'agit d'un véhicule de la compagnie Cominco qui opère son camp minier à quelque ½ mille de cette rivière.

A cette lettre je joins quelques photographies qui démontrent assez clairement que ce véhicule constitue une nuisance évidente. Devant cette situation les gens de Salluit veulent savoir si la compagnie minière a l'intention de déplacer le véhicule ou encore si elle peut mettre à la disposition du village l'argent qu'il faudrait pour le déplacer; sinon, ils se demandent à quel moyen judiciaire ils peuvent recourir.

Nous intervenons dans cette affaire parce qu'il est de la responsabilité du Comité Consultatif de fournir aux municipalités l'aide technique qu'il leur faut en matière d'environnement.

Dans ce cas-ci, serait-il possible pour Environnement Québec de communiquer avec cette entreprise minière et de faire rapport à la prochaine réunion de notre comité. Sinon, faites-nous le savoir et de notre côté, nous essaierons nous-mêmes d'entrer en communication avec Cominco.

Bien à vous,
ORIGINAL PAR
MICHAEL BARRETT

ADMINISTRATIVE ARRANGEMENTS AND DATA INPUTS FOR ENVIRONMENTAL

MANAGEMENT IN THE NORTH

Many programmes and inter-governmental/inter-departmental administrative arrangements have been developed which, in conjunction with federal legislation and policy directives, territorial legislation, and input from the public, constitute the current bases for environmental management of northern natural resources. The following gives an indication of the main bases; the list should not be construed as exhaustive.

WATER BOARDS

Territorial Water Boards

The Northern Inland Waters Act and accompanying Regulations provide for conservation, development and utilization of the water resources of both Territories. The Act provides for the establishment of Water Boards in both Territories for the purpose of licencing water use. The Boards are empowered to require each licence applicant to provide environmental impact studies of the area to be affected by the proposed water use, and each can attach whatever conditions it considers appropriate regarding type, quantity, method and purpose of use.

The Act provides for the establishment of Water Management Areas which are specified in the Regulations.

COMMITTEES

Various inter-governmental/inter-departmental¹ committees have been established to coordinate and provide information exchanges on areas of mutual concern and issues related to the environment. These committees include:

Arctic Waters Advisory Committee

This Committee is advisory to DINA, and provides a focal point for all government agencies to reflect requirements to ensure offshore drilling is conducted in a manner to minimize damage to the natural environment,

¹Abbreviations used:

- DFO - Department of Fisheries and Oceans
- DINA - Department of Indian and Northern Affairs
- DOE - Department of the Environment
- EA - External Affairs
- EHR - Department of Energy, Mines and Resources
- TC - Transport Canada
- GNWT - Government of the Northwest Territories
- YTG - Government of the Yukon Territory

and that the Arctic Waters Pollution Prevention Act and Regulations, and applicable parts of the Fisheries Act are effectively applied.

The Committee's objectives are:

- a. review waste management plans, oil spill contingency plans and reports from environmental studies submitted by applicants for a Drilling Authority to conduct offshore drilling in Arctic waters from drilling systems approved in principle by the Minister, DINA;
- b. advise DINA in regard to:
 - (i) further environmental information or studies required of the applicant; and
 - (ii) operating conditions to protect the natural environment that are to be met by the applicant and that would be incorporated in the Drilling Authority;
- c. provide a management point of contact between DINA and DOE on environmental research preceding offshore drilling in Arctic waters, and between government and industry with respect to industry support of and participation in research projects; and
- d. advise DINA on environmental concerns in the granting of Approval in Principle for a drilling system.

Representatives on the Committee include DINA, DOE, DFO, IC, GNWT, and the Committee for Original Peoples Entitlement.

Beaufort Sea Steering Committee

This inter-departmental Committee was established to provide a comprehensive report on exploration in the Beaufort Sea. The Committee's objectives are:

- a. direct and coordinate DINA's analysis of the socio-economic, environmental and technical impacts of drilling in the Beaufort Sea by Dome-Cannar;
- b. ensure that the analysis procedure adheres to critical deadlines;
- c. ensure that native and community concerns and perceptions are reflected in the final report through consultation;
- d. examine and evaluate the communications associated with the drilling operation (government-industry-public); and
- e. prepare a comprehensive report including an overview of significant matters, and to recommend modifications to the Drilling Authority for the following season.

Representatives on the Committee include DINA, DFO, EMR, EA, IC and GNWT.

Beaufort Sea Production - Environmental Advisory Committee

This Committee was established to provide a single line contact between government and proponents concerning environmental matters related to hydrocarbon production in the Beaufort Sea. The objectives of the Committee are:

- a. exchange information with and assist the industrial proponent in the identification of key environmental factors related to hydrocarbon production in the Beaufort Sea;
- b. identify information requirements and suggest programmes to fill data gaps concerning the effects of hydrocarbon production on the environment;
- c. identify how government departments can assist in meeting proponent's needs for environmental programmes; and
- d. plans and evaluates industry and government sponsored studies in support of regulatory responsibilities.

Representatives on the Committee include DINA, DFO, DOE, TC, CNWT, YTG and the Industrial Proponent(s).

This Committee is being modified in view of the referral of the Beaufort Sea Programme to the Federal Environmental Assessment and Review Office.

Canadian Committee on Forest Fire Control

The function of the Committee is to serve as a national advisory and coordinating body for the advancement of forest fire research and technology relating to environmental and operating matters, and the development of improved management practices and mutual aid in Canada. It was established by the National Research Council and includes representatives of all fire management agencies in Canada.

Additional important bodies are the Northern Forest Research Centre Subcommittee on Forest Fire Research, which deals with the Northwest Territories; and the Yukon Forest Research Advisory Committee which is concerned with resource management research in the Yukon.

Federal-Territorial Lands Advisory Committee

Because of the complexity of the land administration and land use management in the North, cooperation between the federal and both territorial governments is indispensable; the F-TIACs are the principal coordinating body between the two levels of government.

Each Committee is composed of six members: Assistant Regional Director, Renewable Resources (who acts as Chairperson), Regional Manager of Lands, and the Regional Director, Indian and Inuit Affairs, all from DINA; plus, in the case of the NWT F-TLAC, the Directors of the Departments of Local Government, Economic Development, and Town Planning and Lands; or, in the case of the Yukon F-TLAC, The Directors of the Departments of Local Government, Wildlife, and Tourism. The Chairperson may authorize the attendance of other federal and territorial officials, when their expertise is required. Other interested groups or land applicants may be invited to attend under special circumstances.

The purpose of the Committee includes reviewal of policy and regulatory proposals initiated by the territorial governments which will have an effect on the use of federal Crown lands, and to review policy and regulatory proposals initiated by the federal government that will have an effect on the use of territorially controlled lands; and to identify and recommend areas for special management programmes located outside Block Land Transfer Areas.

Inter-departmental Environmental Review Committee

This is a major inter-departmental Committee which provides a focal point linking DINA with other federal departments at the senior policy level. The Committee coordinates a comprehensive federal inter-departmental review of the potential effects on the northern natural environment associated with each application for a major resource exploration and/or development programme north of 60⁰. It makes recommendations on environmental information deficiencies and research priorities so as to better evaluate probable environmental impacts, and establishes the environmental conditions for each programme approval. In addition to DINA, Committee membership includes DFO, DOE and IC; other departments may be invited.

Land Use Advisory Committee

This is a joint federal-territorial Committee, one for each of the territories², whose primary responsibility is the provision of expert advice to the "Engineer" (the Committee Chairperson) on the environmental and operating conditions deemed appropriate for certain land use permits (type "A"). They were formed at the request of the Minister, DINA, and have no legislative base.

The composition of LUAC is multi-disciplinary. Permanent representatives

² As a result of decentralization, there is an additional LUAC with similar membership, chaired by the District Manager (Land Use Engineer), at Inuvik to assess and advise on land use activities within the District. It was established in 1980.

include DINA, DFO, DOE, and GNWT or YTG.

In certain instances, representatives of other government departments are invited.

The Committee is strictly an advisory group and has no power itself to make decisions on applications that come before it.

Regional Environmental Review Committee

This inter-departmental Committee is in the process of being formed; its purpose will be to screen and review applications filed by proponents with DINA's regional officers.

In addition to the inter-governmental/inter-departmental committees, individual departments have established committees to serve as forums for information exchange.

PROGRAMMES

CANADIAN PROGRAMMES

Several programmes have been implemented in the North; examples include:

Arctic Land Use Research Programme

This programme was established by DINA to complement the objectives of the Territorial Lands Act and Regulations by providing research support as a back-up to the regulatory function. There is an advisory Committee to enable the programme to benefit from the expertise available in Canadian universities, and to provide a means of exchange of information regarding northern research between government, industry and the academic community.

Government Contingency Plan for Major Oil Spills in Arctic Seas

This contingency plan was prepared by DOE and the custodian is the GNWT. There is involvement of almost all federal and territorial government departments in the North.

Hydro Power Inventories

Since 1961, DINA (and its predecessors) has initiated and completed hydro-power inventories for most of the Yukon and the Northwest Territories. The only area remaining to be studied is the Arctic Islands.

Mackenzie River Basin Study

A federal-provincial-territorial programme of studies intended to gather information on the basin's water and related resources.

Northwest Territories Regional Map Programme

This DINA programme, initiated in 1973, has resulted in the production of a series of maps which show current and historical human activities. They are produced at a scale of 1:250,000 and are maintained by the Regional Lands Office, DINA.

Northern National Park Programme

The development of the National Parks System is guided by the concept of "natural regions" in Canada, and 48 such regions (39 terrestrial and 9 marine) have been identified. Parks Canada's goal is to have adequate representation in each of the areas which satisfy the criteria of national significance. Although more than one area in each natural region may satisfy the criteria, Parks Canada's first interest is to ensure protection afforded by the National Parks status to one outstanding representative area in each region together with any unique ones.

Areas additional to these will not be recommended for inclusion in the National Parks System if adequate protection is provided by other means, and the sites are suitably presented for public appreciation.

Not all regions have had Natural Areas of Canadian Significance (NACS) or Natural Sites of Canadian Significance (NSCS) identified in them. Additional identification will be made as studies are completed.

Water Quantity Survey Agreement

An agreement between the federal and territorial governments whereby the federal government (DOE) undertakes water quantity surveys. Hydrometric data concerning stream flow, water level and stream sediment are collected.

Yukon River Basin Study

A proposed federal-provincial-territorial study programme to gather information on the basin's water and related resources.

INTERNATIONAL PROGRAMMES

There are also international programmes of potential importance as mechanisms for environmental protection in the North. Two were organized by UNESCO: the World Heritage Convention, and the Man and Biosphere Programme. The third, the International Biological Programme, was sponsored by the

scientific Unions. The objectives of the three

rious member states can nominate sites of
lue, whether natural or cultural, for inclusion
Once named, the member nations take full
g the sites. These sites usually will be
protected by existing conservation systems, e.g. National Parks. One of the
first Canadian sites was the Nahanni National Park in the NWT.

Man and the Biosphere Programme

Part of the programme is directed towards establishing Biosphere Reserves
which are to be used for conservation purposes and toward providing for
ecological research and education. The reserves are to be representative
of the major biomes of the world and their subdivisions, or unique areas
of special importance for conservation. MAB reserves can be protected by
special arrangements or under existing conservation systems.

International Biological Programme

The IBP was a 10-year non-governmental programme that terminated in 1974.
It was established to study the biological productivity of the earth's
ecosystems and to relate this to human adaptability and welfare. A Canadian
committee for the IBP was struck in 1965, and in 1968-69 two Conservation-
Terrestrial Panels were created to study prospects for the establishment
of ecological reserves north of 60°.

Panel 9 was responsible for the Arctic tundra area, and Panel 10 for the
Sub-arctic. Their goals were:

- a. to locate and describe examples of natural Arctic and Sub-arctic
ecosystems in cooperation with local residents, industry and the federal
and territorial governments;
- b. to demonstrate how the biological values of each potential site may
equal or outweigh all other values of that site; and
- c. to aid the three governments in providing for the preservation of these
biologically important areas in the form of Ecological Sites.

Most of the NWT was the responsibility of Panel 9.

DINA gave approval in principle to the concept of Ecological Sites in the
North in January, 1975. Native hunting and fishing would be allowed on
Ecological Sites and in some cases multiple uses including resource

development would be permitted. There is to be no special legislation to establish and administer Ecological Sites north of 60°.

There is an Inter-Departmental Working Group involved in choosing the Sites. It includes representatives from DFO, DOE, EMR and GNWT, and is chaired by the Director General, Northern Program, DINA.

Thus far only one site has been designated - the 2 624 km² (1 013 mi²) Polar Bear Pass IBP Site on Bathurst Island. The Working Group is to advise the Minister, DINA, as to appropriate management arrangements, after input from all sectors.

PROJECTS

Various projects have been initiated to resolve land use conflicts and provide information basic to resource use planning and environmental management. Examples include:

Baker Lake Studies

This major study was undertaken in the Baker Lake area to identify and resolve land use conflicts between traditional native pursuits and mineral exploration; particular attention is being given to the caribou because of their importance to the native people.

Beaufort Sea Environmental Studies

These environmental studies were conducted in 1974-76 to establish terms and conditions for exploratory drilling in the Beaufort Sea. The studies were coordinated by the Department of Fisheries and Environment (now DOE), and were jointly funded by government and industry.

Eastern Arctic Marine Environmental Studies

The objective of these studies is to produce an environmental impact statement concerning hydrocarbon exploration and development around Baffin Island for submission to the Federal Environmental Assessment and Review Office. Native groups and various government agencies have been involved; there is also an advisory committee. Environmental terms and conditions to be followed during drilling of offshore exploration wells are being developed.

Eskimo Lakes Studies

These studies were undertaken in the environs of Tuktoyaktuk to identify and resolve land use conflicts between traditional native pursuits and exploration for and development of non-renewable resources.

Lancaster Sound Region Studies

The objective of this multi-disciplinary project is the compilation of

information on the resources of the Region and its current and potential uses. After extensive public input, especially by the local residents, a plan will be developed for the future uses of the Region.

Placer Mining Studies

These studies are being undertaken to identify the environmental impacts of placer mining, and hence to develop a new regulatory regime, because of the increasing magnitude of placer mining activity in the North.

PUBLIC HEARINGS

Various pieces of legislation and a Cabinet Policy Directive require the holding of public hearings so that members of the public and any interest group may express their views on environmental (or other) matters relating to specific northern development or conservation initiatives. Such are required for initiatives governed by the National Energy Board Act, the Northern Inland Waters Act, and the federal Environmental Assessment and Review Process.

CITIZENS GROUPS

Environmental input also is provided by various Citizens Groups, including the following:

Canadian Arctic Resources Committee

The Committee's objectives are "to ensure that the important social and environmental ramifications of northern development are studied and analyzed before major decisions relating to northern Canada are made", and "to provide means for exchange of information and viewpoints between people, government and industry". Its ongoing activities involve "major resource and land use studies to help both industry and government identify essential problems and avoid unnecessary social and environmental damage", and "intense legal research on northern legislation, regulations and regulatory procedures".

Among the studies which the Committee has funded which relate to land and water use in the North have been "Land Management in the Canadian North" and "Water Management in the Canadian North".

The Committee held its first national workshop in 1972 and its second in 1978. These workshops helped to bring together northern interests, clarify northern issues and provide new perspectives on northern problems. The Committee, which is composed of 20 prominent academicians, industrialists and citizens also has organized smaller workshops and conferences on specific issues. A special group, the Northern Assessment Group, was

organized by the Committee to aid witnesses testifying at the Mackenzie Valley Pipeline Inquiry.

Church Organizations

These groups focus mainly on native rights in the North but this concern usually encompasses resource policy issues. One of the most active groups is the Committee for Justice and Liberty, a Christian public interest group working on energy policy, northern development and native rights issues. The group has made representations to the Mackenzie Valley Pipeline Inquiry, and was an active intervenor in the National Energy Board's northern pipeline hearings.

Canadian Wildlife Federation and Canadian Nature Federation

Both provide input on a wide range of environmental matters in the North.

GAPS, DUPLICATIONS AND CONFLICTS IN LEGISLATION RELATING TO

ENVIRONMENTAL MANAGEMENT IN THE NORTH

LEGISLATIVE GAPS

A. FEDERAL

1. Land-Related

(a) Public Lands Grants Act

- the Act establishes jurisdiction to a distance of 19 km (12 mi) beyond the shores of both territories; however, its applicability beyond this zone, e.g. to the 320 km (200 mi) limit, is questionable

(b) Territorial Land Use Regulations

- both the Yukon Placer Mining Act and the Yukon Quartz Mining Act take paramouncy over these Regulations, and hence the environmental protection requirements in the Regulations are not applicable on mining claims, only to their access on non-claim areas
- there are no provisions for the control of air traffic in terms of its impact on wildlife
- there is not a firm basis in law for the current practice of using these Regulations for offshore non-renewable resource management and environmental protection (To correct this, the Territorial Lands Regulations and the Territorial Quarrying Regulations, both of which are issued pursuant to the Territorial Lands Act, are being revised. It is proposed that both new Regulations will be issued under the joint authority of the Public Lands Grants Act and the Territorial Lands Act. Both Acts are involved because the Territorial Lands Act deals only with territorial lands, with jurisdiction extending to the Ordinary High Water Mark, whereas the Public Lands Grants Act provides for the disposal of all other federal Crown land not already covered by a federal statute)

(c) Territorial Quarrying Regulations

- there are no provisions for protection of the environment (the Regulations are to be revised shortly)
- it is not an offence for not obtaining a permit

2. Water-Related

(a) Arctic Waters Pollution Prevention Act

- clean-up, and liability and compensation regimes do not adequately recognize the involvement of Ministers, and do not extend to foreign claimants
- no provisions for public hearings
- regulation making authority is weak - cannot prescribe effluent quality standards or accommodate experimental oil spills as routine
- no adequate means to protect Arctic waters from activities such as the construction, operation and abandonment of artificial islands and pipelines
- does not cover activities involving the seabed

(b) Fisheries Act

- section 33(3) concerning the addition of deleterious substances to fish habitat was not upheld in a recent Supreme Court of Canada case; it is understood that this section is to be deleted from the Act

(c) Northern Inland Waters Act

- lack of flexibility in the permitting regime
- lack of legislative authority for those involved in the granting of permits
- lack of legislative authority to attach environmental protection requirements to water authorizations
- there are ambiguities and deficiencies relating to public hearings, violations and fines, and board nominations

B. TERRITORIAL

1. Land-Related

(a) Northwest Territories Act and Yukon Act

- the wording of paragraph 46(c) of both Acts constitutes a situation where every road, street, lane or trail, which comes into being incidentally as a result of land dispositions or resource development activities, authorized by the Minister of Indian and Northern Affairs pursuant to his statutory responsibilities, would automatically be appropriated to the

Commissioner in Council. Such subverts the Minister's responsibilities under the Territorial Lands Act, the Yukon Placer Mining Act, the Yukon Quartz Mining Act, and oil and gas legislation. This gives rise to split jurisdictions on lands rightfully under the Minister's control and, with time, will divide the territorial lands under his control into unmanageable units. This also affects the settlement of native land claims

(b) Northwest Territories Area Development Ordinance and Yukon Area Development Ordinance

- currently these are being used to control developments along the rights-of-way of highways; although there is a need for such environmental controls, such applications are ultra vires

(c) Northwest Territories Forest Protection Ordinance and Yukon Forest Protection Ordinance and Regulations

- neither Ordinance includes provision to conscript fire fighting equipment or to permit selected fires to be managed rather than extinguished (both Ordinances are being revised)

(d) Yukon Placer Mining Act and Yukon Quartz Mining Act

- these take paramouncy over the Territorial Land Use Regulations (see above)

C. GENERAL

- except in very special circumstances, there are no provisions for controlling harvesting of fish and wildlife by native people

LEGISLATIVE DUPLICATION

1. Arctic Waters Pollution Prevention Act - Fisheries Act - Ocean Dumping Control Act

- all three Acts require submission of plans and specifications involving work that may result in the deposition of deleterious substances to Arctic waters

2. Northern Inland Waters Act - Fisheries Act

- both Acts cover deposition of deleterious substances to inland waters

3. Northern Inland Waters Act - Territorial Land Use Regulations

- both require submission of almost identical applications because both cover the land and water components of the environment, and because of the administrative interpretation of the legislation

4. Territorial Land Use Regulations - National Energy Board Act
 - both have application with respect to environmental protection during the construction of international/inter-provincial pipelines
5. Territorial Land Use Regulations - Migratory Birds Convention Act
 - both the Departments of Indian and Northern Affairs and Environment have been delegated authority for the protection of wildlife habitat within migratory bird sanctuaries; both Departments require applications, issue approvals and monitor programmes involving the sanctuaries

LEGISLATIVE CONFLICTS

1. Northern Inland Waters Act - Fisheries Act
 - there is the potential for conflict because no water quality standards are specified in the former Act but such are in the latter Act
2. Territorial Lands Act - Northwest Territories Act and Yukon Act
 - the wording of paragraph 46(c) of both the Northwest Territories Act and the Yukon Act constitute a situation where every road, street lane or trail, which comes into being incidentally as a result of land dispositions or resource development activities, authorized by the Minister of Indian and Northern Affairs pursuant to his statutory responsibilities, would automatically be appropriated to the Commissioner in Council. Such subverts the Minister's responsibilities for the environmental protection and disposition of lands under the Territorial Lands Act
3. Territorial Land Use Regulations - Fisheries Act
 - requirements specified in a Land Use Permit for work involving crossing of a water body may conflict with those given under the Fisheries Act; regional administrative arrangements ensure that requirements specified under the Fisheries Act are met prior to issuance of the Land Use Permit
4. Territorial Land Use Regulations - Migratory Birds Convention Act
 - there is the potential for conflict because different requirements may be specified in the permit issued under each for work in the bird sanctuary; regional administrative arrangements minimize these conflicts

5. Territorial Land Use Regulations - Oil and Gas Production and Conservation Act

- environmental requirements specified under the Regulations may conflict with safety requirements specified under the Act

LEGISLATION AND POLICY DIRECTIVES RELEVANT TO ENVIRONMENTAL
MANAGEMENT IN THE NORTH

FEDERAL STATUTES

A. FEDERAL-TYPE STATUTES

Arctic Waters Pollution Prevention Act

The Act prohibits unauthorized deposits of waste into Arctic waters or on any land where such waste may enter Arctic waters. Administration of the Act rests with three federal departments: Indian and Northern Affairs for non-shipping activities in Arctic waters other than Hudson Bay and Hudson Strait; Energy, Mines and Resources for non-shipping activities in Hudson Bay and Hudson Strait; and Transport Canada for shipping activities in all Arctic waters. Regulations pursuant to the Act prescribe limits of liability for unauthorized deposits of waste, design requirements for vessels operating in Arctic waters, and provide for the establishment of Shipping Safety Control Zones.

Atomic Energy Control Act

The Act establishes the Atomic Energy Control Board, which is empowered with the licencing production, application and use of atomic energy. Licences may contain any provisions which the Board feels are required for environmental protection. The Board reports to the Minister of Energy, Mines and Resources.

Canada Shipping Act

The Act is administered by Transport Canada and relates to all aspects of shipping. Part XX of the Act applies to marine pollution from vessels (except in Arctic waters where the Arctic Waters Pollution Prevention Act applies), and the powers of the Act extend to 320 nautical kilometres (200 nautical miles) offshore.

Canada Water Act

Part II of the Act allows the Minister of the Environment to enter into agreements with appropriate agencies to designate certain waters as water quality management areas, and to enter into federal-provincial-territorial agreements for comprehensive river basin planning studies. The Act applies to all federal waters.

Canada Wildlife Act

The Minister of the Environment may be given, by the Governor in Council, the management and control of any public lands deemed to be required for

wildlife research, conservation or interpretation. Since the land is administered under the Territorial Lands Act prior to any such action, the action also requires the transfer of the lands from the administration of the Minister of Indian and Northern Affairs to the Minister of the Environment.

Clean Air Act

The Act provides for the control of emissions to the environment. Administration of the Act is the responsibility of the Department of the Environment.

Coastal Fisheries Protection Act

The Act is administered by the Department of Fisheries and Oceans and applies throughout the fishing zones of Canada. It refers to the licencing of foreign fishing vessels for control over any fish taken by such vessels.

Department of Fisheries and Oceans Act

This Act establishes the Department of Fisheries and Oceans and gives the Minister jurisdiction over all matters not by law assigned to any other agency of the Government of Canada. It gives the Minister jurisdiction over sea coast and inland fisheries; fishing and recreational harbours; hydrography and marine sciences; and the coordination of government policies and programmes respecting oceans.

Dominion Water Power Act

This Act may be used to licence any hydroelectric project on federal Crown land. At present there is one development licensed under the Act in the NWT and two in the Yukon. Administration of the Act rests with the Department of Indian and Northern Affairs.

Environmental Contaminants Act

This Act is designed to control the manufacture, importation and use of hazardous materials, and is administered by the Department of the Environment. Regulations made pursuant to the Act prescribe hazardous materials and set effluent limits for such materials.

Fisheries Act

This Act deals with all aspects of fisheries, including pollution control, and is aimed at the protection, conservation and preservation of fisheries in Canada. For the purposes of the Act, marine mammals are included. Regulations made pursuant to the Act specifically refer to seals, walruses, beluga whales, narwhales, NWT fisheries, YT fisheries, and effluent limits for various industries. The Act applies to inland fisheries, and to offshore fisheries to a distance of 320 nautical kilometres (200 nautical miles). Overall responsibility for administration of the Act rests with the Minister of Fisheries and Oceans, while section 33 is administered by the Minister of the Environment.

Government Organization Act (1970)

This Act gives the Minister of the Environment jurisdiction over all matters, not by law assigned to any other agency of the Government of Canada, which relate to renewable resources; water; meteorology; and the coordination of government policies and programmes, and the enforcement of rules or regulations of the International Joint Commission, respecting the preservation and enhancement of the quality of the natural environment.

Historic Sites and Monuments Act

Under the Act, the Minister of the Environment may, with the approval of Treasury Board, acquire any lands or interests therein for the preservation and management of historic sites.

Indian Act

The Act applies only to Indians who also are subject to all other federal statutes and territorial ordinances except where specifically exempted. Under the Northwest Territories Act, Indians are exempted from the territorial Game Ordinance, providing that the taking of game is only for subsistence purposes. Environmental protection legislation is not enforceable on Indian reserves.

Migratory Birds Convention Act

The Act provides for the management, conservation and research on migratory birds in Canada. The Minister of the Environment may designate Migratory Bird Sanctuaries in which he may regulate the land uses.

National Energy Board Act

The Act provides for the establishment of the National Energy Board. Under Part III of the Act, the Board is empowered to issue certificates of public convenience and necessity for the construction and operation of inter-provincial pipelines. These certificates and approvals may contain

conditions relating to environmental protection. The Board reports to the Minister of Energy, Mines and Resources.

National Parks Act

Under the Act the Governor in Council may authorize the Minister of the Environment to acquire any lands or interests therein for the purposes of a park. Regulations made pursuant to the Act are used to control activities within parks.

Navigable Waters Protection Act

This Act authorizes the Minister of Transport to approve and, if necessary, alter any work plans that may interfere with navigation. This power also extends to the physical removal of anything creating a hazard to navigation.

Ocean Dumping Control Act

In response to an international convention, this Act was passed with administration being given to the Department of the Environment. Under the Act, any dumping at sea is prohibited without a permit first being granted; operations relating to drilling for oil and gas are exempt. The Act applies to a distance of 320 nautical kilometres (200 nautical miles) offshore.

Oil and Gas Production and Conservation Act

This Act is administered by the Department of Energy, Mines and Resources in Hudson Bay and Hudson Strait, and by the Department of Indian and Northern Affairs for the remaining area north of 60°. The Act provides for the control of oil and gas exploration and development, both onshore and offshore, including pollution prevention. The Canada Oil and Gas Drilling Regulations issued pursuant to the Act are for the control of the drilling aspects, while proposed new Regulations will cover geophysical, production and pipeline aspects. Application of the Act extends as far out on the continental shelf as is feasible to drill.

Public Lands Grants Act

This Act provides for the disposition of federal Crown land not already under other legislative control. The Minister of Indian and Northern Affairs is responsible for applying the Act in the North. Leases and/or licences are issued under the Act for disposition of lands, and may contain any environmental conditions appropriate under other federal legislation. The disposition of offshore lands for oil and gas drilling is carried out under this Act. Regulations made pursuant to the Act, such as the Canada Oil and Gas Drilling and Production Regulations and the Canada Oil and Gas Land Regulations are used to control various activities. Regulations also may be made for site-specific purposes.

Territorial Seas and Fishing Zones Act

The Act provides for the establishment of a 19 kilometre (12 mile) Territorial Sea offshore in the Arctic, and prescribes the Fishing Zones of Canada. In the North, the Fishing Zone extends up to 320 nautical kilometres (200 nautical miles) offshore. While the Act does not make specific reference to environmental management, the limits established by the Act control the boundaries of jurisdiction of the Fisheries Act.

Whaling Convention Act

This Act, administered by the Department of Fisheries and Oceans, prohibits the hunting and killing of any whales unless a licence or permit has been obtained. Subsistence hunting by natives is allowed for under the Act. The Act was promulgated in response to an international convention and may be applied to carry out decisions of the International Whaling Commission.

B. PROVINCIAL-TYPE STATUTES

Department of Indian Affairs and Northern Development Act

The Act gives the Minister of Indian and Northern Affairs responsibility for the control and management of all resources in the Yukon and NWT not by law assigned to any other agency of the Government of Canada; and also the responsibility for coordinating the activities of the federal government in the Yukon and NWT.

Northern Inland Waters Act

The Act applies to all inland waters in the Yukon and NWT, and provides for the conservation, development and utilization of these waters. Water use is regulated through a water licencing system, and licences may contain conditions relating to environmental management. The Act also provides for the establishment of agreements with provincial and territorial governments to conduct comprehensive river basin planning studies.

Northwest Territories Act

The Act gives the power to the Commissioner to legislate and control certain activities in the NWT. In the case of environmental management, the activities which are controlled by the Commissioner can be determined by referring to the list of NWT Ordinances which appear later in this document.

Territorial Lands Act

The Act is administered by the Department of Indian and Northern Affairs. The Territorial Lands Regulations, issued pursuant to the Act, provide for the management, sale, lease or other disposition of territorial lands (including surface and sub-surface interests). Under the Territorial Land Use Regulations, a permit system is established which provides for terms and conditions applicable to mining disturbance to the natural environment, during short-term land use operations. The Territorial Quarrying Regulations provide for control and management of the granular resources in the North.

Yukon Act

The Act gives the power to the Commissioner to legislate and control certain activities in the Yukon. In the case of environmental management, the activities which are controlled by the Commissioner can be determined by referring to the list of Yukon Ordinances which appear later in this document.

FEDERAL POLICY DIRECTIVES

Federal Environmental Assessment and Review Process (EARP)

The decision to institute an Environmental Assessment and Review Process for federal projects, programmes and activities was made by Cabinet in 1973 and amended in 1977.

By the 1973 decision, the Minister of the Environment was directed to establish, in cooperation with other Ministers, a process to ensure that federal departments and agencies:

- a. take environmental matters into account throughout the planning and implementation of new projects, programmes and activities;
- b. carry out an environmental assessment for all projects which may have adverse effects on the environment before commitments or irrevocable decisions are made; projects which may have significant effects have to be submitted to the Federal Environmental Assessment and Review Office for formal review; and
- c. use the results of these assessments in planning, decision-making and other implementation.

If the initiator (for most projects in the North this is DINA) decides to submit a project for Panel review, that project may not proceed until the review is complete and any conditions are made to the Minister of the Environment. The Panel, established by the Executive Chairman, Federal Environmental Assessment and Review Office, issues guidelines for the preparation of an Environmental Impact Statement (EIS) by the initiator or associated proponent, reviews the EIS, obtains the public response to the EIS and acquires any additional information deemed necessary. The Panel may also recommend that a project be referred to the Environmental Assessment and Review Office for further review.

Historical Resources Ordinance

The Ordinance authorizes the Commissioner to acquire places and sites of prehistoric significance to the Territories. Administration of Regulations made by the Governor in Council concerning archaeological sites has been delegated to the Commissioner.

Parks Ordinance

The Commissioner may acquire Crown lands by transfer from the Minister of Indian and Northern Affairs for the purpose of a park; however, the right to dispose of any surface rights, to use or occupy the surface of the land, to establish, engage in or conduct any business remains subject to any applicable Act of the Government of Canada.

Pesticides Ordinance

This Ordinance requires that a permit be obtained to apply any pesticide in the NWT.

Petroleum Products Ordinance

This Ordinance and subsequent Regulations control the transportation, handling and storage of petroleum products. Conditions for proper dyking of storage facilities may be included.

Public Health Ordinance

Conditions for sewage disposal and drinking water quality for the protection of human health are controlled under this Ordinance. Administration is handled by the territorial government and the federal Department of National Health and Welfare.

Scientists Ordinance

This Ordinance provides that no person shall carry out scientific research in the Territories without the obtaining of a licence.

Wildlife Ordinance

This Ordinance provides for the regulation of hunting, trapping, possessing and selling of game, and for the management of such game and its habitat in the Territories. Rules for polar bears are enforced under the Regulations.

WATER HISTORY

Area Development Ordinance

The Commissioner may designate as a development area any area where he feels it is in the public interest to regulate development. Conditions may be applied to any development within such an area. The Ordinance also sets out the procedure for such designations.

The Minister of the Environment and the Minister of the initiating department decide on the action to be taken on the report submitted by the Panel. These are implemented by the appropriate Ministers.

The screening and review procedures to be followed within the Northern Programme, DINA, according to the Cabinet directive on EARP, are currently being formalized.

Various projects in the North have been submitted to EARP; some have been permitted to proceed as proposed, whereas others, e.g. the Lancaster Sound Drilling Project, has been deferred until additional data have been gathered and thoroughly assessed.

TERRITORIAL ORDINANCES

NORTHWEST TERRITORIES

Area Development Ordinance

The Commissioner may designate as a development area in the Territories where he considers it will be necessary, in the public interest, to regulate development. Regulations may be made pursuant to this Ordinance prescribing conditions under which development may take place.

Commissioner's Land Ordinance

This Ordinance gives the Commissioner the authority to dispose of lands which have been transferred to the control of the Government of the NWT. Conditions may be attached to any disposition.

Environmental Protection Ordinance

The Ordinance prohibits the discharge of contaminants to the environment. For the purpose of the Ordinance, "environment" includes land, water, air and all plant and animal life.

Forest Protection Ordinance

This Ordinance includes provision for protection of forest resources through controlling the use of fire in forested areas and all burning hazards and the control of forest fires. Regulatory techniques include fire and burning permits, closed districts and placing the onus on the public to report and to assist in the control of wildfires. The Ordinance is administered by the Department of Indian and Northern Affairs.

Forest Protection Ordinance

This Ordinance includes provision for protection of forest resources through controlling the use of fire in forested areas and eliminating hazardous accumulations of forest fuels. Regulatory mechanisms include campfire and burning permits, closed districts and placing of the onus on the public to report and to assist in the control of wildfires. The Ordinance is administered by the Department of Indian and Northern Affairs.

Game Ordinance

The Ordinance provides for the management of game and its habitat, and for the control of hunting, trapping, possessing and selling of game in the Yukon.

Gasoline Handling Ordinance

The Ordinance may be used to apply conditions to the handling, transportation and storage of gasoline or other related petroleum products.

Historic Sites and Monuments Ordinance

The Commissioner may acquire any historic places, lands or things for historic museums or any interest therein by purchase, lease or otherwise. Administration of Regulations made by the Governor in Council concerning archaeological sites has been delegated to the Commissioner.

Lands Ordinance

The Commissioner may dispose of any lands over which he has control by sale, lease or easement, and attach such terms and conditions to any disposition as he deems appropriate. The Commissioner may also withdraw any lands from disposition under this Ordinance, and designate the most desirable use for such lands.

Parks Ordinance

The Commissioner may acquire Crown lands by transfer from the Minister of Indian and Northern Affairs for park purposes; however, the right to use or occupy any such lands remains subject to any applicable Act of the Government of Canada.

Public Health Ordinance

Conditions for sewage disposal and drinking water quality for the protection of human health are provided for by this Ordinance.

Scientists and Explorers Ordinance

Any person who wishes to enter the Territory for scientific or exploration purposes must obtain a licence from the Commissioner.

NORTHERN ENVIRONMENTAL LEGISLATION AND ADMINISTERING AGENCIES

EXISTING LEGISLATION	AGENCIES*											ENVIRONMENTAL COMPONENT					PRIMARY OBJECTIVE	
	DLAND	DOE	DFO	NHW	EMR	TC	NEB	AECB	GNWT	YTG	IAN	INLAND WATER	OFFSHORE WATER	AIR	WILDLIFE	PREVENTION		CONSERVATION
1. STATUTES																		
A. FEDERAL TYPE																		
Area: Waters Pollution Prevention Act	X				X	X												
Area: Energy Control Act								X									X	
Canada Shipping Act						X						X	X	X				
Canada Wildlife Act												X	X				X	
Canada Wildlife Act		X																
Clear Air Act		X									X				X			
Canada Fisheries Protection Act				X											X		X	
Department of Fisheries and Oceans Act				X									X		X			
Dominion Water Power Act	X											X	X					
Environmental Contaminants Act		X																
Fish and Wildlife Act		X	X									X	X	X			X	
Government Organization Act (1979)		X										X	X		X			
Historic Sites and Monuments Act		X										X		X				
Indians Act	X																	
Migratory Birds Convention Act		X										X			X			
National Energy Board Act								X				X	X	X			X	
National Parks Act		X										X	X	X				
Navigable Waters Protection Act						X							X	X				
Ocean Dumping Control Act		X																
Oil and Gas Production and Conservation Act	X				X								X					
Public Lands Grants Act	X											X	X	X	X			

NORTHERN ENVIRONMENTAL LEGISLATION AND ADMINISTERING AGENCIES

EXISTING LEGISLATION	AGENCIES*											ENVIRONMENTAL COMPONENT						PRIMARY OBJECTIVE	
	DIAND	DOE	DFO	NIW	EMR	TC	NEB	AECB	GNWT	YTG									
												LAND	INLAND WATER	OFFSHORE WATER	AIR	WILDLIFE	PRESERVATION	CONSERVATION	
<u>1. FEDERAL STATUTES</u>																			
<u>A. FEDERAL TYPE</u>																			
Territorial Seas and Fishing Zones Act			X											X					
Whaling Convention Act			X											X		X			
<u>B. PROVINCIAL TYPE</u>																			
Dept. of Indian Affairs and Northern Development Act	X											X	X	X	X				
Northern Inland Waters Act	X												X						
Northern Territories Act	X							X				X							
Territorial Lands Act	X											X							
Yukon Act	X									X		X							
<u>2. NORTHWEST TERRITORIES ORDINANCES</u>																			
Area Development Ordinance								X				X	X						X
Commissioners Land Ordinance								X				X							X
Environmental Protection Ordinance								X				X	X		X		X		
Forest Production Ordinance	X											X					X		
Historical Resources Ordinance								X				X						X	
Parks Ordinance								X				X	X					X	
Pesticide Ordinance								X				X	X				X		
Petroleum Products Ordinance								X				X					X		
Public Health Ordinance			X					X				X	X				X		
Scientists Ordinance								X				X							X

NORTHERN ENVIRONMENTAL LEGISLATION AND ADMINISTERING AGENCIES

EXISTING LEGISLATION	AGENCIES*										ENVIRONMENTAL COMPONENT					PRIMARY OBJECTIVE	
	DIAND	DOE	DFO	NHW	EMR	TC	NEB	AECB	GNWT	YTG	LAND	INLAND WATER	OFFSHORE WATER	AIR	WILDLIFE	PREVENTION	CONSERVATION
2. <u>ENVIRONMENTAL ORDINANCES</u>																	
<u>Finance</u>									X		X	X					
3. <u>TERRITORIAL ORDINANCES</u>																	
<u>Environment Ordinance</u>									X		X	X					
<u>Game Ordinance</u>										X					X		
<u>Game and Fish Ordinance</u>										X	X			X			
<u>Game and Fish Ordinance</u>										X					X		
<u>Historic Sites and Monuments Ordinance</u>										X	X						X
<u>Land Ordinance</u>										X	X						
<u>Public Ordinance</u>										X	X	X					X
<u>Public Health Ordinance</u>				X						X	X	X			X		
<u>Search and Explorers Ordinance</u>										X	X						

*AGENCIES

DIAND - Department of Indian Affairs and Northern Development
 DOE - Department of the Environment
 DFO - Department of Fisheries & Oceans
 NHW - Department of National Health and Welfare
 EMR - Department of Energy, Mines and Resources

TC - Transport Canada
 NEB - National Energy Board
 AECB - Atomic Energy Control Board
 GNWT - Government of the Northwest Territories
 YTG - Yukon Territory Government

NORTHERN ENVIRONMENTAL LEGISLATION AND ADMINISTERING AGENCIES

	AGENCIES*										ENVIRONMENTAL COMPONENT				PRIMARY OBJECTIVE		
	DIAND	DOE	DFC	NHW	EMR	TC	NEB	ABCB	GMWT	YTG	LAND	INLAND WATER	OFFSHORE WATER	AIR	WILDLIFE	PREVENTION	CONSERVATION
Wildlife and Natural Gas Act									X		X	X					
Oil and Gas Production and Conservation Act*	X										X	X					
Oil and Gas Geophysical Regulations									X		X	X					
Oil and Gas Production Regulations									X		X	X					

PROPOSED REGULATIONS

GENERAL STATUTES

*Only new regulations.

1. The government address on an urgent basis the erosion of its scientific capability and hence credibility in northern research and management. Due to static funding and escalating costs, compounded by geographic and logistic problems of working in the offshore zone, new ways of identifying projects of mutual interest, and pooling resources between Departments and industry must be found and adopted. It is not in the public or private sector interest to have such scientific expertise grow in the private sector without a strong and dynamic core of the same in government.
2. The government address the need for new or modified institutional arrangements suitable for the 1980's that will reduce compartmentalization and communication problems within and between departments and industry.

It is further urged that a national policy on northern development and the environment be adopted by the lead department (DIAND) in consultation with other departments within the framework of which, development may proceed in a planned, dependable way.

3. Industry and government consciously pursue with the participation of the public a more open and early dialogue on Canadian offshore issues to ensure informed debate before irrevocable decisions are made. This might take the form of broadening the current project by project review (ie. under EARP) to include a more regional and longer term projection of proposed and related development needs and impacts.
4. The government provide and be committed to, the regional planning framework needed to ensure that production in the Beaufort Sea and other offshore areas proceed in an integrated manner, that will recognize other potential users, using as a basis for planning the experience being learned in the Lancaster Sound Green Paper review.
5. That industry groups in the interests of reducing overall costs and regulatory delays, seek to find greater means of co-operating in sharing of information in subject areas of common interest. Examples that come to mind are ice scour studies in the Beaufort Sea and the co-operative approach to oil spill counter-measures on the east coast.

* Sponsored by government and industry through the Canadian Operators Association.

6. Every emphasis be directed at an equitable and early settlement of land claims so that planning and industrial development may proceed in a stable and predictable political environment.
7. A regulatory framework be quickly and clearly established and that appropriate flexibility be provided in order to accommodate the evolving technology.
8. Because the North is in a period of rapid, political change and development, more local workshops should be organized. Accordingly it is recommended that a proposed workshop in Yellowknife be held, involving the Governments of the N.W.T. and Yukon and northern people.
9. Broader issues, such as who does basic research, should be addressed in a more general meeting located close to Ottawa so that senior government officials might be invited to participate.